

Pertinence des financements de l'adaptation climatique en Afrique : Le cas de Youth for Adaptation Finance in Africa (YAF Africa)

Présenté par

Salem Mihindeou AYENAN

pour l'obtention du Master en Développement de l'Université Senghor

Département Environnement

Spécialité : Gestion de l'Environnement.

Directeur de mémoire : Prof. Afio ZANNOU

le 07/10/2025

Devant le jury composé de :

Jérôme T. YAMEOGO Président

Maître de conférences (CAMES),
Université Nazi Boni, Burkina Faso
Étotépé A. SOGBOHOSSOU

Examinatrice

Professeur Titulaire,
Université Senghor, Egypte
Afio ZANNOU

Examinateur

Professeur Titulaire,
Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour le soutien inestimable reçu tout au long de mon parcours académique et de la rédaction de ce mémoire.

Mes remerciements vont d'abord à l'Université Senghor à Alexandrie pour m'avoir offert cette précieuse opportunité de formation.

J'adresse toute ma reconnaissance à Monsieur le Recteur, Professeur Thierry VERDEL, pour son appui constant, le partage de ressources utiles et la qualité de ses conseils, qui ont contribué à enrichir mon travail.

Je remercie vivement Pr Dr Ir Étotépé A. SOGBOHOSSOU, Directrice du Département Environnement de l'Université Senghor, pour ses orientations éclairées et son engagement exemplaire, qui ont été pour moi une source d'inspiration.

Ma gratitude s'adresse également au Professeur Afio ZANNOU, Directeur de mémoire, pour son accompagnement attentif, ses commentaires constructifs et l'orientation qu'il m'a apportée tout au long de la rédaction.

J'exprime également mes sincères remerciements à Dr Augustine B. Njamnshi, Co-directeur de mémoire et encadreur, pour ses conseils avisés et ses encouragements.

Je tiens à remercier Monsieur Eugene Nforngwa, Directeur des Programmes à ACSEA, pour ses orientations, ses conseils et sa disponibilité.

Ma gratitude va aussi à Monsieur Afanyu Yembe, Coordonnateur de YAF Africa, pour sa disponibilité et ses appuis constants qui ont facilité la conduite de cette recherche.

Je tiens également à remercier l'ensemble de l'équipe d'ACSEA, les co-fondateurs de YAF Africa, les jeunes ambassadeurs, les alumni de YOFAFA, ainsi que les partenaires techniques de YAF Africa pour leur précieuse contribution et leur engagement dans le partage d'expériences et d'informations essentielles à cette étude.

À mes chers collègues de la 19^e promotion, je garde en mémoire les riches moments d'apprentissage et de croissance que nous avons partagés. Votre soutien moral, votre esprit d'entraide et votre camaraderie ont été pour moi une source précieuse de motivation et de réconfort tout au long de cette aventure académique.

À toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail, trouvez ici l'expression de ma reconnaissance.

Dédicace

À
mon père AYENAN Paulin et ma mère VOKA Madeleine,
pour votre amour inconditionnel et vos sacrifices inestimables.

À
ma bien-aimée SOUNOU Gloria,
pour ton soutien, ta patience et ta présence réconfortante à chaque étape.

À
mon grand frère AYENA Malachie et ma petite sœur AYENA Eunice,
pour votre affection, vos encouragements et votre inspiration de chaque jour.

Résumé

Pour renforcer la réponse africaine face aux impacts climatiques, il est essentiel d'améliorer l'accès aux financements pour l'adaptation, en veillant à ce que ces ressources parviennent effectivement aux communautés les plus vulnérables. Cette recherche analyse le rôle des mouvements de jeunes africains dans le plaidoyer en faveur d'un financement de l'adaptation répondant aux réalités locales, en s'appuyant sur l'expérience de l'initiative Youth for Adaptation Finance in Africa (YAF Africa) ainsi que sur d'autres acteurs engagés à travers le continent. L'étude repose sur une enquête menée auprès de 335 répondants issus de 45 pays africains, complétée par des entretiens et des groupes de discussion. Les données recueillies ont fait l'objet d'analyses thématiques et statistiques descriptives. Les résultats montrent que les financements disponibles proviennent principalement de ressources publiques et demeurent difficilement accessibles en raison de procédures complexes et de critères d'éligibilité inadaptés. Le plaidoyer conduit dans ce cadre a contribué à accroître la visibilité de l'adaptation dans les débats politiques, à favoriser l'intégration de certaines propositions dans des stratégies nationales et à renforcer les échanges avec des bailleurs, mais il n'a pas encore été possible de mesurer une augmentation effective des financements disponibles, faute de données quantifiables et en raison de la persistance de procédures complexes, de critères d'éligibilité inadaptés et du manque de moyens pour soutenir ces actions dans la durée. Les opportunités identifiées incluent l'ouverture de canaux directs avec les bailleurs, la simplification des procédures et la valorisation des initiatives locales portées par les communautés. Dans cette perspective, le renforcement et l'amélioration des mécanismes de financement déjà existants, conjugués à la création de dispositifs plus inclusifs et au développement des capacités techniques des acteurs de terrain, apparaissent comme des leviers essentiels pour une adaptation plus efficace et équitable.

Mots-clefs

Financement de l'adaptation, plaidoyer, jeunesse africaine, justice climatique, YAF Africa.

Abstract

To strengthen Africa's response to climate impacts, it is essential to improve access to adaptation finance, ensuring that resources effectively reach the most vulnerable communities. This research examines the role of African youth movements in advocating for adaptation financing that responds to local realities, drawing on the experience of the Youth for Adaptation Finance in Africa (YAF Africa) initiative as well as other actors engaged across the continent. The study is based on a survey of 335 respondents from 45 African countries, complemented by interviews and focus group discussions. The data collected were subjected to thematic and descriptive statistical analyses. The findings show that available financing mainly comes from public resources and remains difficult to access due to complex procedures and unsuitable eligibility criteria. Advocacy conducted in this context has helped increase the visibility of adaptation in political debates, promote the integration of certain proposals into national strategies, and strengthen engagement with donors, but it has not yet been possible to measure a tangible increase in available financing, due to the lack of quantifiable data and the persistence of complex procedures, unsuitable eligibility criteria, and limited resources to sustain these actions over time. Identified opportunities include the opening of direct channels with donors, the simplification of procedures, and the recognition of locally led initiatives by communities. In this perspective, strengthening and improving existing financing mechanisms, combined with the creation of more inclusive instruments and the development of technical capacities among local actors, emerge as essential levers for a more effective and equitable adaptation.

Key-words

Adaptation finance, advocacy, African youth, climate justice, YAF Africa.

Liste des acronymes et abréviations utilisés

- ACF : Advocacy Coalition Framework (Cadre d'analyse des coalitions de plaidoyer)
- ACSEA : Africa Coalition for Sustainable Energy and Access (Coalition africaine pour l'énergie durable et l'accès à l'énergie)
- AFD : Agence Française de Développement
- AfDB : African Development Bank (Banque africaine de développement)
- AFOLU : Agriculture, Forestry and Other Land Use (Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres)
- ARC : African Risk Capacity (Mécanisme africain de couverture des risques climatiques)
- ASAP : Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne)
- BAfD / BAD : Banque Africaine de Développement
- BAI : Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures
- BAsD : Banque Asiatique de Développement
- BEI : Banque Européenne d'Investissement
- BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
- BID : Banque Interaméricaine de Développement
- BM : Banque Mondiale
- BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement
- BRACE Africa : Building Resilience Against Climate Extremes in Africa (Renforcer la résilience face aux extrêmes climatiques en Afrique)
- CDN / NDC : Contribution déterminée au niveau national / Nationally Determined Contribution
- CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
- CIF : Climate Investment Funds (Fonds d'investissement climatique)
- COP : Conférence des Parties
- CPI : Climate Policy Initiative
- DFC : U.S. International Development Finance Corporation (Corporation américaine de financement du développement)
- DFIs : Development Finance Institutions (Institutions financières de développement)
- EADB : East African Development Bank (Banque de développement de l'Afrique de l'Est)
- EBID : ECOWAS Bank for Investment and Development (Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO)
- ECOWAS / CEDEAO : Economic Community of West African States / Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- ESG : Environmental, Social and Governance (Critères environnementaux, sociaux et de gouvernance)
- FA : Fonds d'Adaptation

- FAO : Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
- FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
- FSCC : Fonds Spécial pour le Changement Climatique
- FVC / GCF : Fonds Vert pour le Climat / Green Climate Fund
- GBM : Groupe de la Banque Mondiale
- GCCA : Global Climate Change Alliance (Alliance mondiale contre le changement climatique)
- IDA : International Development Association (Association internationale de développement, branche de la Banque mondiale)
- IPCC / GIEC : Intergovernmental Panel on Climate Change (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)
- KfW : Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque allemande de développement)
- LDCF : Least Developed Countries Fund (Fonds pour les pays les moins avancés)
- MDBs : Multilateral Development Banks (Banques multilatérales de développement)
- MSMEs : Micro, Small and Medium-sized Enterprises (Micro, petites et moyennes entreprises)
- NDB : New Development Bank (Nouvelle Banque de Développement)
- NDBs : National Development Banks (Banques nationales de développement)
- NCFs : National Climate Funds (Fonds climatiques nationaux)
- ODA : Official Development Assistance (Aide publique au développement)
- OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
- ODD : Objectifs de développement durable
- ONG : Organisation non gouvernementale
- ONU / UN : Organisation des Nations Unies / United Nations
- PABs : Pan-African Banks (Banques panafricaines)
- PEID : Petits États insulaires en développement
- PIB / GDP : Produit intérieur brut / Gross Domestic Product
- PME / SMEs : Petites et moyennes entreprises / Small and Medium-sized Enterprises
- PNA : Plan national d'adaptation
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
- PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement
- PPCR : Programme pilote pour la résilience climatique
- PPP : Public–Private Partnership (Partenariat public-privé)
- PSNP : Productive Safety Net Program (Programme de filets de sécurité productifs)
- RCMD : Responsabilités communes mais différencierées
- RDC : République Démocratique du Congo
- SOEs : State-Owned Enterprises (Entreprises et institutions publiques)
- SRDBs : Sub-Regional Development Banks (Banques de développement sous-régionales)

- SWFs : Sovereign Wealth Funds (Fonds souverains)
- TDB : Trade & Development Bank
- UBS : Union Bank of Switzerland (banque suisse, UBS Optimus Foundation)
- UICN : Union internationale pour la conservation de la nature
- UKCIP : UK Climate Impacts Programme (Programme britannique sur les impacts du climat)
- USD : United States Dollar (Dollar américain)
- YAF Africa : Youth for Adaptation Finance in Africa
- YOFAFA : Youth Forum on Adaptation Finance in Africa (Forum africain des jeunes pour le financement de l'adaptation)
- YOUNGO : official children and youth constituency of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) / (Circonscription des Enfants et des Jeunes auprès de la CCNUCC)

Tables des matières

Remerciements.....	2
Dédicace.....	2
Résumé.....	3
Abstract.....	4
Liste des acronymes et abréviations utilisés.....	5
Tables des matières.....	1
1 Introduction.....	1
1.1 Contexte et problématique.....	1
1.2 Objectifs.....	3
1.2.1 Objectif général.....	3
1.2.2 Objectifs spécifiques.....	3
1.3 Intérêts de l'étude.....	3
1.4 Hypothèses.....	4
2 Clarification des concepts, cadres théorique et empirique.....	5
2.1 Cadre conceptuel.....	5
2.1.1 Adaptation au changement climatique.....	5
2.1.2 Justice climatique et principes associés.....	6
2.1.3 Financement de l'adaptation climatique.....	7
2.1.4 Dette climatique.....	8
2.1.5 Plaidoyer des jeunes.....	9
2.2 Cadre théorique.....	10
2.2.1 Théorie des coalitions de plaidoyer (ACF).....	10
2.2.2 La théorie de Justice de John Rawls.....	11
2.3 Cadre empirique.....	12
3 Méthodologie de recherche.....	14
3.1 Milieu d'étude.....	14
3.2 Échantillonnage.....	17
3.2.1 Unité et choix de l'échantillonnage.....	17
3.2.2 Technique et taille de l'échantillonnage.....	18
3.3 Collecte de données.....	19
3.3.1 Collecte de données primaires.....	19
3.3.2 Collecte de données secondaires.....	20
3.3.3 Outils de collecte de données.....	20
3.4 Analyse de données.....	21
3.4.1 Analyses effectuées.....	21
3.4.2 Outils d'analyses de données.....	23
4 Résultats.....	23

4.1 Profil général des répondants.....	23
4.2 Mécanismes et limites du financement de l'adaptation en Afrique.....	26
4.2.1 Mécanismes et institutions de financement de l'adaptation.....	26
4.2.2 Sources de financement de l'adaptation en Afrique.....	27
4.2.3 Instruments financiers de l'adaptation climatique.....	28
4.2.4 Écarts entre besoins et financements disponibles.....	29
4.2.5 Barrières pour le financement de l'adaptation en Afrique.....	32
4.3 Formes et leviers de plaidoyer pour l'adaptation.....	33
4.4 Impacts, défis et opportunités du plaidoyer des jeunes pour l'adaptation.....	35
4.4.1 Impact perçu du plaidoyer des jeunes sur le financement de l'adaptation.....	35
4.4.2 Défis liés au plaidoyer jeunesse pour le financement de l'adaptation.....	36
4.4.3 Opportunités du plaidoyer des jeunes pour le financement de l'adaptation.....	37
5 Discussion.....	37
5.1 Profil général des répondants.....	37
5.2 Mécanismes et limites du financement de l'adaptation en Afrique.....	38
5.3 Formes et leviers de plaidoyer pour l'adaptation.....	40
5.4 Impacts, défis et opportunités du plaidoyer des jeunes pour l'adaptation.....	41
6 Conclusion et recommandations.....	42
Références bibliographiques.....	48
Liste des illustrations.....	67
Liste des tableaux.....	68
Annexes.....	69

1 Introduction

1.1 Contexte et problématique

Le changement climatique modifie profondément les équilibres naturels et humains (Abbass, 2022). Les sécheresses, les inondations et les vagues de chaleur se multiplient et gagnent en intensité (Seneviratne et al., 2021), tandis que les projections indiquent un réchauffement mondial compris entre 2,4 et 2,6 °C d'ici la fin du XXI^e siècle, bien au-delà des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris (Marques, 2020 ; Teske et al., 2021). Un tel dépassement aurait des répercussions durables sur les écosystèmes, la biodiversité et la santé humaine, en accentuant notamment les maladies chroniques et les décès liés à la pollution et aux températures extrêmes (Ebi & Hess, 2020 ; Islam, 2022). L'agriculture, déjà fragilisée par la désertification, les précipitations imprévisibles et la dégradation des sols (Azare et al., 2020), subit des pertes aggravées par les sécheresses récurrentes qui compromettent les systèmes de production et accentuent l'insécurité alimentaire (Ngcamu & Chari, 2020). Les infrastructures et le tourisme présentent également une forte vulnérabilité face aux aléas climatiques (Scott, 2021 ; Orcesi et al., 2022). Ces pressions cumulées aggravent la précarité, alimentent les tensions sociales et renforcent la dépendance à l'aide extérieure (Stavi et al., 2021 ; Wheeler & Lobley, 2021 ; Mustak, 2022).

Les études récentes confirment une accélération des catastrophes climatiques, particulièrement dans les pays du Sud, où les capacités institutionnelles et techniques sont souvent limitées (Clarke et al., 2022 ; Meraj, 2025 ; Haque, 2021 ; Kumar & Sharifi, 2022). Elles provoquent des pertes humaines massives, des déplacements forcés et l'effondrement d'écosystèmes fragiles (Kogo et al., 2021 ; Ahmed et al., 2021 ; Abbass et al., 2022). En Asie du Sud, les inondations ont déplacé des millions de personnes (Kam et al., 2021). Dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, l'épuisement des terres et la raréfaction des ressources en eau, conjugués à l'absence de régénération des sols, poussent de nombreuses familles à l'exode et attisent les tensions entre communautés (McLeman, 2017 ; Yang et al., 2022 ; Ouda, 2017).

Selon la Banque mondiale (2021), sans mesures ambitieuses, jusqu'à 216 millions de personnes pourraient être déplacées d'ici 2050. L'adaptation s'impose donc comme une priorité absolue (Arteaga et al., 2023). Elle requiert une mobilisation conjointe des connaissances scientifiques, des savoirs locaux, des politiques publiques et de la participation des populations concernées (Biswas & Rahman, 2023). Pourtant, les financements disponibles restent largement insuffisants : en 2022, le déficit était évalué entre cinq et dix fois les ressources mobilisées, et il pourrait désormais se situer entre dix et dix-huit fois (PNUE, 2022 ; PNUE, 2023). Cette situation remet en cause la portée du Nouvel Objectif Quantifié Collectif actuellement en discussion dans les négociations internationales (CCNUCC, 2023). Si les outils existent et si les discours politiques

soulignent l'importance de l'adaptation, les actions concrètes demeurent limitées. Le GIEC (2022, 2023) observe que les efforts se concentrent davantage sur la planification que sur la mise en œuvre. L'absence de vision à long terme nuit à l'efficacité des réponses (Mogelgaard et al., 2018 ; Kauffman & Hill, 2021), et plusieurs analyses confirment le retard des financements par rapport à l'urgence des besoins (Malik, 2024). Le PNUE estime ceux-ci entre 194 et 366 milliards de dollars par an (PNUE, 2023), alors que la part reçue par les pays du Sud reste marginale (PNUE, 2024). Même l'engagement international de doubler les financements d'ici 2025 ne permettrait de couvrir qu'environ 5 % du déficit (Meraj & Hashimoto, 2025). Pour éviter une aggravation des pertes humaines et écologiques, il est indispensable de repenser les mécanismes existants, d'en faciliter l'accès et de renforcer la solidarité internationale (Scheyvens et al., 2016).

Dans ce contexte, la jeunesse africaine joue un rôle central. Représentant plus de 70 % de la population du continent, elle est directement exposée aux impacts du changement climatique, en particulier dans les zones rurales dépendantes des ressources naturelles (PNUD, 2024). Confrontée à cette réalité, elle s'engage de plus en plus, à travers des actions locales et une participation active aux espaces de plaidoyer internationaux, pour répondre aux difficultés rencontrées par les communautés (Ballard & Ozer, 2016). Par leur engagement, les mouvements de jeunes ont contribué à sensibiliser largement à l'ampleur de la crise climatique (Thackeray et al., 2020). Leurs expériences face aux événements extrêmes nourrissent une conscience accrue des enjeux (Ballew et al., 2022). Cette mobilisation a favorisé une reconnaissance progressive dans les instances mondiales comme la CCNUCC ou l'Agenda 2030 des Nations Unies (Boulianne et al., 2020 ; de Moor et al., 2021 ; Bersaglio et al., 2015 ; Thew, 2018 ; Marquardt et al., 2024). Toutefois, cette reconnaissance reste souvent symbolique, de nombreux jeunes dénonçant des cadres qui limitent leur influence réelle (Kosciulek, 2020 ; YOUNGO, 2023). Leur action s'appuie sur une approche politique du climat, fondée sur les principes de justice et de responsabilité (Machin, 2021 ; Marquardt, 2020), et remet en question les modes de gouvernance dominants ainsi que les processus décisionnels (Newell et al., 2021).

La littérature scientifique accorde encore peu d'attention aux initiatives portées par les jeunes en matière de financement de l'adaptation climatique. Les travaux existants privilégient l'analyse des institutions internationales, des cadres politiques et des flux financiers, laissant souvent en marge l'étude des actions concrètes et des stratégies déployées sur le terrain. Cette recherche comble partiellement cette lacune en examinant l'expérience de réseaux, mouvements et organisations de jeunes en Afrique, dont Youth for Adaptation Finance in Africa (YAF Africa), afin de comprendre comment ces acteurs mènent un plaidoyer structuré pour orienter et augmenter les financements dédiés à l'adaptation. Elle mobilise la théorie de l'Advocacy Coalition Framework (ACF) (Sabatier, 1986) pour analyser la manière dont les jeunes formulent leurs revendications, construisent des alliances stratégiques et interviennent dans les espaces décisionnels, dans le but d'influencer les priorités politiques et la répartition effective des ressources.

Elle s'appuie également sur la Théorie de la Justice de John Rawls (1971) pour analyser comment les principes d'équité, de redistribution et de reconnaissance sont intégrés au plaidoyer. L'étude porte sur les formes de plaidoyer employées, les résultats obtenus, les obstacles rencontrés et les effets observés sur les politiques ou les perceptions. Elle cherche à répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique et dans quelle mesure répondent-ils aux besoins des populations vulnérables ?
- Quelles formes de plaidoyer les jeunes africains mettent-ils en œuvre pour mobiliser davantage de financements en faveur de l'adaptation ?
- Quels impacts, quelles limites et quelles opportunités émergent des actions de plaidoyer des jeunes pour améliorer l'accès et la réorientation des financements en faveur de l'adaptation climatique en Afrique ?

1.2 Objectifs

1.2.1 Objectif général

Ce travail vise à analyser la contribution des jeunes africains au financement de l'adaptation climatique à travers leurs actions de plaidoyer.

1.2.2 Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il est question de :

OS₁ : Analyser les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique ainsi que leurs limites face aux besoins des populations vulnérables.

OS₂ : Analyser les formes de plaidoyer mises en œuvre par les jeunes pour mobiliser davantage de financements pour l'adaptation.

OS₃ : Évaluer les impacts perçus, les défis et les opportunités liés aux actions de plaidoyer des jeunes pour le financement de l'adaptation climatique.

1.3 Intérêts de l'étude

- Cette recherche présente un double intérêt. Sur le plan théorique, elle comble un vide dans la littérature en analysant la place des jeunes africains dans les mobilisations pour le financement de l'adaptation climatique. L'étude s'appuie sur le cas de YAF Africa et sur d'autres expériences similaires pour mettre en lumière les dynamiques du plaidoyer, les formes émergentes d'engagement et les enjeux liés à la justice climatique.

- Sur le plan pratique, elle identifie les leviers mobilisés par les jeunes pour influencer les décisions, fournit aux acteurs publics, financiers, associatifs, et toutes les parties prenantes des pistes pour améliorer l'accès et l'orientation des financements.

1.4 Hypothèses

Tenant compte des objectifs précédemment évoqués, les hypothèses suivantes sont formulées :

- H₁** : les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique ne répondent pas pleinement aux besoins spécifiques des populations vulnérables ;
H₂ : le plaidoyer mené par les jeunes contribue positivement à l'augmentation des financements destinés à l'adaptation climatique en Afrique.

2 Clarification des concepts, cadres théorique et empirique

2.1 Cadre conceptuel

2.1.1 *Adaptation au changement climatique*

L'adaptation au changement climatique se définit, selon le GIEC, comme l'ajustement des systèmes humains ou naturels aux effets du changement climatique, afin de limiter les dommages ou de tirer parti d'opportunités éventuelles (McCarthy, 2001 ; Parry, 2007). Pour la CCNUCC, elle correspond à un ensemble de mesures concrètes destinées à protéger les sociétés contre les impacts climatiques (Lim et al., 2005). Certains auteurs l'analysent comme un processus évolutif associant gestion des risques et renforcement des capacités d'ajustement (UKCIP, 2004 ; Adger et al., 2005 ; Eriksen et al., 2021 ; Orlove, 2022).

Le GIEC distingue deux formes principales : l'adaptation autonome et l'adaptation planifiée. Divers travaux proposent des typologies fondées sur l'intention, la fonction, l'échelle, la temporalité ou la durée des effets (Smit et al., 2000 ; Kates et al., 2012 ; Rickards et al., 2012 ; Berrang-Ford et al., 2015, 2021 ; Magnan et al., 2016 ; Wilson et al., 2020 ; Singh et al., 2021). Face à la montée des risques climatiques, comprendre ces formes d'adaptation est devenu essentiel (Eisenack & Stecker, 2012 ; Eriksen et al., 2021). Les frontières entre catégories demeurent toutefois perméables, car les réponses observées combinent souvent des approches autonomes et planifiées (Magnan et al., 2020 ; Schipper, 2020 ; Rahman et al., 2021).

L'adaptation autonome renvoie à des réponses spontanées mises en place localement, parfois avant l'apparition visible des impacts climatiques. Ces pratiques s'appuient sur des savoirs accumulés et sur l'apprentissage social. Elles peuvent, par exemple, prendre la forme de réseaux de solidarité ou de mobilisations de connaissances traditionnelles pour faire face aux inondations (Biagini et al., 2014 ; Orsato et al., 2019 ; Rahman & Hickey, 2019 ; Shand & Ndezi, 2025).

L'adaptation planifiée, quant à elle, regroupe des actions initiées par des institutions à partir d'analyses prospectives. Elle comprend les politiques publiques, les plans d'aménagement et les cadres réglementaires intégrant la prise en compte des risques climatiques, et nécessite un investissement important en temps, en ressources et en capacités institutionnelles (Holman et al., 2019).

Bien que ces deux formes soient souvent présentées comme distinctes (Adger et al., 2007 ; Easterling, 2007 ; Kates et al., 2012 ; Rahman & Hickey, 2019 ; Rahman et al., 2021 ; Ehsan et al., 2022), plusieurs études récentes mettent en évidence leur complémentarité et leurs interactions possibles (Doherty et al., 2017 ; Mersha & van Laerhoven, 2018 ; Juhola et al., 2022 ; Lindegaard & Sen, 2022). Il est ainsi recommandé que les politiques et

stratégies futures d'adaptation tiennent compte de ces synergies (Eriksen et al., 2021 ; Juhola et al., 2022).

En Afrique, l'adaptation constitue une priorité stratégique compte tenu de la forte exposition aux effets du changement climatique et des ressources limitées disponibles (IPCC, 2022 ; PNUE, 2023). Les conséquences affectent déjà des secteurs vitaux tels que l'agriculture, l'eau, la santé, l'alimentation et les infrastructures, accentuant la vulnérabilité des populations (Menegaki et al., 2022). Le renforcement de la résilience communautaire apparaît dès lors comme une nécessité urgente.

2.1.2 Justice climatique et principes associés

Les effets du changement climatique frappent de manière disproportionnée certains groupes, notamment les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les personnes pauvres et les minorités racisées. Leur exposition accrue découle de vulnérabilités sociales, économiques et territoriales qui limitent leurs capacités de réponse (Olajide, 2014 ; Ford et al., 2018 ; Aruta et al., 2022). Les politiques doivent ainsi tenir compte du fait que les responsabilités, les impacts et les moyens d'adaptation diffèrent d'un groupe à l'autre (Sultana, 2022 ; Dolsak, 2022).

La justice climatique trouve ses racines dans les luttes des peuples autochtones du Sud global contre les injustices environnementales (Gilio-Whitaker, 2019) et s'inspire du mouvement américain pour la justice environnementale né face aux discriminations subies par les communautés racisées (Schlosberg et al., 2014). Elle relie aujourd'hui les enjeux écologiques aux combats pour l'égalité, en mettant l'accent sur la protection des droits des groupes marginalisés dans les réponses politiques (Stephenson, 2015 ; Ogunbode, 2022 ; Sultana, 2022).

À l'échelle mondiale, ce concept rappelle que les pays du Nord ont historiquement émis la majorité des gaz à effet de serre, tandis que les pays du Sud en subissent les conséquences les plus lourdes (Dafermos, 2025). Cette inégalité se double d'un déséquilibre structurel lié à la marginalisation des pays du Sud dans le système financier international, héritage de rapports de domination historiques (Svartzman & Althouse, 2022 ; Alami et al., 2023). Les perceptions de l'injustice climatique varient : dans les pays du Nord, certains se considèrent comme responsables ou bénéficiaires de cette crise ; dans les pays du Sud, beaucoup se voient comme victimes (Gollwitzer et al., 2005 ; Bondü et al., 2022). Ces représentations influencent les attitudes en matière de coopération et de solidarité.

La justice climatique s'articule autour de plusieurs dimensions : distributive (répartition équitable des ressources), procédurale (participation réelle aux décisions), de reconnaissance (prise en compte des droits et savoirs des groupes marginalisés) et réparatrice (compensation des pertes subies) (Okereke, 2010 ; Kashwan, 2021 ; Newell,

2022). La justice réparatrice suppose que les pays du Nord compensent les pertes des pays du Sud causées par les impacts climatiques (Okereke, 2010 ; Schinko et al., 2019 ; Wallimann-Helmer et al., 2019). La justice distributive, quant à elle, implique que les pays disposant de plus de moyens orientent la majorité des ressources vers les pays les plus exposés (Galanis et al., 2025 ; Okereke, 2010). La justice procédurale exige la participation effective des populations concernées aux décisions qui les touchent directement (de Ridder et al., 2023).

Parmi les principes mobilisés pour répondre à ces inégalités, celui du pollueur-payeur est central : ceux qui causent la pollution doivent en assumer les conséquences, selon le principe que « celui qui cause un tort doit le réparer » (Caney, 2006, 2010 ; Henry, 1999 ; Gardiner et al., 2016). Un autre principe clé est celui des responsabilités communes mais différenciées (RCMD), inscrit dans la Déclaration de Rio (principe 7) et au cœur du droit international de l'environnement. Il stipule que les pays industrialisés, responsables d'une large part des émissions historiques, doivent contribuer davantage aux efforts climatiques, notamment par un soutien financier et technologique renforcé (Shapovalova, 2020 ; Punj, 2021 ; Chen, 2021).

Malgré leur reconnaissance internationale, ces principes peinent à être pleinement appliqués. L'incapacité à mobiliser les 100 milliards de dollars annuels promis via le Fonds vert pour le climat illustre l'écart entre engagements et actions concrètes (Will & Manger-Nestler, 2021). Même après l'Accord de Paris, les soutiens effectifs restent insuffisants, et plusieurs pays du Sud réclament la mise en place de mécanismes de compensation pour pertes et dommages liés aux catastrophes climatiques (Shapovalova, 2020). Le principe des RCMD reste par ailleurs source de tensions : il est contesté par certains pays développés, tandis que les pays du Sud peinent à afficher une position commune (Kolmaš, 2022), ce qui fragilise la mise en œuvre des principes de justice climatique.

2.1.3 Financement de l'adaptation climatique

Le financement climatique regroupe l'ensemble des ressources financières, instruments et mécanismes mobilisés pour lutter contre le changement climatique et soutenir des réponses durables, en particulier dans les pays les plus vulnérables (Abbass et al., 2022). Il occupe une place centrale dans les négociations internationales (Malik, 2024) et constitue pour les pays en développement un enjeu stratégique afin de renforcer la résilience des secteurs les plus exposés, notamment l'agriculture et l'eau (Ciplet et al., 2015 ; Pickering et al., 2017 ; Munira et al., 2021). L'accès à ces ressources reste source de tensions. Les divergences portent sur la répartition des fonds, l'identité des bailleurs, les canaux de financement, les critères d'attribution et l'application des principes de justice et de compensation (Mendez, 2020 ; Khan et al., 2020). Le rapport 2024 du PNUE sur l'écart de l'adaptation montre que la réponse internationale demeure insuffisante face aux besoins

exprimés, surtout dans les pays en développement qui subissent les impacts les plus sévères (PNUE, 2024).

Plusieurs raisons expliquent ce déficit persistant. Les engagements financiers sont très inférieurs aux besoins réels, et le déséquilibre entre atténuation et adaptation reste marqué (Savvidou et al., 2021 ; Bracking & Leffel, 2021 ; Malik, 2022). Les méthodes d'estimation des besoins peinent à intégrer la complexité des contextes locaux, ce qui réduit la fiabilité des projections (Fankhauser, 2017). Les procédures d'accès aux fonds sont souvent lourdes et mal adaptées aux réalités des pays les plus exposés (Conevska, 2020 ; Malik, 2022).

La question des responsabilités différencierées entre États occupe une place majeure dans les recherches sur le financement de l'adaptation. Depuis plus de quinze ans, de nombreux travaux analysent la répartition des responsabilités entre pays du Nord et pays du Sud (Grasso, 2010 ; Füssel, 2012 ; Stadelmann et al., 2014 ; Robinson et Dornan, 2017 ; Saunders, 2019 ; Doshi et Garschagen, 2020 ; Khan et al., 2020 ; Weiler et Klöck, 2021 ; Islam, 2022 ; Barrett, 2022 ; Ciplet et al., 2022 ; Garschagen, 2022). Ils soulignent la responsabilité historique et politique des pays développés dans la mise en place d'un financement équitable de l'adaptation, perspective largement reprise dans les négociations internationales comme les Conférences des Parties (COP) ou d'autres forums politiques mondiaux (Grasso, 2010 ; Füssel, 2012 ; Khan et al., 2020 ; Ciplet et al., 2022). L'absence d'une approche véritablement ancrée dans la justice climatique freine la mise en place de mécanismes capables de corriger les inégalités structurelles (Stephens & Sokol, 2024). Les dispositifs actuels répondent peu aux besoins des pays du Sud et manquent de durabilité. Sans intégration claire des principes de justice, les vulnérabilités risquent de s'aggraver (Dafermos, 2025).

À l'échelle mondiale, les acteurs publics assurent la quasi-totalité du financement de l'adaptation. En 2022, près de 90 % des fonds destinés aux pays en développement proviennent de ressources publiques bilatérales ou multilatérales (OCDE, 2024). Ces financements, orientés vers des projets à fort impact collectif : protection des écosystèmes, infrastructures résilientes, systèmes d'alerte et autres prennent souvent la forme de subventions ou de prêts concessionnels, leur rentabilité immédiate étant limitée (Olson, 1965 ; Downing, 2012 ; OCDE, 2020).

2.1.4 Dette climatique

La notion de dette climatique est apparue à la fin des années 1990 sous l'impulsion d'organisations non gouvernementales telles qu'Acción Ecológica et Christian Aid (Khan, 2020). Portée par ces acteurs de la société civile, elle a progressivement gagné la scène internationale, soutenue par des coalitions réunissant États et mouvements sociaux du Sud comme du Nord (Roberts & Parks, 2006 ; Simms et al., 1999). Selon ses partisans, les pays industrialisés ont contracté une dette envers les nations du Sud. Cette dette, d'ordre

climatique et non strictement financière, résulte de l'utilisation disproportionnée de l'atmosphère comme réservoir de carbone, sans assumer les conséquences de cette surexploitation (Martinez-Alier, 2002).

Le concept repose sur deux dimensions complémentaires. La première, la dette d'émissions, considère que les pays en développement, n'ayant pas bénéficié de la même exploitation de l'espace atmosphérique, devraient recevoir un soutien proportionnel à leur droit d'usage. La seconde, la dette d'adaptation, affirme que les pays historiquement responsables du dérèglement climatique portent une obligation morale et politique de financer l'adaptation des pays vulnérables, qui subissent des impacts qu'ils ont peu ou pas causés (Gouvernement de la Bolivie, 2009). La dette climatique s'inscrit ainsi dans une perspective de réparation et de justice historique, en mettant en lumière le déséquilibre entre ceux qui ont le plus contribué à la crise climatique et ceux qui en supportent aujourd'hui les effets les plus graves.

2.1.5 Plaidoyer des jeunes

Dans la perspective de la lutte contre les changements climatiques, les jeunes déploient une diversité de modes d'action, allant des marches, grèves scolaires et manifestations aux campagnes de sensibilisation, ateliers éducatifs, pétitions et formes non violentes de désobéissance civile (Bowman, 2019 ; Bowman, 2020 ; Martiskainen et al., 2020 ; Arnot et al., 2023). Ces initiatives cherchent à interpeller les décideurs, mobiliser l'opinion publique et impulser des transformations face à l'urgence climatique. Partout dans le monde, la mobilisation s'intensifie (Nkrumah, 2021 ; Pickard, 2019, 2022 ; Malafaia, 2022 ; Neas et al., 2022). Les jeunes dénoncent l'injustice des impacts climatiques qui touchent surtout les populations les plus vulnérables et exigent des réformes profondes des systèmes économiques, politiques et sociaux afin de construire un avenir plus équitable et durable (Foran et al., 2017 ; Holmberg & Alvinius, 2020 ; Vamvalis, 2023).

Au Portugal, certains collectifs plaident pour une transformation sociale de grande ampleur, interpellent les autorités à tous les niveaux et réclament des mesures proportionnées à l'urgence climatique. Leur visibilité a fortement progressé au cours de la dernière décennie grâce à des mobilisations structurées et récurrentes (Malafaia et al., 2018 ; Malafaia, 2022 ; Fernandes-Jesus & Gomes, 2020). En 2018, Greta Thunberg a marqué un tournant en lançant une grève scolaire devant le Parlement suédois, appelant à une réduction massive des énergies fossiles (Fridays For Future, 2020 ; Han & Ahn, 2020). Cette action a inspiré un mouvement mondial de grèves climatiques, culminant en septembre 2019 avec environ six millions de manifestants, majoritairement jeunes (Greenleft, 2019 ; Boulianne et al., 2020). Les réseaux sociaux ont joué un rôle clé dans cette dynamique, facilitant la connexion entre jeunes à travers le monde, le partage d'idées et la construction d'une identité collective autour de la justice climatique (Boulianne et al., 2020 ; Jung et al., 2020). Ainsi donc, notre étude analyse la contribution

des jeunes africains au plaidoyer pour un financement de l'adaptation plus équitable et aligné sur les réalités locales, en s'appuyant sur leurs propositions, leurs actions et leurs stratégies d'influence (Rafaely & Barnes, 2020 ; Malowa, 2020 ; Raby & Sheppard, 2021 ; Holmberg & Alvinius, 2020 ; Trott, 2021 ; Börner et al., 2021).

2.2 Cadre théorique

2.2.1 Théorie des coalitions de plaidoyer (ACF)

❖ *Le plaidoyer des jeunes pour le financement de l'adaptation en Afrique à travers le prisme du Advocacy Coalition Framework (ACF)*

La théorie du *Advocacy Coalition Framework* (ACF) a été largement utilisée pour analyser les conflits autour des politiques publiques et les interactions entre groupes d'acteurs aux visions opposées (Weible, 2008 ; Jang et al., 2016 ; Nohrstedt & Olofsson, 2016 ; Pierce et al., 2017 ; Li & Weible, 2019 ; Osei-Kojo et al., 2022). Elle reste cependant peu appliquée aux questions climatiques, et encore moins au financement de l'adaptation dans les pays du Sud (Gabehart, 2022). L'ACF a été proposée par Sabatier (1986) pour dépasser les limites des approches classiques sur la mise en œuvre des politiques. Elle s'intéresse aux dynamiques entre acteurs publics, privés et associatifs, et à la manière dont leurs choix se structurent dans un même sous-système politique. Une décision ne prend effet que si elle est portée par une coalition d'acteurs partageant une même vision (Sewell, 2005). D'après Malloy (2020), ces coalitions se fondent sur trois niveaux de croyances : les croyances fondamentales, qui traduisent des valeurs profondes ; les croyances politiques, qui guident les grandes orientations ; et les croyances secondaires, plus techniques, liées aux outils et moyens employés. L'efficacité d'une coalition dépend de ressources variées comme l'expertise, l'accès aux financements, la reconnaissance institutionnelle, la présence médiatique ou encore l'influence dans les espaces décisionnels (Sewell, 2005 ; Sabatier & Jenkins-Smith, 2011). Les coalitions peuvent agir en s'appuyant sur les règles établies, en négociant des compromis ou en influençant la perception des enjeux (Morrison et al., 2019). Les coalitions décrites par l'*Advocacy Coalition Framework* (ACF) ne reposent pas toujours sur une coordination formelle. Certaines suivent une stratégie définie, d'autres se rassemblent autour de valeurs communes sans concertation explicite (Weible & Ingold, 2018). Ce sont les croyances partagées qui unissent les acteurs, orientent leur lecture des enjeux et influencent les solutions qu'ils défendent. Dans le contexte climatique, certaines coalitions insistent sur la réduction des émissions, tandis que d'autres, surtout dans les pays du Sud, mettent en avant l'urgence d'adapter les territoires (Sabatier & Weible, 2007).

Appliqué à l'adaptation climatique, l'ACF montre que les décisions s'insèrent souvent dans des cadres existants. Ce fonctionnement tend à consolider l'influence des acteurs déjà dominants et à limiter les transformations profondes attendues (Anguelovski et al., 2016). Les outils techniques mobilisés dans ces processus, comme les évaluations de

vulnérabilité ou les scénarios climatiques, restent peu accessibles aux populations les plus exposées, ce qui réduit leur capacité à participer pleinement (Smit & Wandel, 2006). Pour Moser & Boykoff (2013) et Holland (2017), garantir un dialogue ne suffit pas. Il faut aussi créer les conditions d'une réelle capacité d'action pour les groupes marginalisés.

En Afrique, le débat sur le financement de l'adaptation mobilise un large éventail d'acteurs, allant des gouvernements et bailleurs aux ONG, experts, institutions internationales et mouvements de jeunesse. Le cadre de l'Advocacy Coalition Framework (ACF) permet d'analyser leurs interactions, de comprendre les stratégies déployées par différents réseaux et initiatives de jeunes, et d'identifier les blocages persistants. Il aide à saisir comment ces acteurs formulent des propositions structurées, interpellent les décideurs et plaident pour des financements plus équitables, adaptés aux réalités locales et répondant aux besoins des populations les plus vulnérables.

2.2.2 *La théorie de Justice de John Rawls*

- ❖ *Le financement équitable de l'adaptation à travers le prisme de la théorie de la justice de John Rawls.*

Les réflexions sur la justice sociale portent sur la façon dont les droits, les ressources et les opportunités sont distribués dans une société. L'un des apports majeurs à cette réflexion est celui de John Rawls. Dans sa Théorie de la Justice, il affirme que chaque personne doit jouir des mêmes libertés fondamentales, et que les inégalités ne sont acceptables que si elles améliorent concrètement la situation des plus défavorisés (Rawls, 1971). Ce qu'il appelle la justice comme équité insiste sur une redistribution juste des avantages, pour offrir à chacun des conditions de vie équitables. Cette perspective est particulièrement pertinente face à la crise climatique. Les effets du dérèglement ne sont pas répartis de façon égale. Certaines populations subissent des impacts plus graves et plus fréquents, sans en être responsables. Ces écarts soulignent l'importance d'une action climatique fondée sur l'équité (Sultana, 2022). Dans ce cadre, la justice distributive prend une place centrale. Elle interroge la répartition des ressources, des responsabilités et des bénéfices. Elle pose une question simple : qui reçoit quoi ? (Coggins et al., 2021). Appliquée au financement climatique, cette approche met en lumière une exigence de rééquilibrage. Les pays qui ont le plus contribué aux émissions devraient fournir l'essentiel des moyens, tandis que ceux qui subissent les pires conséquences devraient en être les principaux bénéficiaires. L'objectif est de mieux soutenir les groupes vulnérables et de corriger les déséquilibres aggravés par la crise climatique (Islam, 2022).

Plusieurs chercheurs soutiennent une approche fondée sur la réparation, en s'appuyant sur trois éléments. D'abord, la responsabilité historique des pays industrialisés, principaux contributeurs aux émissions accumulées (Agarwal, Narain & Sharma, 2002 ; Ikeme, 2003 ; Skeie et al., 2017). Ensuite, la forte vulnérabilité des pays en développement, touchant surtout les femmes, les enfants, les jeunes et les populations précaires. Enfin, le manque

de ressources financières pour faire face aux impacts climatiques. Ensemble, ces facteurs justifient le principe du pollueur-payeur, selon lequel ceux qui ont le plus contribué au problème doivent soutenir les solutions (Okereke, 2010). Une autre approche propose de répartir équitablement les droits d'émission entre tous les individus, sans distinction géographique. Cette idée, appelée « égalitarisme carbone », repose sur une logique d'égalité stricte (Baer et al., 2000). Mais cette vision ne tient pas compte des inégalités passées ni des responsabilités historiques. Diewertje (2016) souligne que, malgré sa cohérence théorique, elle ne suffit pas à garantir une vraie justice distributive à l'échelle mondiale.

Plusieurs études ont analysé les critères d'allocation des financements pour l'adaptation (Persson & Remling, 2014 ; Robertsen et al., 2015 ; Betzold & Weiler, 2017 ; Robinson & Dornan, 2017 ; Chen et al., 2018 ; Weiler et al., 2018 ; Mori et al., 2019 ; Weiler & Sanubi, 2019 ; Doshi & Garschagen, 2020 ; Weiler & Klock, 2021). Mais peu ont placé la vulnérabilité au centre de l'analyse. Parmi les rares exceptions figurent Betzold & Weiler (2017), Doshi & Garschagen (2020), Persson & Remling (2014) et Weiler et al. (2018). Seules deux recherches ont comparé de façon quantitative les pays les plus vulnérables aux autres pour vérifier si les financements leur étaient réellement destinés (Betzold & Weiler, 2017 ; Weiler et al., 2018). Ces limites soulignent l'urgence de revoir les critères de répartition des financements (Doshi & Garschagen, 2020). L'équité ne peut rester un principe abstrait : elle doit se traduire par des ressources orientées vers la protection effective des populations les plus exposées. Même si l'adaptation figure de plus en plus parmi les priorités politiques, les fonds disponibles demeurent largement inférieurs aux besoins identifiés (Amal, 2022). Contrairement à l'atténuation, l'adaptation répond aux effets déjà présents du dérèglement climatique (Zhao et al., 2018). Elle s'appuie sur les principes de résilience, de justice et d'équité, dans la perspective développée par Rawls, et fait l'objet d'actions portées par de nombreux jeunes et réseaux engagés, qui appellent à orienter les financements vers des initiatives locales, concrètes et accessibles.

2.3 Cadre empirique

Face à l'intensification des impacts climatiques, les États ont été incités à élaborer des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) ainsi que des cadres stratégiques adaptés à leurs réalités locales pour mieux anticiper les risques (Averchenkova et al., 2017). Depuis l'adoption de l'Accord de Paris, le financement de l'adaptation est devenu un enjeu central des discussions sur la gouvernance climatique. Un principe fondamental devrait guider ces débats : les communautés les plus vulnérables doivent être les premières à recevoir un appui ciblé (Garschagen et Doshi, 2022). Respecter ce principe implique d'orienter les ressources financières vers les zones où les besoins sont les plus urgents, afin d'apporter une réponse concrète et équitable aux impacts déjà visibles du dérèglement climatique (Venner, 2024). Les besoins exprimés par les pays vulnérables sont clairement identifiés, mais plusieurs études montrent que leur vulnérabilité ne garantit pas l'accès aux

financements d'adaptation. Des recherches révèlent que certains des pays les plus exposés n'ont reçu aucune allocation de la part de grands fonds internationaux comme le CIF ou le Fonds Vert pour le Climat (Lee et al., 2023). Garschagen (2022) confirme que même les pays africains classés prioritaires ne bénéficient pas réellement de ces ressources. Islam (2022) nuance toutefois ce constat, soulignant que les financements se dirigent plutôt vers des pays moyennement vulnérables, tandis que les plus fragiles restent marginalisés.

Quatre facteurs principaux ressortent de la littérature. Le premier tient à la préférence des bailleurs pour les pays disposant d'une capacité de gestion reconnue, d'institutions stables et d'une volonté politique affichée, au détriment des plus exposés (Doshi et Garschagen, 2020). Ce choix alimente une tension entre logique d'efficacité et impératif de justice, en privilégiant les critères de rentabilité et de résultats mesurables (Barrett, 2022 ; Stadelmann et al., 2014 ; Weiler et Klöck, 2021). Le deuxième facteur concerne la complexité administrative. Les procédures imposées par les fonds multilatéraux sont longues, techniques et souvent inaccessibles aux pays ayant de faibles capacités de gouvernance (Weikmans et Roberts, 2019 ; Roberts et al., 2021 ; Kalaïdjian et Robinson, 2022 ; Garschagen et Doshi, 2022). Le troisième facteur est lié aux déséquilibres de pouvoir entre pays du Nord et du Sud, qui influencent fortement l'accès aux financements. Les décisions sont fréquemment orientées par les intérêts géopolitiques des bailleurs plutôt que par les besoins réels (Scoville-Simonds et al., 2020 ; Barrett, 2022). Ciplet et al. (2022) expliquent, à travers la théorie des systèmes-monde, que les pays riches conservent une position dominante grâce à une gouvernance inégalitaire. Long (2021) ainsi que Webber et al. (2021) montrent que cette influence passe aussi par les institutions intermédiaires comme les banques multilatérales ou les réseaux de villes dirigés depuis le Nord. Le résultat est clair : les pays du Sud disposent de peu de marge pour orienter l'agenda. Le quatrième facteur touche à la nature des financements. Bien que les pays du Sud plaident pour davantage de subventions (Khan et al., 2020), la majorité des ressources se présentent sous forme de prêts, représentant 62 % des financements publics alloués à l'adaptation entre 2016 et 2020 (Weikmans, 2023). Les rapports de suivi ne distinguent pas clairement dons et prêts, alors que leurs implications sont très différentes (Roberts et al., 2021 ; Khan et al., 2020). Même à taux préférentiels, les prêts doivent être remboursés, ajoutant une pression financière à des pays déjà fragiles. Cette préférence pour les instruments de dette est portée par une logique utilitariste défendue par les pays riches et les institutions de développement (Webber et al., 2021 ; Long, 2021 ; Friedman, 2023 ; Weikmans, 2023). Cette tendance illustre l'emprise d'une vision marchande de l'adaptation, ancrée dans les principes du néolibéralisme (Soederberg, 2014 ; Bracking et Leffel, 2021), où la rentabilité prévaut sur l'équité. L'absence de règles contraignantes dans les accords de Copenhague ou de Paris entretient cette dérive (Khan et al., 2020). Ce système alimente les dépendances

financières, restreint la souveraineté des pays bénéficiaires et perpétue les inégalités dans la gouvernance climatique mondiale (Ledger et Klöck, 2023).

3 Méthodologie de recherche

3.1 Milieu d'étude

Cette étude repose sur l'analyse des formes de plaidoyer de l'initiative *Youth for Adaptation Finance in Africa* (YAF Africa), un mouvement panafricain de jeunes engagé pour un financement juste, transparent et accessible de l'adaptation climatique. Créée dans le cadre du programme BRACE Africa coordonné par la Africa Coalition for Sustainable Energy and Access (ACSEA), l'initiative rassemble un large réseau de jeunes leaders qui mènent des actions de plaidoyer, de sensibilisation, de mobilisation citoyenne et de renforcement des capacités. Elle défend une approche fondée sur les priorités africaines et priviliege les financements sous forme de dons afin de soutenir la résilience des communautés vulnérables sans aggraver leur endettement.



Figure 1 : Carte montrant les pays où sont présents les 2007 membres de YAF (Source: YAF Africa, 2025)

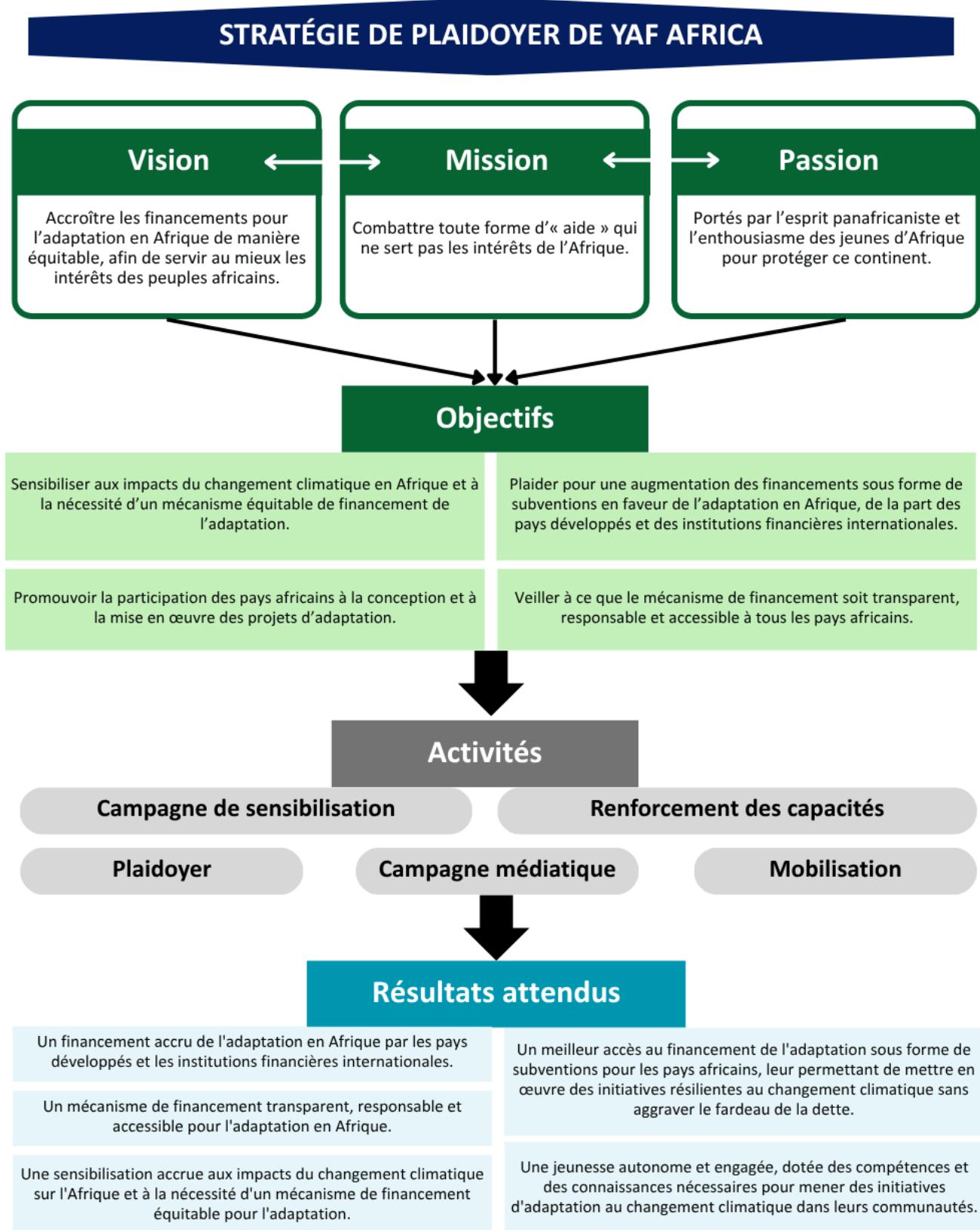


Figure 2 : Stratégie de plaidoyer du mouvement YAF Africa

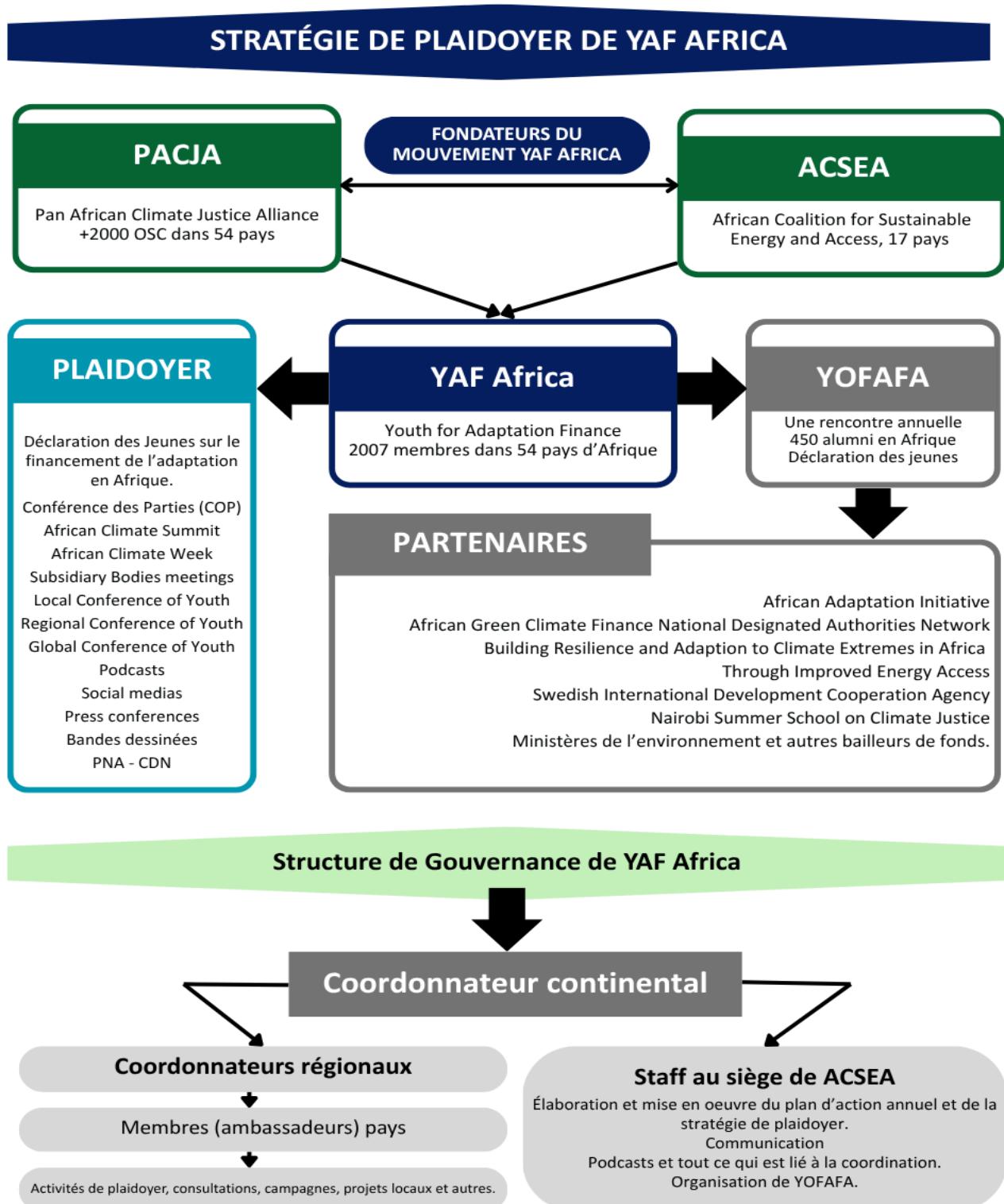


Figure 3 : Stratégie de plaidoyer avec la structure de gouvernance de YAF Africa

Cette recherche s'est appuyée sur des enquêtes menées auprès de jeunes africains engagés dans la lutte contre le changement climatique. Ces échanges ont permis de recueillir des expériences variées, de confronter différents points de vue et d'apporter un éclairage plus nuancé sur les réalités, les enjeux et les défis liés au financement de l'adaptation sur le continent.

3.2 Échantillonnage

Au début de cette étude, des échanges préliminaires ont été menés avec les responsables de l'initiative Youth for Adaptation Finance in Africa (YAF Africa) au siège de l'Africa Coalition for Sustainable Energy and Access (ACSEA) à Yaoundé. Ces discussions ont permis de cerner les principaux axes de travail de YAF Africa et de définir l'approche la plus pertinente pour identifier les jeunes à inclure dans l'échantillon. Le Forum Africain des Jeunes pour le Financement de l'Adaptation (YOFAPA), organisé chaque année depuis 2023 et ayant rassemblé environ 450 jeunes lors de ses trois premières éditions, a constitué un point d'entrée central pour repérer les alumni ayant mené des actions concrètes de plaidoyer ou d'adaptation. Par la suite, l'échantillon a été élargi à d'autres jeunes Africains engagés dans des initiatives similaires, complété par des entretiens avec les cofondateurs et partenaires techniques afin de croiser les perspectives entre acteurs de terrain et décideurs.

3.2.1 Unité et choix de l'échantillonnage

❖ Jeunes ambassadeurs et alumni du YOFAPA

À la suite des échanges préliminaires avec les responsables de YAF Africa au siège d'ACSEA à Yaoundé, l'étude a porté sur les jeunes ambassadeurs et alumni du Forum Africain des Jeunes pour le Financement de l'Adaptation (YOFAPA), organisé depuis 2023. Ces participants avaient déjà acquis une expérience directe en plaidoyer et en adaptation climatique à travers leurs projets locaux, leurs campagnes de sensibilisation ou leur participation à des dialogues institutionnels. Leur profil en faisait une unité d'analyse pertinente pour appréhender le rôle des jeunes africains dans la mobilisation pour le financement de l'adaptation.

❖ Jeunes africains engagés hors du réseau YAF Africa

L'étude a élargi son champ à un deuxième groupe composé de jeunes africains impliqués dans des initiatives d'adaptation climatique au sein de leurs communautés. Ce choix visait à diversifier les perspectives recueillies et à inclure des expériences provenant d'autres mouvements, collectifs ou projets locaux.

❖ Cofondateurs de YAF Africa et partenaires techniques

En parallèle, l'étude a inclus un troisième groupe d'acteurs : les cofondateurs et partenaires techniques impliqués dans la mise en œuvre des activités de plaidoyer. Ces entretiens ont permis de mieux comprendre la stratégie globale de l'initiative, les relations avec les bailleurs, les défis institutionnels et les perspectives d'évolution. Le choix des profils repose également sur un échantillonnage raisonné, fondé sur leur rôle dans la mise en œuvre des actions de YAF, leur expertise et leur implication directe dans

le pilotage ou le soutien de l'initiative. Grâce à cette approche croisée, l'échantillonnage retenu a permis de combiner les expériences concrètes menées sur le terrain, les retours d'actions portées par de jeunes engagés en dehors de YAF Africa, ainsi que les réflexions stratégiques issues des responsables de l'initiative.

3.2.2 Technique et taille de l'échantillonnage

La détermination de la taille et de la composition de l'échantillon a suivi trois étapes complémentaires.

❖ Première étape : sélection raisonnée pour les groupes de discussion

La détermination de la taille et de la composition de l'échantillon a suivi une approche raisonnée. Sur les 450 alumni recensés entre 2023 et 2025, un échantillon de 45 jeunes, soit environ 10 %, a été retenu. La sélection a pris en compte des critères de diversité géographique, de genre, de niveau d'implication et de parcours militant ou professionnel. Ces 45 jeunes ont été répartis en cinq groupes de discussion de neuf personnes chacun, afin de favoriser la confrontation des expériences et de recueillir des données qualitatives sur leurs initiatives, les obstacles rencontrés et leur perception des enjeux liés au financement de l'adaptation.

❖ Deuxième étape : échantillon élargi pour l'enquête par questionnaire

À partir des thématiques issues des groupes de discussion, un questionnaire structuré a été élaboré et diffusé en français et en anglais via un formulaire Google. Il a été partagé à travers les plateformes numériques de YAF Africa, ses réseaux partenaires et des groupes ciblés de jeunes actifs dans le domaine de l'environnement et du climat. Au total, 284 jeunes y ont répondu, dont 157 anglophones et 127 francophones, représentant différentes régions du continent. Ce dispositif a permis de recueillir des données complémentaires sur leurs actions, leurs motivations, les défis rencontrés et leurs attentes vis-à-vis du financement de l'adaptation.

❖ Troisième étape : entretiens ciblés

En complément des groupes de discussion et du questionnaire, une série de six (06) entretiens individuels a été réalisée. Trois ont concerné les cofondateurs de YAF Africa et trois autres ont impliqué ses partenaires techniques. La sélection de ces personnes a suivi une méthode raisonnée, fondée sur leur rôle direct dans la conception et la mise en œuvre des actions de plaidoyer, leur connaissance approfondie des enjeux du financement de l'adaptation et leur expérience de coopération avec différents bailleurs. Ces échanges ont permis d'explorer en profondeur les formes de plaidoyer mobilisées, les dynamiques institutionnelles, les obstacles rencontrés et les perspectives envisagées pour renforcer l'accès à des financements plus justes et adaptés aux réalités locales.

3.3 Collecte de données

La collecte de données a été planifiée et exécutée en plusieurs étapes pour identifier les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique et leurs limites, analyser les formes de plaidoyer mises en œuvre par les jeunes pour mobiliser davantage de ressources, et évaluer les impacts perçus, les défis et les opportunités associés à ces actions. Voici une description détaillée des méthodes employées :

3.3.1 Collecte de données primaires

- Collecte de données sur les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique :

Pour collecter des données sur les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique et leurs limites, nous avons utilisé un questionnaire structuré et des groupes de discussion. Le questionnaire, administré à un large échantillon de jeunes africains, a permis de recueillir des informations quantitatives et qualitatives sur leurs expériences vécues dans les processus de demande, les obstacles rencontrés, ainsi que leurs perceptions concernant la suffisance des financements disponibles et leur adéquation avec les besoins spécifiques des communautés. Les groupes de discussion, menés avec les alumni de YOFAFA, ont apporté des éclairages détaillés sur la connaissance des mécanismes existants, les conditions d'accès et les contraintes structurelles.

- Collecte de données sur les formes de plaidoyer des jeunes pour le financement de l'adaptation climatique :

Pour analyser les formes de plaidoyer mises en œuvre par les jeunes, nous avons combiné des groupes de discussion et un questionnaire. Les groupes de discussion, menés avec les 45 alumni de YOFAFA, ont permis d'identifier les principales actions entreprises, telles que les campagnes de sensibilisation, les mobilisations publiques, les interventions dans les médias et la participation à des rencontres institutionnelles. Le questionnaire a complété ces échanges en recueillant des données sur les approches utilisées, les messages portés et l'implication des jeunes dans les espaces de décision. Cette démarche a permis de dresser un panorama clair des formes actuelles de plaidoyer en faveur du financement de l'adaptation climatique.

- Collecte de données sur les impacts, défis et opportunités liés aux actions de plaidoyer :

Pour évaluer les impacts perçus, les défis rencontrés et les opportunités offertes par les actions de plaidoyer, nous avons utilisé des groupes de discussion et un questionnaire. Les groupes de discussion ont permis de recueillir des témoignages détaillés sur les changements observés dans les politiques, l'inclusion des jeunes dans les processus

décisionnels et les partenariats créés. Le questionnaire a permis de compléter ces éléments en identifiant les obstacles majeurs, comme la complexité des procédures d'accès aux financements, ainsi que les leviers perçus pour renforcer l'efficacité des actions.

3.3.2 Collecte de données secondaires

Cette étape a porté sur la collecte, l'analyse et la synthèse de documents existants relatifs au financement de l'adaptation climatique à l'échelle mondiale, africaine et nationale. Elle a mobilisé des rapports institutionnels, des publications scientifiques, des données statistiques et des documents de politiques publiques afin d'identifier les tendances, les écarts et les besoins en financement. Cette analyse documentaire a également permis de recenser les formes de plaidoyer déjà mises en œuvre et les initiatives existantes en Afrique, offrant ainsi un cadre de référence pour situer les résultats de l'étude.

3.3.3 Outils de collecte de données

Plusieurs outils ont été mobilisés pour assurer une collecte d'informations rigoureuse, adaptée aux objectifs de cette étude sur le financement de l'adaptation en Afrique à travers le cas de YAF Africa.

Tableau 1 : Outils de collecte de données

Outils de collecte de données utilisés	Rôle de chaque outil	Nombre d'acteurs touchés
Guide d'entretien	Le guide semi-directif a été utilisé pour mener les entretiens individuels avec les alumni de YOFAFA, les cofondateurs de l'initiative et les partenaires techniques.	51 dont (45 alumni, 3 partenaires et 3 cofondateurs).
Questionnaire en ligne	Le formulaire structuré, élaboré à partir des éléments recueillis lors des groupes de discussion, a permis de collecter des données quantitatives auprès d'un plus large échantillon de jeunes africains engagés dans des actions liées à l'adaptation climatique. Le questionnaire a été diffusé via Google Forms, en français et en anglais, afin de toucher un public diversifié sur le continent.	284 répondants dont (157 anglophones et 127 francophones).
Read AI	Les entretiens individuels et les groupes de discussion ont été enregistrés et transcrits automatiquement grâce à l'outil Read AI.	48 dont (45 alumni et 3 partenaires).
Téléphone et ordinateur portable	Ces équipements ont été utilisés pour réaliser les entretiens en ligne, gérer la diffusion du questionnaire, archiver les réponses et accéder aux différentes plateformes de traitement des données.	335 (total de tous les participants).
Fiche de codage thématique	Un tableau Excel a servi de support pour coder les réponses issues des groupes de discussion et des entretiens, en regroupant les propos selon des catégories thématiques définies à l'avance. Cet outil a facilité l'analyse transversale des données.	45 alumni

3.4 Analyse de données

3.4.1 Analyses effectuées

Les données recueillies via le formulaire Google Forms ont été exportées au format Excel afin de faciliter leur traitement statistique et de produire des analyses descriptives sur les résultats chiffrés. Pour la partie qualitative, le logiciel Taguette a été mobilisé afin d'analyser les informations issues des groupes de discussion et des entretiens. Cet outil a permis de coder les réponses, de les regrouper par grandes thématiques (stratégies de plaidoyer, obstacles rencontrés, impacts perçus) et d'organiser l'interprétation autour des catégories définies dans la grille analytique. L'articulation de ces deux approches a permis de vérifier la validité des hypothèses et de dégager les tendances majeures en lien avec les objectifs de l'étude.

Vérification de l'hypothèse 1 : les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique ne répondent pas pleinement aux besoins spécifiques des populations vulnérables.

La vérification de l'hypothèse 1 a reposé sur l'analyse de données secondaires issues des rapports de l'OCDE, de la CCNUCC et des rapports du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques (2017–2024), ainsi que sur des données primaires recueillies lors d'entretiens avec 45 alumni de YOFAFA et des cofondateurs de YAF Africa. Les variables étudiées portaient sur la nature des mécanismes mobilisés (fonds bilatéraux, multilatéraux, financement climatique local), les volumes de financement, les critères d'éligibilité, la complexité des procédures et la part allouée à l'adaptation. L'analyse qualitative a mis en évidence les limites structurelles de l'architecture actuelle du financement à partir des témoignages recueillis, tandis que des graphiques descriptifs ont illustré les écarts entre les besoins estimés et les financements effectivement reçus.

Vérification de l'hypothèse 2 : le plaidoyer mené par les jeunes contribue positivement à l'augmentation des financements destinés à l'adaptation climatique en Afrique.

La vérification de l'hypothèse 2 s'est appuyée sur les données issues des groupes de discussion organisés avec les alumni de YOFAFA, complétées par les résultats du questionnaire diffusé à un panel plus large de jeunes engagés dans l'action climatique. Ces données ont été enrichies par des entretiens individuels réalisés. Les variables étudiées portaient sur les formes de plaidoyer utilisées (participation aux forums internationaux, mobilisation digitale, actions communautaires), les objectifs visés (justice climatique, accès équitable, réforme des mécanismes financiers), les leviers mobilisés, les obstacles rencontrés et la perception de l'impact. L'analyse thématique a permis de dégager les tendances, en illustrant les résultats par des extraits de verbatim et des représentations graphiques.

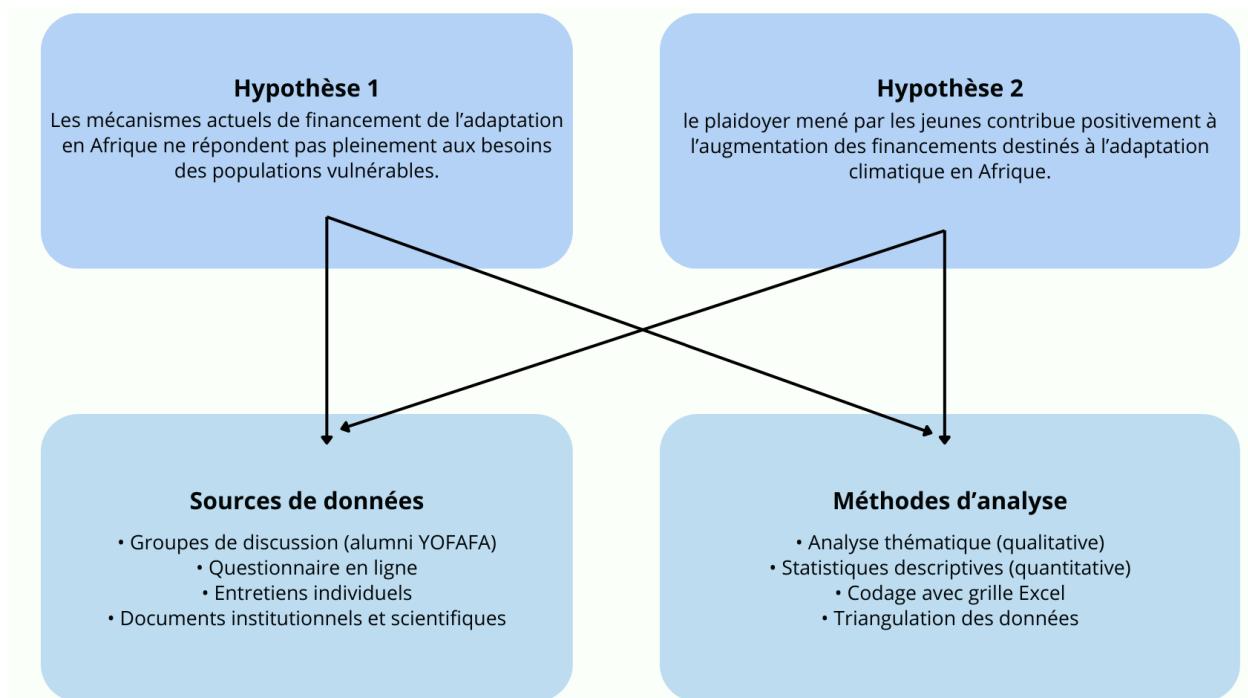


Figure 4 : Schéma d'analyse des données

Tableau 2 : Variables et sources utilisées pour l'analyse des données liées aux deux hypothèses de recherche

Hypothèse analysée	Dimension d'analyse	Variables retenues	Type / Modalité
H1. Les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique ne répondent pas pleinement aux besoins spécifiques des populations vulnérables.	Analyse documentaire + entretiens semi-directifs	<ul style="list-style-type: none"> - Type de mécanisme mobilisé (bilatéral, multilatéral, fonds climatique local) - Part allouée à l'adaptation (%) - Critères d'éligibilité - Complexité des procédures - Montants mobilisés (USD) - Écart entre besoins estimés et dépenses effectuées - Perception des limites structurelles - Accessibilité des financements pour les jeunes et acteurs communautaires 	Données qualitatives secondaires (rapports OCDE, CCNUCC, PNUE 2017–2024) et données primaires issues des entretiens réalisés avec 45 alumni de YOFAFA et des cofondateurs de YAF Africa, ainsi que des 284 répondants aux questionnaires.
H2. Le plaidoyer mené par les jeunes contribue positivement à l'augmentation des financements destinés à l'adaptation climatique en Afrique.	Focus groups + questionnaire + entretiens	<ul style="list-style-type: none"> - Type de stratégie déployée (digitale, communautaire, internationale) - Objectifs poursuivis (justice climatique, réforme des mécanismes, accès équitable) - Leviers mobilisés (campagne, formation, artivisme) - Obstacles rencontrés (manque de financement, accès limité aux espaces décisionnels) - Perception de l'impact (faible, modéré, significatif) 	Données qualitatives codées issues des focus groups, questionnaires et entretiens, complétées par quelques mesures d'occurrence (fréquence des thèmes)

3.4.2 Outils d'analyses de données

L'analyse des données a mobilisé deux outils complémentaires.

- Excel a été utilisé pour organiser et traiter les données quantitatives issues du questionnaire, permettant de calculer les fréquences, pourcentages, moyennes relatifs aux réponses des jeunes sur le plaidoyer pour le financement de l'adaptation. Les résultats ont été présentés sous forme de tableaux et de graphiques explicatifs.
- Taguette, un logiciel d'analyse qualitative, a servi au traitement des données textuelles provenant des focus groups et des entretiens, facilitant le regroupement des informations par thématiques (stratégies de plaidoyer, obstacles rencontrés, impacts perçus) et la structuration de l'analyse autour des catégories clés définies dans la grille thématique.

4 Résultats

4.1 Profil général des répondants

- **Pays de provenance**

Le tableau 3 montre que l'Afrique de l'Est est la plus représentée (37 %), suivie de l'Afrique centrale (25,7 %) et de l'Ouest (23 %). Le Kenya arrive en tête (11 %), devant le Nigéria (8,1 %) et la RDC (7,5 %).

Tableau 3 : Répartition des répondants selon la région et le pays

Région	Pays et effectifs	Total	Pourcentage
Afrique de l'ouest	Bénin (18), Burkina Faso (2), Côte d'Ivoire (10), Gambie (2), Ghana (3), Guinée (7), Guinée Bissau (2), Libéria (4), Mali (12), Mauritanie (5), Niger (4), Nigéria (27), Sénégal (11), Sierra Leone (8), Togo (7)	122	36,42 %
Afrique de l'est	Burundi (7), Comores (7), Djibouti (5), Éthiopie (15), Kenya (37), Madagascar (5), Rwanda (4), Somalie (12), Soudan du Sud (1), Tanzanie (3), Ouganda (8), Seychelles (1)	105	31,34 %
Afrique centrale	Cameroun (13), République centrafricaine (2), Tchad (9), Congo Brazzaville (4), République démocratique du Congo (25), Gabon (3), Guinée équatoriale (1), Angola (2)	59	17,61 %
Afrique australe	Afrique du Sud (3), Botswana (2), Eswatini (3), Lesotho (2), Malawi (9), Mozambique (6), Namibie (4), Zambie (6), Zimbabwe (4)	39	11,64 %
Afrique du nord	Algérie (2), Égypte (2), Libye (1), Maroc (2), Tunisie (1), Soudan (2)	10	2,99 %
Total		335	100 %

Répartition par âge : La figure 5 montre que la majorité des répondants (98,5 %) ont moins de 36 ans.

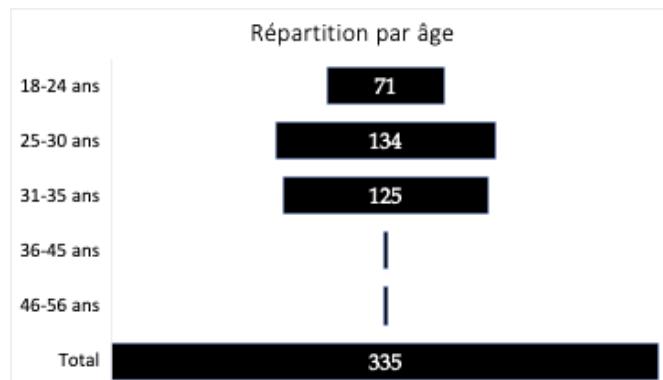


Figure 5 : Répartition des répondants selon la tranche d'âge

Répartition par genre : La Figure 6 présente la répartition des répondants selon le genre. Sur 335 personnes interrogées, 189 hommes (56 %) et 146 femmes (44 %) composent l'échantillon total.

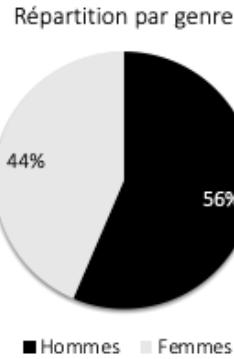


Figure 6 : Répartition des répondants selon le genre

Durée d'engagement dans les actions climatiques et environnementales : La figure 7 montre que 36,6 % des répondants engagés depuis 1 à 3 ans, 32,7 % depuis 3 à 6 ans, 13,4 % depuis moins d'un an, 11,3 % depuis 6 à 10 ans et 6,0 % depuis plus de 10 ans.

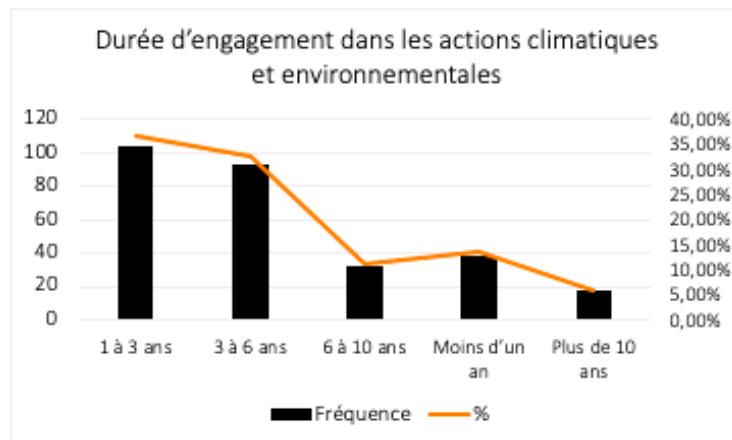


Figure 7 : Répartition des répondants selon la durée de leur engagement dans des actions climatiques et environnementales

Niveau de connaissance en matière d'adaptation climatique : La figure 8 montre que 41,2 % des répondants ont un niveau avancé en adaptation climatique, 32,5 % un niveau intermédiaire, 10,4 % sont débutants et 0,6 % déclarent n'avoir aucune connaissance.

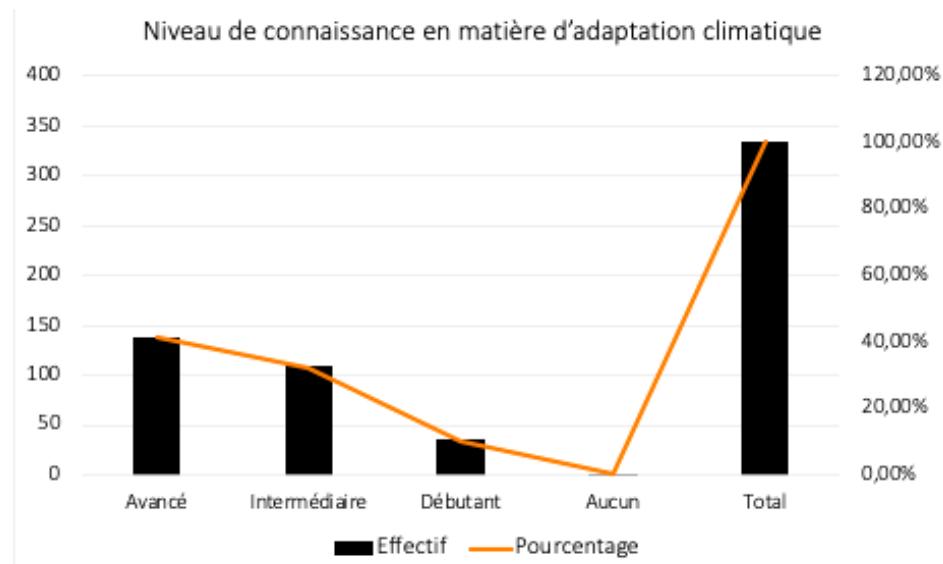


Figure 8 : Répartition des répondants selon leur niveau de connaissance en adaptation climatique et environnementale

Occupation principale actuelle des répondants : La figure 9 indique que 32,2 % des répondants sont activistes climatiques, 22,1 % militants environnementaux, 20,9 % étudiants, 12,5 % fonctionnaires ou salariés, 7,8 % entrepreneurs, 2,4 % agriculteurs, 0,9 % éleveurs et 1,2 % exercent une autre activité.

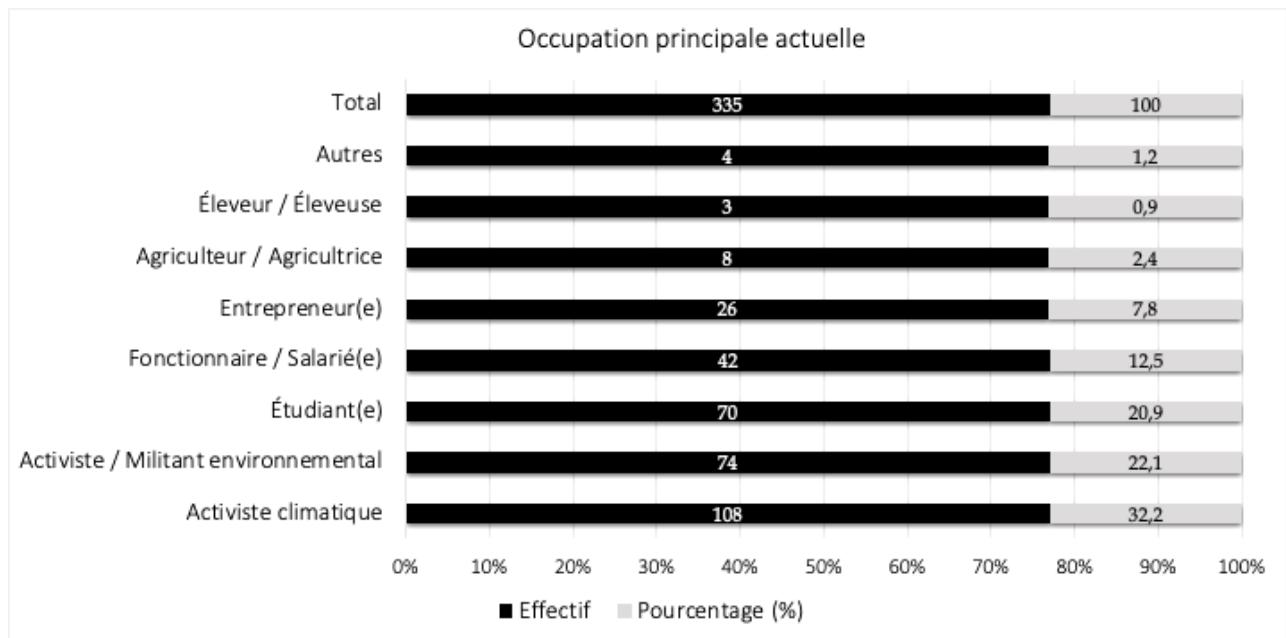


Figure 9 : Répartition des répondants selon leur occupation principale actuelle

4.2 Mécanismes et limites du financement de l'adaptation en Afrique

4.2.1 Mécanismes et institutions de financement de l'adaptation.

Le tableau 4 ci-dessous présente les principaux mécanismes multilatéraux et institutions internationales, accompagnés de leurs sigles et appellations complètes, tels qu'ils apparaissent et sont généralement utilisés dans les documents officiels ainsi que dans les rapports spécialisés, notamment le *Climate Finance Thematic Briefing: Adaptation Finance* (Watson, Schalatek & Evéquoz, 2022).

Tableau 4 : Principaux mécanismes multilatéraux et institutions internationales finançant l'adaptation climatique

Catégorie	Sigle	Nom complet
Fonds et initiatives multilatérales	ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
	FA	Fonds d'adaptation (le FEM agit en tant que secrétariat et la Banque mondiale en tant qu'administrateur)
	FEM	Fonds pour l'environnement mondial
	LDCF	Fonds pour les pays les moins avancés (hébergé par le Fonds pour l'environnement mondial)
	FSCC	Fonds spécial pour le changement climatique (hébergé par le Fonds pour l'environnement mondial)
	FVC	Fonds vert pour le climat
	GCCA	Global Climate Change Alliance (Alliance mondiale contre le changement climatique)
	PPCR	Programme pilote sur la résilience climatique, mis en œuvre par BM, BAsD, BAfD, BERD et BID
Institutions de financement du développement	AFD	Agence Française de développement
	BAfD	Banque Africaine de développement
	BAsD	Banque asiatique de développement
	BAII	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
	BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
	BEI	Banque européenne d'investissement
	BID	Banque interaméricaine de développement
	GBM	Groupe de la Banque Mondiale
	KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque Allemande de développement)
Autres organisations internationales	NDB	New Development Bank (Nouvelle banque de développement)
	FAO	Food and Agriculture Organization (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Nations-Unies)
	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

4.2.2 Sources de financement de l'adaptation en Afrique

Le tableau 5 présente les principales sources actuelles et potentielles de financement de l'adaptation en Afrique. Il regroupe, comme l'indique le rapport *State and Trends in Adaptation 2022: Adaptation Finance Flows in Africa* publié par le Global Center on Adaptation (GCA), les différents acteurs identifiés dans la littérature, en précisant leur rôle, leurs atouts ainsi que les principales limites ou contraintes associées.

Tableau 5 : Principales sources de financement actuelles et potentielles de l'adaptation en Afrique

Catégorie d'acteurs	Rôle dans le financement de l'adaptation	Atouts principaux	Limites / contraintes
Banques commerciales	Crédit aux entreprises, coopératives et ménages	Réseaux de proximité ; capacité d'innover	Tendance à privilégier les grandes entreprises et la clientèle solvable
Banques panafricaines (PABs)	Financement des petites et moyennes entreprises (PME), intégration de la résilience	Accès accru au crédit ; renforcement de la concurrence	Faible prise en compte des risques climatiques
Capital-investissement & capital-risque	Financement d'entreprises innovantes et à haut risque	Apport de financements tolérants au risque ; diversification des sources	Concentration dans certains secteurs ; accès limité aux petites structures locales
Investisseurs institutionnels (fonds souverains, fonds de pension)	Mobilisation de l'épargne de long terme pour des projets résilients	Capacité financière importante ; possibilité de soutenir des investissements durables	Préférence pour des placements sûrs et bien notés
Assurances	Couverture contre les risques climatiques et protection des ménages	Expertise technique ; innovation dans les mécanismes de transfert de risque	Présence concentrée dans quelques marchés seulement
Grandes entreprises & multinationales	Investissements dans la résilience des chaînes d'approvisionnement	Accès à des capitaux et à des technologies de pointe	Actions centrées sur leurs propres filières, impacts limités
Institutions financières de développement (DFIs)	Intégration de l'adaptation dans les financements de développement	Capacité à mobiliser d'autres sources ; assistance technique	Procédures souvent longues et complexes
Banques de développement sous-régionales (SRDBs)	Soutien à l'intégration régionale et aux infrastructures	Stabilité financière ; rôle régional reconnu (BOAD, EBID, EADB)	Portefeuilles encore peu orientés vers l'adaptation
Banques nationales de développement (NDBs)	Financement à long terme de secteurs prioritaires et risqués	Accès direct aux fonds internationaux comme le GCF ; rôle d'intermédiaire	Capacités variables selon les pays
Fonds climatiques multilatéraux	Apport de dons, garanties et prêts concessionnels	Rôle catalyseur pour attirer des financements privés	Ressources limitées par rapport aux besoins

Fonds climatiques nationaux (NCFs)	Mécanismes nationaux dédiés à la finance climat	Approche pays-centrée ; mobilisation du secteur privé local	Importance variable selon les pays ; dépendance politique
Entreprises et institutions publiques (SOEs)	Rôle potentiel dans des secteurs stratégiques	Gouvernance publique ; influence sur de larges marchés	Faible implication directe à ce jour
Gouvernements africains	Budgets nationaux mobilisés pour l'adaptation	Source régulière et adaptée aux priorités nationales	Forte pression budgétaire ; marges de manœuvre limitées
Agences bilatérales (ODA)	Aide publique au développement pour soutenir l'adaptation	Acceptation du risque ; mandat spécifique sur le climat	Dépendance aux priorités des pays donateurs
Philanthropies et fondations	Financements flexibles et catalyseurs	Rapidité de déploiement ; soutien au renforcement des capacités locales	Montants modestes face à l'ampleur des besoins
Organisations internationales (ONU, Banque mondiale, BAD, GCF, etc.)	Coordination, financement, expertise technique et appui normatif	Légitimité internationale ; capacité à mobiliser des ressources globales	Dépendance aux engagements des États membres ; lenteurs institutionnelles

4.2.3 Instruments financiers de l'adaptation climatique

Le tableau 6 présente une sélection d'instruments financiers utilisés ou testés en Afrique pour soutenir l'adaptation climatique. Ces instruments, tels que identifiés dans le rapport *Accelerating Adaptation Finance – Africa and Global Perspectives* élaboré par le Climate Policy Initiative (CPI) et le Global Center on Adaptation (GCA) en 2023, reflètent la diversité des approches mobilisées, allant des subventions aux mécanismes de dette, en passant par les assurances ou le financement basé sur les résultats. Ils illustrent à la fois la variété des solutions disponibles et la nécessité d'adapter chaque outil aux contextes nationaux et sectoriels.

Tableau 6 : Exemples d'instruments financiers de l'adaptation climatique

Instrument	Description	Utilisation typique	Exemple et source
Subventions (Grants)	Financements non remboursables ou sans intérêt, pouvant inclure des subventions de développement, du financement pour l'assistance technique ou pour la préparation de projets.	Soutien à des projets à fort objectif de développement mais à faible potentiel commercial, ou pour rendre un projet « prêt à l'investissement ».	Projet de transport et de connectivité au Lesotho (Banque mondiale/IDA). World Bank, 2017
Instruments de liquidité	Subventions ou prêts permettant un accès immédiat à des ressources financières, souvent sous forme de transferts monétaires en cas de crise, de soutien à la liquidité ou de réallocations budgétaires.	Réponse rapide à une urgence climatique ou sociale lorsque les capacités techniques et financières nationales sont limitées.	Programme de filets de sécurité productifs (PSNP) en Éthiopie. USAID, 2021

Financement de projets	Investissements directs en dette ou en capitaux propres dans un projet unique, incluant garanties de prêts, infrastructures en PPP, ou investissements directs publics et privés.	Développement ou financement direct d'un projet d'infrastructure, souvent basé sur un contrat gouvernemental.	Projet de traitement des eaux usées d'Abu Rawash (Égypte). AfDB, 2023
Facilités de financement	Fonds de dette ou de capitaux propres regroupant plusieurs projets, entreprises ou individus, avec différents niveaux de concessionnalité (dette subordonnée, fonds de capital-investissement, etc.).	Soutenir des investissements nécessitant mutualisation et coordination à grande échelle.	Food Securities Fund. Food Securities Fund, n.d.
Financement basé sur les résultats (Results-Based Finance)	Financement (dette ou subvention) conditionné à l'atteinte de résultats spécifiques. Peut inclure obligations climatiques, fonds fiduciaires pour la conservation ou notes d'impact.	Approche de financement mixte avec conditions de remboursement favorables ou primes en cas d'atteinte des résultats.	UBS Optimus Foundation – Social Success Note. UBS, n.d.
Échanges dette-climat (Debt-for-Climate Swaps)	Mécanisme par lequel un pays, au lieu de rembourser sa dette en devise étrangère, affecte des ressources en monnaie locale à des projets climatiques selon des termes convenus.	Utilisé dans les pays fortement endettés et vulnérables au climat, disposant d'une capacité institutionnelle suffisante.	Échange dette-climat des Seychelles. Hebbale & Urpelainen, 2023
Assurance	Mécanisme de transfert de risque, incluant obligations catastrophe, assurances paramétriques ou indexées.	Adapté aux contextes de forte exposition aux risques climatiques, lorsque les données sont fiables et les conditions réglementaires favorables.	African Risk Capacity (ARC). ARC, n.d.

4.2.4 Écarts entre besoins et financements disponibles

La figure 10 présente la répartition sectorielle des besoins en financement pour l'adaptation en Afrique, tel qu'évoqué dans le rapport *Climate Finance Needs of African Countries* de la Climate Policy Initiative (CPI, 2022). Selon ce rapport, 51 pays africains sur 53 ont soumis leur Contribution déterminée au niveau national (CDN). Dans ces CDN, les besoins financiers pour l'adaptation sont estimés à un total cumulé de 408 milliards de dollars. Près de 71 % de ce montant n'est pas ventilé par secteur, ce qui réduit la clarté sur la destination précise des besoins. Pour les pays ayant détaillé leurs besoins, les priorités concernent la sécurité alimentaire et hydrique ainsi que la conservation des forêts et des écosystèmes. Le secteur AFOLU concentre la part la plus importante avec 8 % (49 milliards de dollars), suivi du secteur de l'eau avec 5 % (29 milliards) et des mesures transversales ou autres secteurs avec 4 % (24 milliards) (UNEP, 2023 ; Climate Policy Initiative, 2022 ; IPCC, 2022).

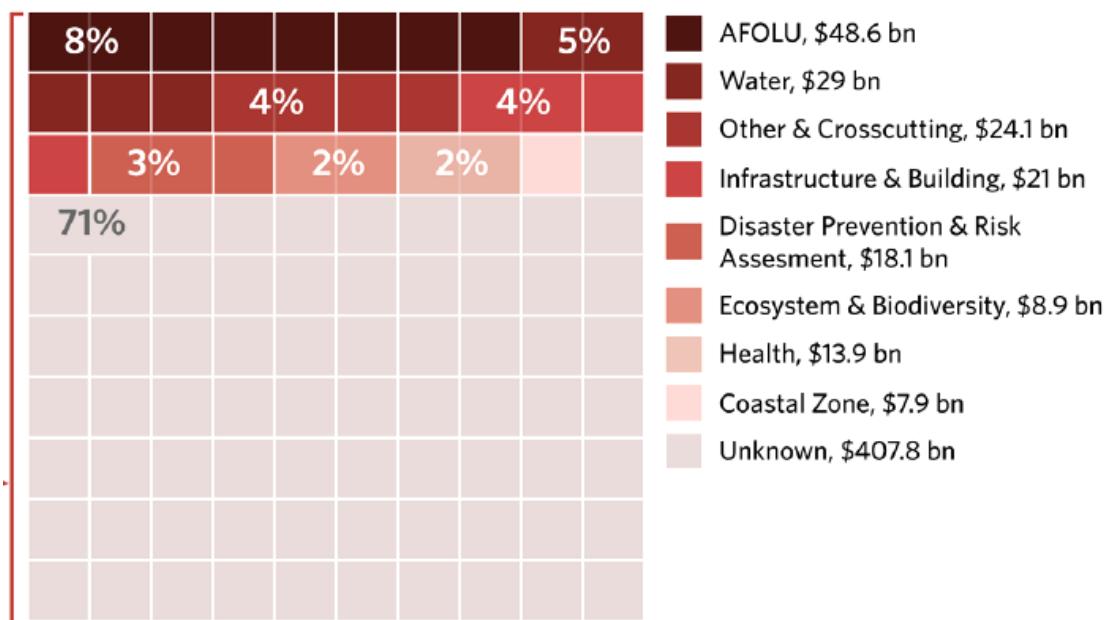


Figure 10 : Besoins en financement de l'adaptation par secteur en Afrique (% et montants estimés, d'après les CDN, CPI 2022)

La figure 11 présente les besoins en financement de l'adaptation climatique par sous-région et par secteur (en milliards USD), telle qu'évoquée dans le rapport *Climate Finance Needs of African Countries* de la Climate Policy Initiative (CPI, 2022). Les données montrent que l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest sont les sous-régions ayant fourni les informations les plus complètes. Dans les deux cas, la majorité des besoins déclarés concerne le secteur AFOLU. En Afrique centrale, près de 50 % des données ventilées proviennent du Cameroun, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, la Mauritanie et le Mali représentent respectivement 35 % et 26 % du total. En revanche, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est présentent des besoins élevés mais sans précisions sectorielles. En Afrique australe, la totalité des financements sans ventilation sectorielle est attribuée à la Namibie.

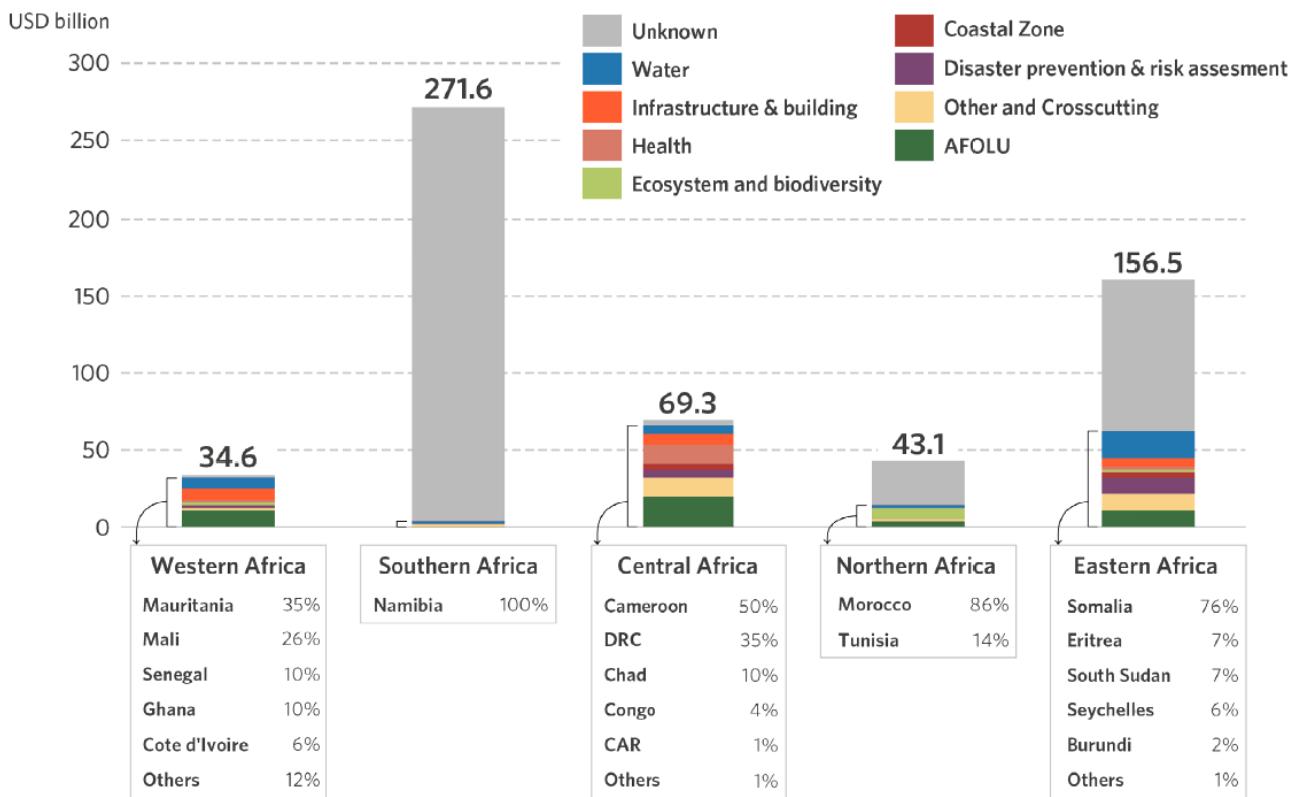
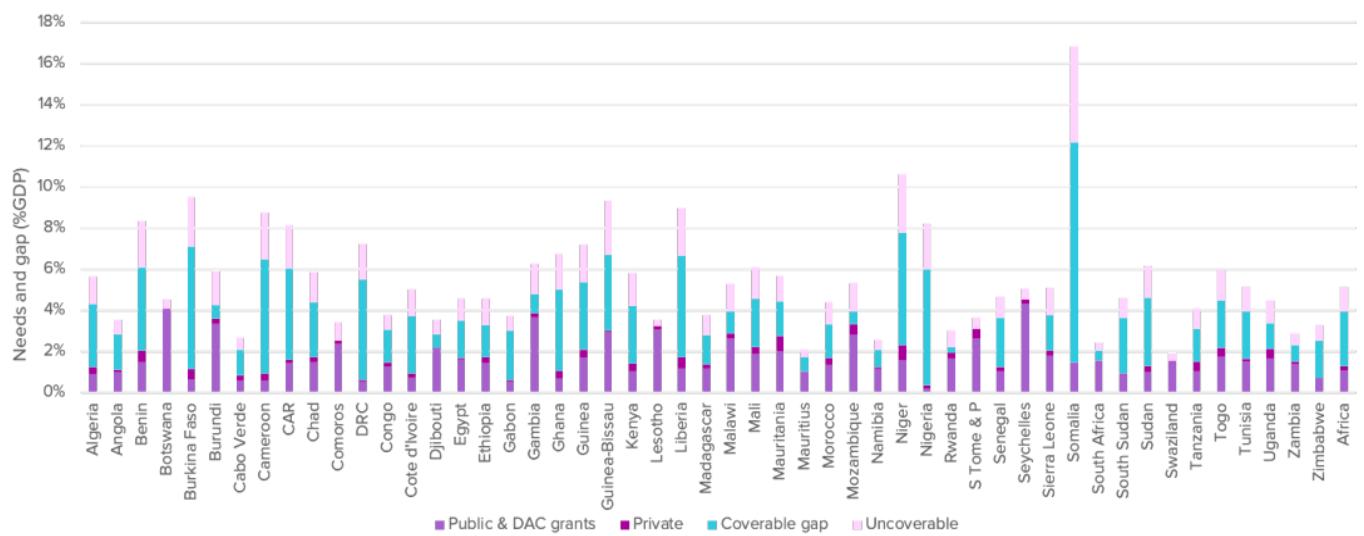


Figure 11 : Besoins en financement de l'adaptation climatique par sous-région et par secteur (en milliards USD, CPI, 2022)

La figure 12 illustre l'écart entre les besoins d'adaptation et les financements disponibles en Afrique, tel qu'estimé par le PNUE (2023) et le PAAF. Cet écart correspond à la différence entre les investissements nécessaires pour répondre aux impacts des changements climatiques et les dépenses effectivement réalisées, exprimées en pourcentage du PIB. L'analyse, conduite sur 51 pays africains, distingue quatre composantes : une part déjà couverte par les financements publics, une part couverte par les financements privés, une part qui pourrait être financée de manière rentable si de nouvelles ressources étaient mobilisées, et une part non couvrable en raison de l'absence de solutions d'adaptation économiquement viables. Les résultats montrent que, dans la majorité des pays, le déficit se situe entre 2 % et 6 % du PIB. Pour l'ensemble du continent, l'écart total atteint 5,3 % du PIB, dont environ un quart correspond à des besoins impossibles à couvrir.



Source: PAAF analysis.

Figure 12 : Niveaux actuels d'adaptation et déficit d'adaptation (% du PIB, pondéré, Adaptation Gap Report, PNUE, 2023)

La figure 13 révèle qu'une majorité des répondants à notre enquête (76,1 %) juge insuffisants les financements d'adaptation en Afrique.

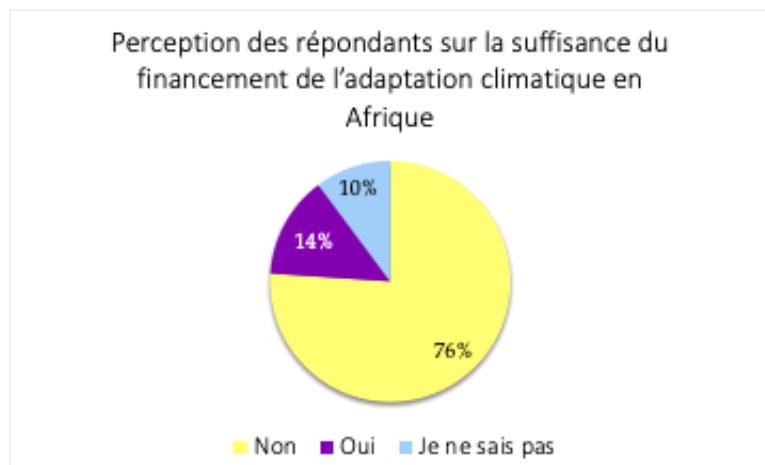


Figure 13 : Perception des répondants sur la suffisance du financement de l'adaptation climatique en Afrique

4.2.5 Barrières pour le financement de l'adaptation en Afrique

La figure 14 révèle que les obstacles majeurs sont le manque de capacités techniques et institutionnelles (78,5 %), la complexité des mécanismes d'accès aux fonds (71,8 %) et l'insuffisance de ressources nationales (60,6 %), suivis des influences politiques (53,9 %), de la faible implication locale (52,5 %) et d'autres freins.

Barrières pour le financement de l'adaptation en Afrique

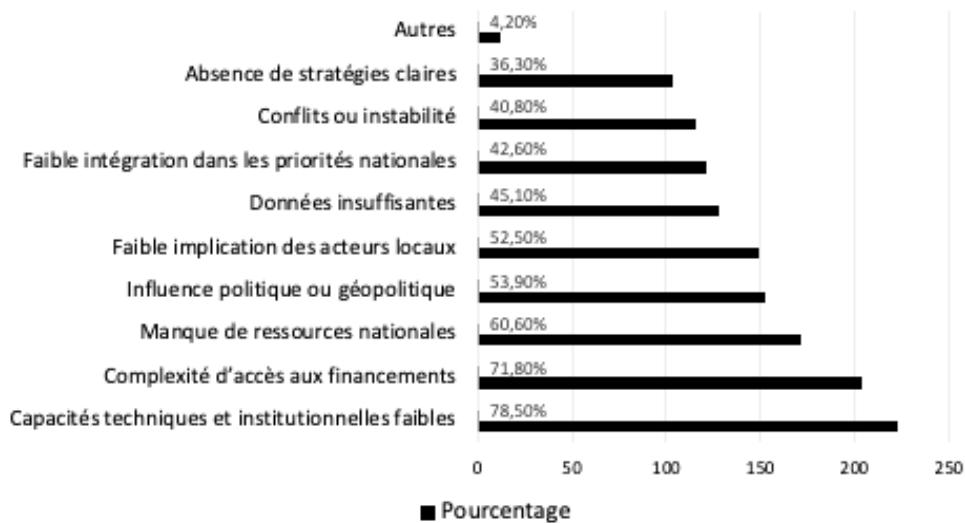


Figure 14 : Principaux obstacles systémiques à l'accès aux financements pour l'adaptation en Afrique

La figure 15 montre que les principales difficultés personnelles concernent le manque d'informations sur les financements (78,2 %), la complexité administrative (66,3 %), des critères inadaptés (54,3 %) et l'absence d'accompagnement (52,8 %), auxquelles s'ajoutent diverses contraintes techniques et institutionnelles.

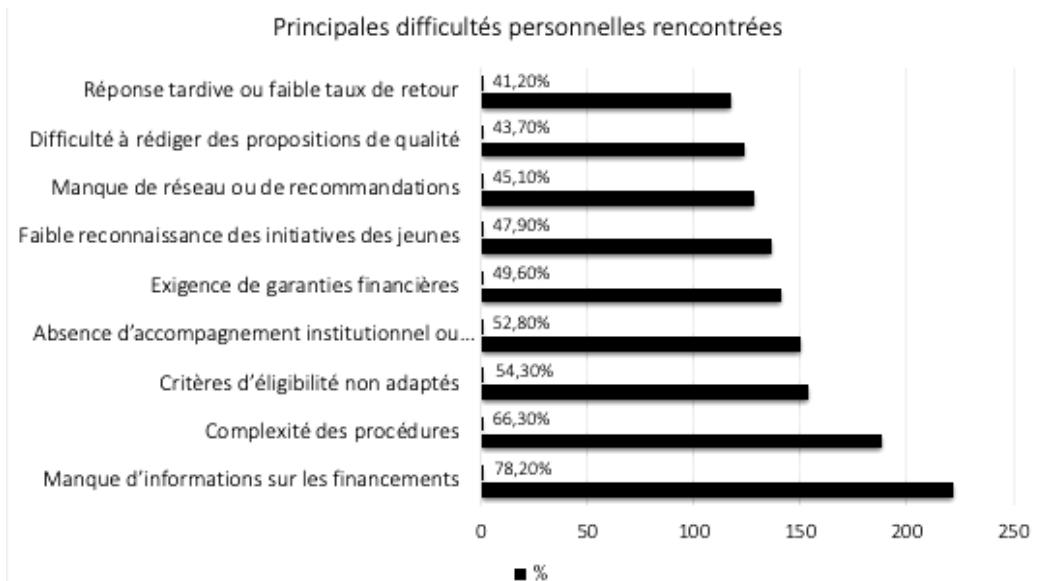


Figure 15 : Principales difficultés personnelles rencontrées pour accéder aux financements d'adaptation en Afrique

4.3 Formes et leviers de plaidoyer pour l'adaptation

La figure 16 montre que les formes de plaidoyer dominantes sont les campagnes numériques (73,9 %), les forums (64,8 %), les mobilisations (58,5 %), les médias (53,5 %), les coalitions (49,3 %), puis les notes (32,4 %), les manifestations (31 %) et le plaidoyer créatif (25,4 %).

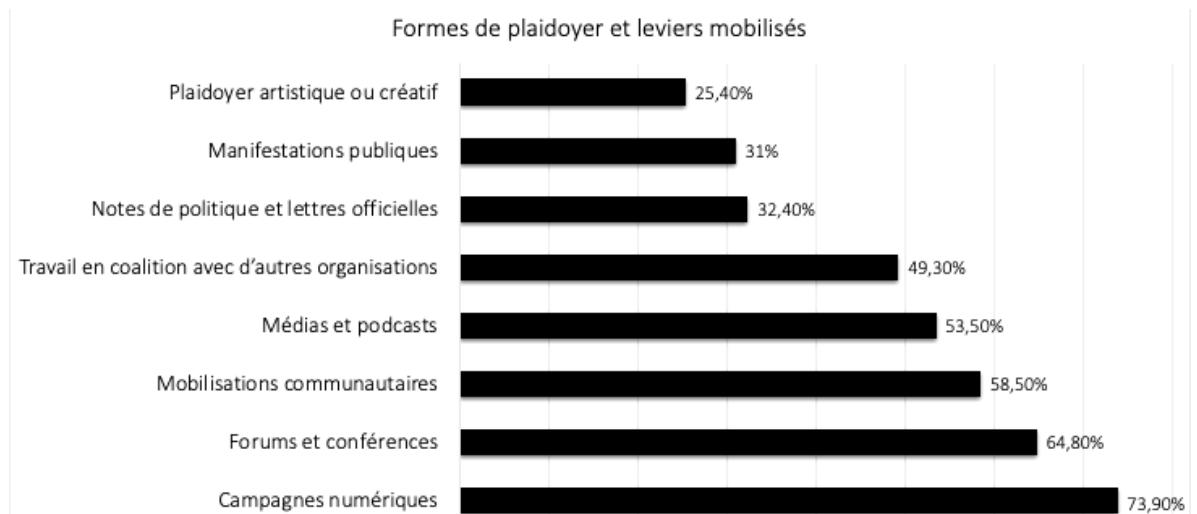


Figure 16 : Formes de plaidoyer identifiées pour la mobilisation de financements en faveur de l'adaptation

La figure 17 montre que les messages de plaidoyer ciblent l'urgence d'agir (42,96 %), la justice climatique (38,38 %) et les solutions locales (36,97 %), suivis de la place des jeunes et femmes (33,80 %), de l'accès équitable aux financements (30,63 %) et de solutions concrètes comme le reboisement ou l'agroécologie (30,99 %).

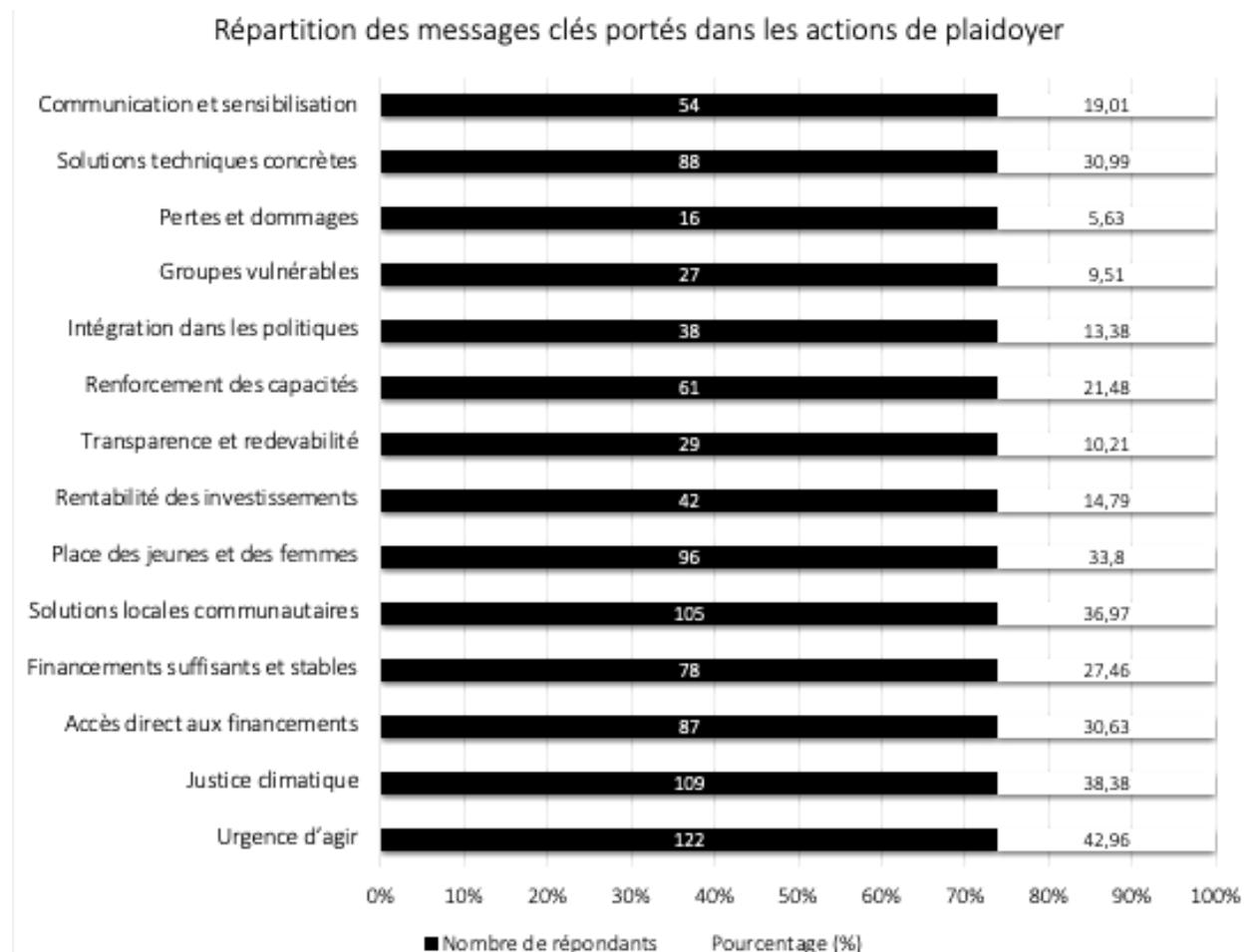


Figure 17 : Répartition des messages clés portés dans les actions de plaidoyer

4.4 Impacts, défis et opportunités du plaidoyer des jeunes pour l'adaptation

4.4.1 Impact perçu du plaidoyer des jeunes sur le financement de l'adaptation

La figure 18 indique que 54,9 % des répondants voient un impact significatif des actions de plaidoyer des jeunes sur les financements d'adaptation, 36,3 % estiment cet impact limité, 4,6 % ne savent pas et 4,2 % jugent qu'il n'existe aucun impact.

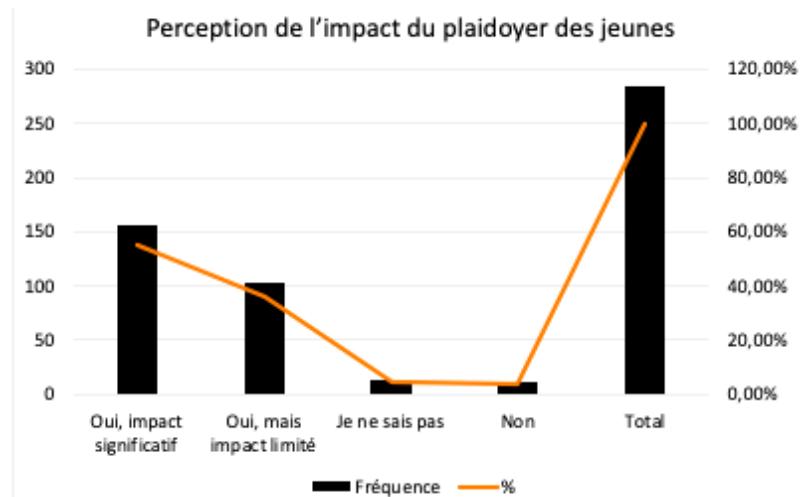


Figure 18 : Perception de l'impact du plaidoyer des jeunes africains sur les financements dédiés à l'adaptation climatique

La figure 19 montre que 29,6 % des répondants perçoivent une meilleure inclusion des groupes vulnérables dans les politiques d'adaptation, 27,1 % notent une évolution des pratiques des bailleurs, 25,7 % relèvent un changement dans le discours officiel et 17,6 % citent d'autres effets positifs comme la création de programmes, la visibilité médiatique et le renforcement des réseaux.

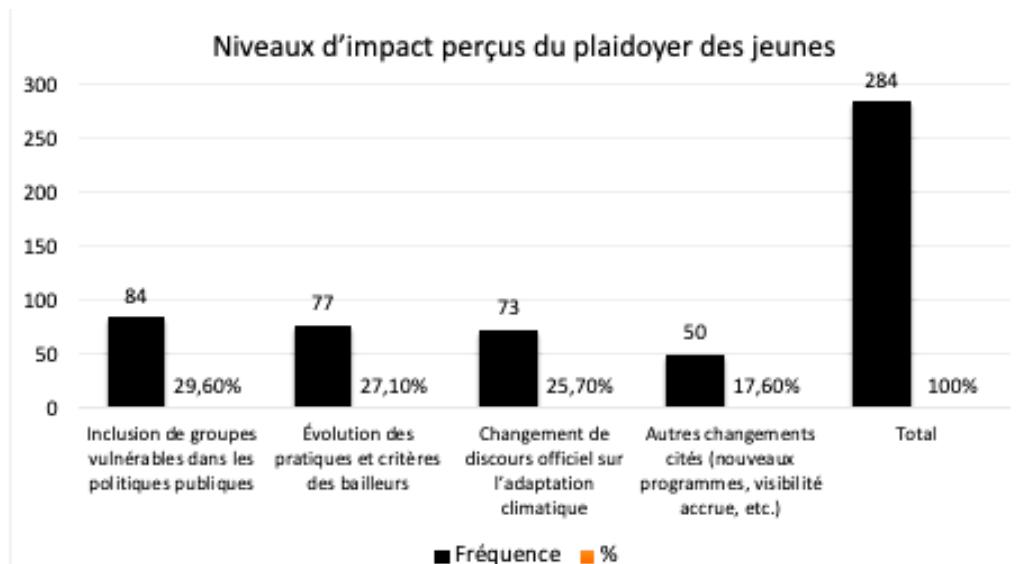


Figure 19 : Niveaux d'impact perçus du plaidoyer des jeunes dans le domaine de l'adaptation climatique

La figure 20 montre que 45,4 % des participants évaluent l'efficacité du plaidoyer à un niveau moyen, 27,8 % la jugent forte ou très forte, tandis que 26,8 % l'estiment faible ou très faible, révélant à la fois des impacts notables et des obstacles persistants.

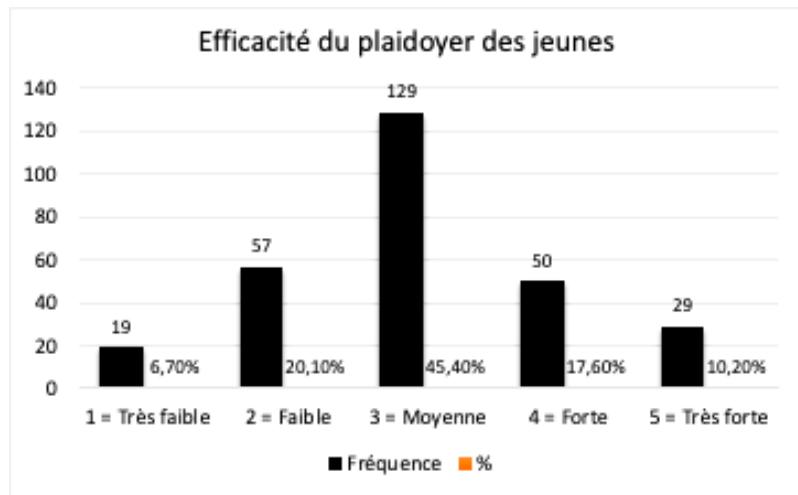


Figure 20 : Efficacité du plaidoyer des jeunes pour l'adaptation climatique sur une échelle de 1 à 5

4.4.2 Défis liés au plaidoyer jeunesse pour le financement de l'adaptation

Le tableau 7 souligne que les principaux défis portent sur l'exclusion institutionnelle, l'instabilité politique, le manque de ressources, la portée limitée des actions, les obstacles linguistiques et la cohésion entre jeunes

Tableau 7 : Principaux défis rencontrés par les jeunes dans le plaidoyer pour le financement de l'adaptation

Défis rencontrés dans le cadre du plaidoyer pour le financement de l'adaptation	Nombre de répondants	Pourcentage (%)
Faible implication des jeunes dans les processus institutionnels et décisionnels officiels	238	71,0 %
Instabilité politique et réorganisations institutionnelles fragilisant la continuité des actions et des engagements	221	66,0 %
Insuffisance de ressources humaines et financières pour soutenir les initiatives	209	62,4 %
Portée géographique et impact des actions limités	197	58,8 %
Barrières linguistiques restreignant l'influence et la participation aux espaces régionaux et internationaux	192	57,3 %
Risques de fragmentation et de perte de cohésion entre acteurs de la jeunesse	183	54,6 %
Crédibilité et reconnaissance institutionnelle encore insuffisantes	176	52,5 %
Faible présence des jeunes dans les débats et négociations officielles	168	50,1 %
Difficultés à maintenir la motivation et l'engagement sur le long terme	153	45,7 %
Total	335	100 %

4.4.3 Opportunités du plaidoyer des jeunes pour le financement de l'adaptation

Le tableau 8 montre que les principales opportunités résident dans le dialogue avec les bailleurs, l'accès aux espaces décisionnels, la visibilité médiatique, l'influence sur les politiques et le renforcement des réseaux.

Tableau 8 : Opportunités liées aux actions de plaidoyer des jeunes pour le financement de l'adaptation climatique en Afrique

Opportunités identifiées	Nombre de répondants	Pourcentage %
Ouverture de canaux de dialogue avec les bailleurs et institutions internationales	212	63,3
Accès élargi aux espaces décisionnels nationaux, régionaux et mondiaux	198	59,1
Visibilité accrue des initiatives jeunesse dans les médias et forums spécialisés	184	54,9
Possibilité de co-concevoir ou influencer des politiques et stratégies d'adaptation	176	52,5
Création et renforcement de réseaux transnationaux de jeunes et d'alliés stratégiques	165	49,3
Développement de partenariats techniques et financiers durables	153	45,7
Accès à des formations spécialisées et au renforcement des capacités	142	42,4
Opportunité de mutualiser les expériences et bonnes pratiques	128	38,2
Renforcement de la reconnaissance institutionnelle des contributions des jeunes	115	34,3
Total	335	100

5 Discussion

5.1 Profil général des répondants

La répartition géographique des répondants montre une forte représentation de l'Afrique de l'Est, suivie de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest, avec des pays moteurs comme le Kenya, le Nigéria et la RDC. Cette configuration traduit un ancrage du plaidoyer des jeunes dans des écosystèmes déjà structurés autour de réseaux et de coalitions nationales, même si l'Afrique du Nord et l'Afrique australe demeurent sous-représentées dans l'échantillon. Ce constat rejoint les observations de Offei-Darko et Gandonou (2025), qui soulignent que la concentration des initiatives de financement climatique jeunesse se situe dans les zones disposant d'un tissu associatif dense et de relais institutionnels solides.

Le profil d'âge indique que 98,5 % des participants ont moins de 36 ans, avec une majorité entre 25 et 35 ans. Cette tendance confirme que le mouvement est largement porté par des jeunes adultes en mesure de s'engager dans la durée, en cohérence avec les travaux qui documentent la centralité des jeunes dans les mobilisations climatiques (Neas et al., 2022 ; Thew, 2018). L'absence relative de répondants de plus de 45 ans reflète avant tout un effet de ciblage vers des réseaux jeunesse dans le cadre de cette enquête, et ne permet pas, à elle seule, d'inférer sur la diversité générationnelle de l'ensemble du mouvement.

La répartition par genre, relativement équilibrée (56 % hommes et 44 % femmes), est un signal positif pour l'inclusivité des actions. Ce constat est cohérent avec Alonso-Epelde et al. (2024), qui affirment que l'intégration des perspectives de genre améliore la pertinence et l'équité des politiques climatiques, même si, dans la pratique, ces dispositifs restent encore insuffisamment sensibles au genre dans plusieurs contextes africains.

En termes de durée d'engagement, plus des deux tiers des répondants participent à des actions climatiques depuis un à six ans, traduisant un équilibre entre continuité et renouvellement. Ce profil correspond à la dynamique décrite par Thew (2018), selon laquelle les réseaux climatiques émergents ont souvent besoin d'une période de plusieurs années pour consolider leur influence dans les arènes décisionnelles.

Le niveau de connaissance en adaptation climatique est élevé, 73,7 % des répondants se situant à un niveau intermédiaire ou avancé. Ce constat diffère des résultats de Kulanga et al. (2025), qui observent une sensibilisation généralement faible chez les jeunes africains en dehors des cercles déjà formés. Il est donc probable que l'échantillon de cette étude reflète surtout des acteurs déjà connectés à des réseaux et disposant d'une expérience préalable.

Enfin, la diversité des occupations principales, allant des activistes et militants climatiques environnementaux aux étudiants, fonctionnaires, entrepreneurs et agriculteurs, illustre la variété des profils mobilisés. Martiskainen et al. (2020) soulignent que cette diversité socio-professionnelle constitue un atout stratégique, car elle élargit les canaux de diffusion et facilite l'adaptation des messages à différents publics.

5.2 Mécanismes et limites du financement de l'adaptation en Afrique

Les mécanismes multilatéraux et les différentes sources de financement de l'adaptation constituent une base importante pour l'Afrique. Ils rassemblent une grande variété d'acteurs, allant des fonds internationaux aux banques de développement, en passant par les investisseurs institutionnels et les organisations philanthropiques. Cette diversité traduit l'idée que l'adaptation est un bien public mondial qui appelle des financements concessionnels (Olson, 1965 ; Downing, 2012). Pourtant, malgré cette architecture financière élargie, les résultats montrent qu'elle demeure loin de répondre aux attentes.

Les lourdeurs administratives, les critères d'éligibilité trop rigides, l'insuffisance des ressources nationales et l'influence politique sur l'allocation des fonds affaiblissent considérablement son efficacité. Ces constats rejoignent les travaux de Mendez (2020) et Khan et al. (2020), qui soulignent les tensions autour de la distribution des ressources, mais aussi ceux de Zhou (2024) et du Grantham Research Institute (2023), qui alertent sur les problèmes persistants de gouvernance et de transparence. À l'échelle individuelle, les difficultés rapportées par les acteurs : manque d'information, procédures complexes, et absence de soutien institutionnel, confirment que ces mécanismes restent inaccessibles pour une grande partie des populations vulnérables.

Ces limites s'expliquent aussi par la manière dont les rapports de pouvoir structurent l'accès aux financements. Plusieurs auteurs montrent que les décisions sont souvent dictées par les priorités géopolitiques des bailleurs plutôt que par les besoins des pays bénéficiaires (Scoville-Simonds et al., 2020 ; Barrett, 2022). Cette asymétrie s'inscrit dans un système international marqué par une gouvernance inégalitaire où les pays du Nord conservent une position dominante (Ciplet et al., 2022). Comme le rappellent Long (2021) et Webber et al. (2021), cette influence passe notamment par les institutions multilatérales et les réseaux transnationaux pilotés depuis le Nord, qui orientent l'agenda selon leurs propres logiques. Dans ce contexte, les pays africains disposent de peu de marge pour définir eux-mêmes leurs priorités d'adaptation.

Par ailleurs, l'ampleur des besoins financiers exprimés dans les CDN met en évidence un décalage structurel. Les montants annoncés sont particulièrement élevés dans des secteurs vitaux comme la sécurité alimentaire, l'eau et la protection des écosystèmes, confirmant la vulnérabilité soulignée par le GIEC (2022). Toutefois, la majorité de ces besoins ne sont pas ventilés, ce qui traduit un déficit de données fiables et accessibles de la part des gouvernements. Cette absence de précision complique la planification et rend difficile l'alignement des ressources mobilisées avec les priorités nationales. Les données du PNUE (2023) montrent d'ailleurs que le déficit reste profond, représentant plusieurs points de PIB pour la plupart des pays, avec une part des besoins qui demeure tout simplement non finançable. Ces observations rejoignent Savvidou et al. (2021) et Malik (2022), qui notent que les financements continuent de privilégier l'atténuation au détriment de l'adaptation, jugée moins rentable et plus difficile à mesurer.

À cela s'ajoute la nature même des financements disponibles. Alors que les pays africains appellent à un accroissement des subventions (Khan et al., 2020), la majorité des flux se présentent encore sous forme de prêts, qui représentent près des deux tiers des financements publics alloués à l'adaptation entre 2016 et 2020 (Weikmans, 2023). Cette logique, largement portée par les bailleurs du Nord et les grandes institutions de développement, renforce la dépendance des pays vulnérables à l'endettement, même lorsque les prêts sont consentis à des conditions préférentielles (Webber et al., 2021 ; Long, 2021 ; Friedman, 2023). Comme l'indiquent Roberts et al. (2021), l'absence de

distinction claire entre dons et prêts dans les rapports officiels accentue encore cette opacité. Les perceptions recueillies confirment d'ailleurs cette situation : pour une majorité d'acteurs, les financements disponibles sont jugés insuffisants et mal adaptés aux réalités locales, ce qui rejoint les analyses du PNUE (2024) et d'Omukuti et al. (2022).

Ces constats confirment l'hypothèse (H1) selon laquelle les mécanismes actuels de financement de l'adaptation climatique en Afrique ne répondent pas pleinement aux besoins des populations vulnérables.

5.3 Formes et leviers de plaidoyer pour l'adaptation

Les résultats montrent que les campagnes numériques, les forums et conférences, les mobilisations communautaires et les médias ou podcasts sont aujourd'hui les formes de plaidoyer les plus utilisées pour chercher des financements en faveur de l'adaptation. Cela rejoint ce qu'observent Nkrumah (2021), Pickard (2019, 2022) et Malafaia (2022) dans d'autres contextes, à savoir que les jeunes choisissent souvent des formats qui permettent d'être visibles rapidement et de toucher directement les décideurs ou le public, tout en gardant un lien avec les espaces plus institutionnels qui donnent du poids à leurs actions. Pour ce qui concerne les campagnes numériques, plusieurs travaux rappellent que cet outil n'est pas sans limites. Zohouri (2020) et Tufekci (2017) expliquent qu'une mobilisation en ligne peut rester superficielle si elle se limite à partager des informations sur les réseaux sociaux, sans se traduire par des actions concrètes et durables. Tyagi et ses collègues (2020) ajoutent que ces espaces en ligne peuvent parfois accentuer la polarisation, en enfermant les échanges dans des cercles d'opinions similaires, ce qui freine le dialogue avec ceux qui pensent différemment. Mortensen (2025) souligne aussi que certains modèles d'activisme numérique, importés de l'étranger, peuvent manquer d'ancrage dans les réalités socio-culturelles locales, ce qui limite leur impact. Madison et Klang (2020), de leur côté, invitent à ne pas réduire ces formes de mobilisation au simple « slacktivism ». Selon eux, l'activisme numérique, bien que souvent critiqué, peut abaisser les barrières à la participation et élargir la portée des messages, à condition qu'il soit pensé comme un levier complémentaire et non comme une fin en soi. Ces mises en garde convergent vers l'idée qu'il est essentiel de combiner le numérique avec d'autres approches pour éviter que le plaidoyer ne reste en surface.

Le travail en coalition reste un levier important, même s'il est moins fréquent que les actions à forte visibilité. Les notes de politique, lettres officielles, manifestations publiques ou formes artistiques de plaidoyer apparaissent moins souvent. Ce choix reflète une préférence pour des moyens jugés plus accessibles et capables de réagir rapidement aux opportunités. Dans les messages portés par les acteurs, trois priorités ressortent clairement : rappeler l'urgence d'agir, défendre la justice climatique et valoriser les solutions locales mises en œuvre par les communautés. Viennent ensuite la place accordée aux jeunes et aux femmes, la revendication d'un accès équitable aux

financements et des propositions concrètes comme le reboisement ou l'agroécologie. Cela rejoint ce que décrivent Foran et ses collègues (2017) ainsi que Holmberg et Alvinius (2020), à savoir que les jeunes ne se contentent pas de signaler les risques, mais cherchent aussi à transformer les systèmes en proposant des alternatives crédibles et现实的. Des expériences internationales confirment cette dynamique. Au Portugal, Malafaia et ses collègues (2018) montrent que des collectifs de jeunes réussissent à combiner mobilisation locale et participation dans des espaces institutionnels pour pousser à de réels changements. Les grèves climatiques initiées par Greta Thunberg en 2018 (Fridays For Future, 2020 ; Han et Ahn, 2020) sont un autre exemple de stratégies qui mélangeant action directe et communication en ligne. Comme l'ont analysé Boulianne et ses collègues (2020) ou encore Jung et al. (2020), l'usage des réseaux sociaux peut amplifier un message à l'échelle mondiale, à condition qu'il s'appuie sur un mouvement concret sur le terrain.

Dans le contexte africain, les observations montrent que c'est la combinaison entre outils numériques, actions communautaires et participation à des espaces formels qui donne le plus de résultats. Rafaely et Barnes (2020) ainsi que Trott (2021) insistent sur l'importance de ce mélange, car il permet à la fois de toucher différents publics, d'ouvrir un dialogue avec les décideurs et de maintenir un lien fort avec les réalités locales, ce qui renforce la légitimité du plaidoyer.

5.4 Impacts, défis et opportunités du plaidoyer des jeunes pour l'adaptation

Le plaidoyer mené par les jeunes est perçu comme ayant un effet positif sur certains aspects liés au financement de l'adaptation climatique. Les répondants citent principalement l'inclusion accrue des groupes vulnérables dans les politiques, l'évolution des pratiques des bailleurs et les changements observés dans le discours officiel. Ce résultat est en accord avec Gaventa et Barrett (2012), qui montrent que la mobilisation citoyenne peut modifier l'agenda politique et favoriser la reconnaissance de nouveaux enjeux, même si ces changements ne conduisent pas toujours à une augmentation immédiate des financements. L'efficacité du plaidoyer est jugée moyenne par une grande partie des participants. Cette situation rejoint les travaux de Lee et Van de Meene (2012) et de Cloutier et Dixon (2020), selon lesquels la diversité des actions et la présence dans les espaces décisionnels peuvent influencer les priorités institutionnelles, à condition que cet accès soit régulier et structuré. Toutefois, Schifeling et Hoffman (2019) rappellent que, même en cas de reconnaissance politique, la complexité des mécanismes financiers et la concentration des décisions entre un nombre limité d'acteurs peuvent freiner la conversion de cette influence en financements concrets. Ce décalage entre reconnaissance et engagement financier pourrait expliquer pourquoi les effets identifiés restent surtout qualitatifs. La quantification d'une éventuelle augmentation des financements demeure particulièrement complexe, car les ressources destinées à l'adaptation proviennent de sources variées, notamment les subventions, les prêts

concessionnels et les contributions issues des budgets nationaux, et elles sont souvent intégrées à des enveloppes plus larges sans ventilation claire. Cette situation est aggravée par la disponibilité limitée de données chiffrées permettant un suivi précis, par l'absence de systèmes harmonisés de suivi et par la variabilité des rapports entre bailleurs et États, ce qui complique l'identification exacte des montants réellement alloués à l'adaptation.

Les principaux défis relevés concernent la faible implication des jeunes dans les processus institutionnels, l'instabilité politique, le manque de ressources humaines et financières, la portée géographique limitée des actions, les barrières linguistiques et la perte de cohésion entre acteurs. Ces constats rejoignent Fraussen et Halpin (2018), qui soulignent que l'instabilité institutionnelle limite la capacité des organisations à maintenir un engagement durable. Checkoway et Aldana (2013) nuancent cependant en montrant qu'un ancrage local solide et des mécanismes formalisés de représentation peuvent atténuer ces effets. Taft et Gordon (2015) observent que, même lorsque les mobilisations climatiques portées par les jeunes gagnent en visibilité, elles se heurtent à des obstacles structurels freinant leur influence sur les décisions financières. Hemmati et Rogers (2015) indiquent toutefois que la combinaison de plaidoyer institutionnel et de mobilisation communautaire, soutenue par des partenariats stratégiques, peut contribuer à surmonter ces obstacles.

Les opportunités relevées par les répondants incluent l'ouverture de canaux de dialogue avec les bailleurs, un accès élargi aux espaces décisionnels, la co-conception de politiques, la visibilité médiatique et le renforcement des réseaux. Ces éléments rejoignent les recommandations du PNUE (2024) et du PNUD (2023), qui insistent sur l'intégration des jeunes dans les cadres formels de planification, tels que les Plans nationaux d'adaptation (PNA) et les Contributions déterminées au niveau national (CDN). Le développement de partenariats techniques et financiers ainsi que le partage d'expériences apparaissent également comme des leviers majeurs pour accroître l'impact du plaidoyer. Selon le PNUE (2024), ces approches favorisent l'équité et la pertinence des financements mobilisés, tout en assurant une meilleure adéquation des stratégies aux réalités locales.

L'hypothèse H2, selon laquelle le plaidoyer mené par les jeunes contribue positivement à l'augmentation des financements destinés à l'adaptation climatique en Afrique, est partiellement vérifiée. Les résultats montrent que ce plaidoyer produit des effets qualitatifs notables, notamment sur la sensibilisation, l'évolution des discours et l'influence des priorités politiques, mais ces avancées ne se traduisent pas encore par une augmentation significative et mesurable des ressources financières mobilisées.

6 Conclusion et recommandations

Le financement de l'adaptation constitue un levier stratégique pour renforcer la résilience des pays africains face aux impacts du changement climatique. Dans un contexte où

L'écart entre les besoins réels et les ressources disponibles reste considérable, cette étude analyse à la fois les mécanismes actuels de financement et leurs limites, ainsi que les actions de plaidoyer menées par les jeunes africains pour mobiliser davantage de ressources. Elle met également en lumière les effets perçus de ces initiatives, les défis rencontrés et les opportunités qu'elles offrent pour renforcer la place de la jeunesse dans les stratégies d'adaptation. Aujourd'hui, les mécanismes existants peinent à répondre à l'ampleur des besoins des populations les plus vulnérables. Leur portée demeure freinée par des critères d'accès restrictifs, des procédures complexes et un manque d'accompagnement institutionnel, limitant ainsi leur capacité à soutenir des actions durables et inclusives. Parallèlement, l'engagement structuré des jeunes africains démontre leur aptitude à créer des espaces de dialogue, sensibiliser les décideurs et placer le financement de l'adaptation au cœur des priorités politiques. Toutefois, ces efforts, bien que porteurs de gains qualitatifs notables en termes de visibilité et de mobilisation, ne se traduisent pas encore par une augmentation significative et durable des ressources financières allouées à l'adaptation climatique. Il devient donc essentiel de renforcer l'efficacité des mécanismes existants et de consolider les acquis du plaidoyer, en intégrant pleinement la jeunesse dans les processus décisionnels et en développant des dispositifs de financement plus accessibles, inclusifs et pérennes.

En se basant sur les résultats de cette étude, les recommandations suivantes peuvent être données :

i. Les gouvernements africains

- Créer des guichets nationaux de financement dédiés aux initiatives communautaires d'adaptation climatique ;
- Mettre en place des procédures nationales simplifiées et accélérées pour l'accès aux financements d'adaptation gérés au niveau national ou régional, et créer des mécanismes d'appui technique pour aider les porteurs de projets (ONG et autres structures) à se conformer rapidement aux exigences des fonds internationaux ;
- Allouer une part fixe des budgets nationaux d'adaptation aux projets locaux répondant aux besoins prioritaires des populations vulnérables ;
- Fournir un appui technique et juridique aux porteurs de projets communautaires pour renforcer leurs capacités à mobiliser des financements ;
- Organiser des formations régulières sur la gestion de projets, le suivi-évaluation et le montage de propositions ;
- Intégrer des représentants de diverses communautés dans les comités de planification et de suivi des financements climatiques ;
- Mettre en place un système de suivi et de transparence sur l'utilisation des fonds, avec publication régulière des rapports accessibles au public ;
- Renforcer la collecte et l'analyse de données climatiques et socio-économiques pour mieux cibler les besoins et justifier les demandes de financement ;

- Décentraliser la gestion des financements d'adaptation, en donnant plus de compétences et de moyens aux collectivités locales ;
- Créer des incitations fiscales pour encourager les investissements privés dans les projets d'adaptation ;
- Assurer l'inclusion systématique des groupes vulnérables (jeunes, femmes, peuples autochtones) dans la définition des priorités et la mise en œuvre, notamment lors des processus d'élaboration des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA), des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), des Plans Genre et Changement Climatique, et autres stratégies nationales, ainsi que leur implication dans la mise en œuvre ;
- Former des experts et cadres nationaux maîtrisant les mécanismes de financement de l'adaptation afin de renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour mobiliser efficacement les ressources disponibles ;
- Mettre en place des dispositifs permanents de collecte, de centralisation et de diffusion de données scientifiques et techniques pertinentes, utiles pour la planification, la justification et le suivi des projets d'adaptation ;
- Renforcer la coopération régionale pour partager les bonnes pratiques, harmoniser les critères d'accès aux financements et faciliter la mise en œuvre de projets transfrontaliers d'adaptation.

ii. Les bailleurs de fonds et institutions financières internationales

- Réviser les critères d'éligibilité afin d'inclure pleinement les projets communautaires, notamment ceux issus de zones rurales ou marginalisées ;
- Assouplir les critères d'accès aux financements afin de réduire la complexité des procédures et élargir l'inclusion des porteurs de projets ;
- Créer de nouveaux mécanismes de financement spécifiquement accessibles aux organisations non gouvernementales, aux jeunes porteurs d'initiatives à fort impact et aux associations communautaires ;
- Réduire les exigences en matière de garanties financières et privilégier des financements souples (micro-subventions, financements basés sur les résultats) ;
- Développer des mécanismes spécifiques pour financer les projets répondant aux besoins identifiés par les communautés elles-mêmes ;
- Traduire les appels à projets et documents d'orientation dans les langues locales pour élargir l'accessibilité ;
- Créer des plateformes régionales de dépôt et de suivi des demandes de financement, accessibles à tous les porteurs de projets ;
- Associer systématiquement les communautés bénéficiaires à toutes les étapes du cycle des projets financés, de la conception à l'évaluation ;
- Mettre en place des mécanismes de suivi et de transparence obligatoires, avec publication régulière des données sur les financements alloués, leur utilisation et leurs impacts mesurables ;

- Encourager la flexibilité dans la durée des financements pour permettre aux projets d'adaptation d'avoir un impact durable ;
- Créer des fonds régionaux multi-bailleurs pour mutualiser les ressources, réduire les coûts administratifs et favoriser la coopération transfrontalière sur les enjeux d'adaptation ;
- Octroyer un quota minimal de financements pour les initiatives portées par ou impliquant directement des groupes vulnérables (jeunes, femmes, peuples autochtones et autres) dans la conception et la mise en œuvre des projets.

iii. Les organisations (ONG, réseaux, consortium) et parties prenantes de proximité

- Renforcer leur structuration interne afin de répondre aux exigences des bailleurs et accroître leur crédibilité ;
- Établir des partenariats stratégiques avec des ONG, universités, entreprises, coopératives et réseaux professionnels pour bénéficier de mentorat, de ressources techniques et de cofinancement ;
- Organiser des actions de plaidoyer coordonnées afin d'influencer les politiques nationales et internationales relatives au financement de l'adaptation ;
- Mettre en place des systèmes de suivi participatif permettant de documenter de manière transparente l'impact réel des financements reçus ;
- Former leurs membres aux outils numériques pour faciliter la recherche de financements, améliorer la gestion administrative et renforcer la transparence dans l'utilisation des ressources ;
- Collaborer activement avec les journalistes, les médias locaux et les influenceurs afin de sensibiliser le grand public, valoriser les réussites et accroître la visibilité des projets d'adaptation ;
- Contribuer activement à la recherche scientifique sur le financement de l'adaptation en Afrique pour enrichir les données et éclairer les décisions ;
- Mobiliser les leaders communautaires et religieux comme relais d'information et facilitateurs de dialogue autour des projets d'adaptation ;
- Créer des réseaux locaux de partage d'expériences et de bonnes pratiques entre porteurs de projets pour favoriser l'apprentissage mutuel et renforcer l'impact collectif.

iv. Les organisations régionales, panafricaines et parties prenantes à la CCNUCC

- Harmoniser les politiques et stratégies régionales d'adaptation afin de faciliter l'accès coordonné aux financements internationaux ;
- Négocier collectivement avec les bailleurs au nom des États membres pour obtenir des conditions plus équitables et adaptées aux réalités africaines ;
- Développer et alimenter des mécanismes financiers propres au continent, incluant des fonds régionaux dédiés à l'adaptation ;

- Renforcer la coopération transfrontalière sur les enjeux communs, tels que la gestion durable des bassins fluviaux, la protection des zones côtières ou la lutte contre la désertification ;
- Assurer une présence africaine renforcée et coordonnée dans les négociations de la CCNUCC afin de défendre les priorités du continent en matière de financement de l'adaptation ;
- Prioriser davantage les questions d'adaptation et de financement de l'adaptation lors des négociations à la COP, et renforcer les capacités des négociateurs du Groupe africain pour accroître leur influence ;
- Mettre en évidence que le recours aux prêts pour financer l'adaptation en Afrique reflète une injustice climatique et plaider pour un basculement vers des financements sous forme de subventions ;
- Soutenir la mise en place de systèmes régionaux de suivi, de transparence et de partage d'informations sur l'utilisation et l'impact des financements reçus ;

v. Secteur privé, banques locales et investisseurs d'impact

- Financer directement des projets communautaires d'adaptation par des subventions, cofinancements et mécénats ciblés ;
- Soutenir la mise en place d'infrastructures et de technologies résilientes à travers des partenariats public-privé équitables ;
- Créer des fonds d'investissement à impact exclusivement dédiés à l'adaptation, avec des critères clairs et accessibles ;
- Émettre des obligations vertes ou bleues orientées adaptation, avec un suivi transparent des résultats ;
- Intégrer des critères d'adaptation dans les politiques ESG et publier régulièrement des rapports de progrès ;
- Appuyer des incubateurs et accélérateurs dédiés aux innovations frugales et aux solutions locales d'adaptation ;
- Cofinancer des projets de terrain en partenariat avec des ONG, des collectivités et des universités ;
- Participer activement aux systèmes de collecte et de diffusion de données climatiques utiles aux communautés.

vi. Mouvements de jeunes et jeunes activistes

- Renforcer leurs capacités en matière de compréhension des mécanismes de financement de l'adaptation et de suivi des politiques climatiques ;
- Développer des plateformes collaboratives pour mutualiser les expériences, les données et les bonnes pratiques sur l'accès aux financements ;
- Porter des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer ciblées pour mettre en lumière les besoins d'adaptation des communautés vulnérables ;

- S'impliquer activement dans les processus de planification et de suivi des projets financés, en veillant à la redevabilité des acteurs ;
- Nouer des alliances stratégiques avec des médias, des influenceurs et d'autres mouvements sociaux pour renforcer l'impact du plaidoyer ;
- Documenter et diffuser des études de cas illustrant l'impact concret des projets d'adaptation financés ;
- Participer aux négociations et aux espaces de décision liés au climat pour y intégrer systématiquement la question du financement de l'adaptation ;
- Développer des initiatives innovantes et reproductibles qui démontrent la faisabilité et l'efficacité des solutions locales d'adaptation.

Références bibliographiques

Abbass, K., Qasim, M. Z., Song, H., Murshed, M., & Mahmood, H. (2022). A review of the global climate change impacts, adaptation and sustainable mitigation measures. *Environmental Science and Pollution Research*, 29(28), 42539–42559.

<https://doi.org/10.1007/s11356-022-19718-6>

Adger, W. N., Arnell, N. W., & Tompkins, E. L. (2005). Successful adaptation to climate change across scales. *Global Environmental Change*, 15(2), 77–86.

<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2004.12.005>

Adger, W. N., Agrawala, S., Mirza, M., Conde, C., O'Brien, K., Pulhin, J., Pulwarty, R., Smit, B., & Takahashi, K. (2007). Assessment of adaptation practices, options, constraints and capacity. In *Climate change 2007: Impacts, adaptation and vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (pp. 717–743). Cambridge University Press.

Adler, M. D. (2007). Corrective justice and liability for global warming. *University of Pennsylvania Law Review*, 155, 1859–1867.

African Development Bank. (2023). *Egypt: the Abu Rawash wastewater treatment plant, a model of sustainable development*.

<https://www.afdb.org/en/success-stories/egypt-abu-rawash-wastewater-treatment-plant-model-sustainable-development-60110>

African Risk Capacity Group. (n.d.). *African Risk Capacity*. <https://www.arc.int>

Ahmed, A., Mohamed, N. S., Siddig, E. E., Algaily, T., Sulaiman, S., & Ali, Y. (2021). The impacts of climate change on displaced populations: A call for action. *Journal of Climate Change and Health*, 3, 100057. <https://doi.org/10.1016%2Fj.joclim.2021.100057>

Alami, I., Alves, C., Bonizzi, B., Kaltenbrunner, A., Koddenbrock, K., Kvandraven, I., & Powell, J. (2023). International financial subordination: A critical research agenda. *Review of International Political Economy*, 30(4), 1360–1386.

<https://doi.org/10.1080/09692290.2022.2098359>

Allan, J. I. (2020). *The new climate activism: NGO authority and participation in climate change governance*. University of Toronto Press. <https://doi.org/10.3138/9781487538125>

Alonso-Epelde, E., García-Muros, X., & González-Eguino, M. (2024). Climate action from a gender perspective: A systematic review of the impact of climate policies on inequality. *Energy Research & Social Science*, 112, 103511. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2024.103511>

Arnot, G., Thomas, S., Pitt, H., & Warner, E. (2023). “It shows we are serious”: Young people in Australia discuss climate justice protests as a mechanism for climate change advocacy and action. *Australian and New Zealand Journal of Public Health*, 47, 100048.

<https://doi.org/10.1016/j.anzjph.2023.100048>

Arteaga, E., Nalau, J., Biesbroek, R., & Howes, M. (2023). Unpacking the theory-practice gap in climate adaptation. *Climate Risk Management*, 42, 100567.

<https://doi.org/10.1016/j.crm.2023.100567>

Aruta, J. J. B. R., & Guinto, R. R. (2022). Safeguarding youth health in climate-vulnerable countries. *The Lancet Child & Adolescent Health*, 6(3), 223–224.

<https://doi.org/10.1016%2FS2352-4642%2822%2900029-3>

Asian Development Bank. (n.d.). *Climate change fund*. <https://www.adb.org/climate-change-fund>

Azare, I. M., Abdullahi, M. S., Adebayo, A. A., Dantata, I. J., & Duala, T. (2020). Deforestation, desert encroachment, climate change and agricultural production in the Sudano-Sahelian Region of Nigeria. *Journal of Applied Sciences and Environmental Management*, 24(1), 127–132.

<https://link.springer.com/articles/cas-redirect/1:CAS:528:DC%2BB38XktlShsbs%3D>

Barrett, S. (2022). 20 years of adaptation finance: Taking stock of origins, destinations and determinants of allocation. In *Handbook of international climate finance* (pp. 187–212). [Edward Elgar Publishing](#).

Berrang-Ford, L., Siders, A. R., Lesnikowski, A., Fischer, A. P., Callaghan, M. W., Haddaway, N. R., Mach, K. J., Araos, M., Shah, M. A. R., Wannowitz, M., Doshi, D., Leiter, T., Matavel, C., Musah-Surugu, J. I., Wong-Parodi, G., Antwi-Agyei, P., Ajibade, I., Chauhan, N., Kakenmaster, W., ... Abu, T. Z. (2021). A systematic global stocktake of evidence on human adaptation to climate change. *Nature Climate Change*, 11, 989–1000. <https://doi.org/10.1038/s41558-021-01170-y>

Biagini, B., Bierbaum, R., Stults, M., Dobardzic, S., & McNeeley, S. M. (2014). A typology of adaptation actions: A global look at climate adaptation actions financed through the Global Environment Facility. *Global Environmental Change*, 25, 97–108.

<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.01.003>

Biswas, R. R., & Rahman, A. (2023). Adaptation to climate change: A study on regional climate change adaptation policy and practice framework. *Journal of Environmental Management*, 336, 117666. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2023.117666>

Biswas, T., & Mattheis, N. (2022). Strikingly educational: A childist perspective on children's civil disobedience for climate justice. *Educational Philosophy and Theory*, 54(2), 145–157.

<https://doi.org/10.1080/00131857.2021.1880390>

Bondü, R., Holl, A. K., Trommler, D., & Schmitt, M. J. (2022). Responses toward injustice shaped by justice sensitivity—Evidence from Germany. *Frontiers in Psychology*, 13, 858291.

<https://doi.org/10.3389%2Ffpsyg.2022.858291>

Börner, S., Kraftl, P., & Giatti, L. L. (2021). Blurring the 'ism' in youth climate crisis activism: Everyday agency and practices of marginalised youth in the Brazilian urban periphery. *Children's Geographies*, 19(3), 275–283. <https://doi.org/10.1080/14733285.2020.1818057>

Boulianne, S., Lalancette, M., & Ilkiw, D. (2020). "School Strike 4 Climate": Social media and the international youth protest on climate change. *Media and Communication*, 8(2), 208. <https://doi.org/10.17645/mac.v8i2.2768>

Booth, T., & Thew, H. (2025). Experiencing climate change and living through it—Provocations for education based on South African youth experiences of climate change policymaking and politics. *Youth*, 5(2), 37. <https://doi.org/10.3390/youth5020037>

Bowman, B. (2020). 'They don't quite understand the importance of what we're doing today': The young people's climate strikes as subaltern activism. *Sustainable Earth*, 3(1), 1–13. <https://doi.org/10.1186/s42055-020-00038-x>

Bracking, S., & Leffel, B. (2021). Climate finance governance: Fit for purpose? *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 12, e709. <https://doi.org/10.1002/wcc.709>

Caney, S. (2010). Climate change and the duties of the advantaged. *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, 13(1), 203–228. <https://doi.org/10.1080%2F13698230903326331>

Chambwera, M., Heal, G., Dubeux, C., Hallegatte, S., Leclerc, L., Markandya, A., McCarl, B. A., Mechler, R., & Neumann, J. E. (2014). Economics of adaptation. In C. B. Field, V. R. Barros, D. J. Dokken, et al. (Eds.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the IPCC*. Cambridge University Press. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-Chap17_FINAL.pdf

Checkoway, B., & Aldana, A. (2013). Four forms of youth civic engagement for diverse democracy. *Children and Youth Services Review*, 35(11), 1894–1899. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2013.09.005>

Chen, Y. (2021). Reconciling common but differentiated responsibilities principle and no more favourable treatment principle in regulating greenhouse gas emissions from international shipping. *Marine Policy*, 123, 104317. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104317>

Ciplet, D., Falzon, D., Uri, I., Robinson, S., Weikmans, R., & Roberts, J. T. (2022). The unequal geographies of climate finance: Climate injustice and dependency in the world system. *Political Geography*, 99, 102769. <https://doi.org/10.1016%2Fj.polgeo.2022.102769>

Ciplet, D., Roberts, J. T., & Khan, M. (2013). The politics of international climate adaptation funding: Justice and divisions in the greenhouse. *Global Environmental Politics*, 13, 49–68. https://doi.org/10.1162%2FGLEP_a_00153

Ciplet, D., Roberts, J. T., & Khan, M. R. (2015). *Power in a warming world: The new global politics of climate change and the remaking of environmental inequality*. MIT Press.

Clark, R., Reed, J., & Sunderland, T. (2018). Bridging funding gaps for climate and sustainable development: Pitfalls, progress and potential of private finance. *Land Use Policy*, 71, 335–346. <https://doi.org/10.1016%2Fj.landusepol.2017.12.013>

Clark, R., Reed, J., & Sunderland, T. (2018). Bridging funding gaps for climate and sustainable development: Pitfalls, progress and potential of private finance. *Land Use Policy*, 71, 335–346. <https://doi.org/10.1016%2Fj.landusepol.2017.12.013>

Clarke, B., Otto, F., Stuart-Smith, R., & Harrington, L. (2022). Extreme weather impacts of climate change: An attribution perspective. *Environmental Research: Climate*, 1(1), 012001. <https://doi.org/10.1088%2F2752-5295%2Fac6e7d>

Climate Policy Initiative. (2022). *The state of climate finance in Africa: Climate finance needs of African countries*. <https://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2022/06/Climate-Finance-Needs-of-African-Countries-1.pdf>

Climate Policy Initiative & Global Center on Adaptation. (2023). *Accelerating adaptation finance: Africa and global perspectives*. <https://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2023/09/GCA-CPI-Accelerating-Adaptation-Finance.pdf>

Cloutier, G., & Dixon, J. (2020). Urban climate action through participatory planning: A critical analysis of Canadian practices. *Cities*, 103, 102726. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2020.102726>

Conevska, A., Ford, J., & Lesnikowski, A. (2020). Assessing the adaptation fund's responsiveness to developing countries' needs. *Climate and Development*, 12, 436–447. <https://doi.org/10.1080/17565529.2019.1638225>

Dafermos, Y. (2025). Climate finance and global justice. *Climate Policy*, 1–17. <https://doi.org/10.1080/14693062.2025.2482104>

de Ridder, K., Schultz, F. C., & Pies, I. (2023). Procedural climate justice: Conceptualizing a polycentric solution to a global problem. *Ecological Economics*, 214, 107998. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2023.107998>

Doherty, M. D., Lavorel, S., Colloff, M. J., Williams, K. J., & Williams, R. J. (2017). Moving from autonomous to planned adaptation in the montane forests of southeastern Australia under changing fire regimes. *Austral Ecology*, 42(3), 309–316. <https://doi.org/10.1111/aec.12437>

Dolsak, N., & Prakash, A. (2022). Three faces of climate justice. *Annual Review of Political Science*, 25, 283–301. <https://doi.org/10.1146%2Fannurev-polisci-051120-125514>

Doshi, D., & Garschagen, M. (2020). Understanding adaptation finance allocation: Which factors enable or constrain vulnerable countries to access funding? *Sustainability*, 12, 4308. <https://doi.org/10.3390%2Fsu12104308>

Downing, T. E. (2012). Views of the frontiers in climate change adaptation economics. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 3, 161–170. <https://doi.org/10.1002/wcc.157>

Easterling, W. E. (2007). Climate change and the adequacy of food and timber in the 21st century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104(50), 19679–19679. <https://doi.org/10.1073/pnas.0710388104>

Ebi, K. L., & Hess, J. J. (2020). Health risks due to climate change: Inequity in causes and consequences. *Health Affairs*, 39(12), 2056–2062. <https://doi.org/10.1377%2Fhlthaff.2020.01125>

Ehsan, S., Begum, R. A., Abdul Maulud, K. N., & Mia, M. S. (2022). Assessing household perception, autonomous adaptation and economic value of adaptation benefits: Evidence from West Coast of Peninsular Malaysia. *Advances in Climate Change Research*, 13(5), 738–758. <https://doi.org/10.1016/j.accre.2022.06.002>

Eisenack, K. (2012). Archetypes of adaptation to climate change. In *Human-nature interactions in the Anthropocene*. Routledge, Abingdon, Oxfordshire, UK.

Eriksen, S., Schipper, E. L. F., Scoville-Simonds, M., Vincent, K., Adam, H. N., Brooks, N., Harding, B., Khatri, D., Lenaerts, L., Liverman, D., Mills-Novoa, M., Mosberg, M., Movik, S., Muok, B., Nightingale, A., Ojha, H., Sygna, L., Taylor, M., Vogel, C., & West, J. J. (2021). Adaptation interventions and their effect on vulnerability in developing countries: Help, hindrance or irrelevance? *World Development*, 141, 105383. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105383>

Fankhauser, S., & Burton, I. (2011). *Spending adaptation money wisely*. Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, LSE. <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/spending-adaptation-money-wisely/>

Fankhauser, S. (2017). Adaptation to climate change. *Annual Review of Resource Economics*, 9, 209–230. <https://doi.org/10.1146/annurev-resource-100516-033554>

Fernandes-Jesus, M., & Gomes, R. (2020). Multiple players, different tactics, a shared goal: Building bridges and political agency while fighting against oil and gas drilling. *Frontiers in Communication*, 5, 1–14. <https://doi.org/10.3389/fcomm.2020.00033>

Food Securities Fund. (n.d.). *Food Securities Fund*. <https://www.foodsecuritiesfund.com>

Foran, J., Gray, S., & Grosse, C. (2017). “Not yet the end of the world”: Political cultures of opposition and creation in the global youth climate justice movement. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 9(2), 353–379. <https://www.interfacejournal.net/wordpress/wp-content/uploads/2017/12/Interface-9-2-Foran-Gray-Grosse.pdf>

Ford, J. D., et al. (2018). Preparing for the health impacts of climate change in Indigenous communities: The role of community-based adaptation. *Global Environmental Change*, 49, 129–139. <https://doi.org/10.1016%2Fj.gloenvcha.2018.02.006>

FridaysForFuture. (2020). *Fridays For Future - Who we are*. Retrieved 1 July 2020. <https://fridaysforfuture.org>

Fraussen, B., & Halpin, D. R. (2016). Political parties and interest organizations at the crossroads: Perspectives on the transformation of political organizations. *Political Studies Review*, 16(1), 25–37. <https://doi.org/10.1177/1478929916644868>

Füssel, H.-M., Hallegatte, S., & Reder, M. (2012). International adaptation funding. In Edenhofer, O., Wallacher, J., Lotze-Campen, H., Reder, M., Knopf, B., & Müller, J. (Eds.), *Climate change, justice and sustainability: Linking climate and development policy*. Dordrecht: Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-007-4540-7_29

Galanis, G., Napoletano, M., Popoyan, L., Sapiro, A., & Vardakoulias, O. (2025). Defining just transition. *Ecological Economics*, 227, 108370. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2024.108370>

Gardiner, S. M., & Weisbach, D. A. (2016). *Debating climate ethics*. New York: Oxford University Press.

Garschagen, M., & Doshi, D. (2022). Does funds-based adaptation finance reach the most vulnerable countries? *Global Environmental Change*, 73, 102450.

<https://doi.org/10.1016%2Fj.gloenvcha.2021.102450>

Gaventa, J., & Barrett, G. (2012). Mapping the outcomes of citizen engagement. *World Development*, 40(12), 2399–2410. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2012.05.014>

Gilio-Whitaker, D. (2019). *As long as grass grows: The Indigenous fight for environmental justice, from colonization to Standing Rock*. Beacon.

Global Center on Adaptation. (2022). *State and trends in adaptation 2022: Adaptation finance flows in Africa*. GCA.

<https://gca.org/reports/state-and-trends-in-adaptation-2022-adaptation-finance-flows-in-africa/>

Gollwitzer, M., Schmitt, M., Schalke, R., Maes, J., & Baer, A. (2005). Asymmetrical effects of justice sensitivity perspectives on prosocial and antisocial behavior. *Social Justice Research*, 18, 183–201. <https://link.springer.com/doi/10.1007/s11211-005-7368-1>

Government of Bolivia. (2009b). Submission by the Republic of Bolivia to the ad hoc working group on long-term cooperative action under the [UNFCCC] (AWG-LCA).

<https://boliviaringing.blogspot.com/2009/04/bolivia-rich-countries-must-pay-their.html>

Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, LSE. (2023). *Corruption and integrity risks in climate solutions: An emerging global challenge*.

<https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2023/10/Corruption-and-integrity-risks-in-climate-solutions.pdf>

Grasso, M. (2010). An ethical approach to climate adaptation finance. *Global Environmental Change*, 20, 74–81. <https://doi.org/10.1016%2Fj.gloenvcha.2009.10.006>

Greenleft. (2019). Unions join students' call to strike for real climate action, p. 6.

Guzmán, S., Dobrovich, G., Balm, A., & Meattle, C. (2022, June 28). *Climate finance needs of African countries*. Climate Policy Initiative (CPI).

<https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/climate-finance-needs-of-african-countries/>

Han, H., & Ahn, S. (2020). Youth mobilization to stop global climate change: Narratives and impact. *Sustainability*, 12(10), 4127. <https://doi.org/10.3390/su12104127>

Haque, A. N. (2021). Climate risk responses and the urban poor in the global South: The case of Dhaka's flood risk in the low-income settlements. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 64, 102534. <https://doi.org/10.1016%2Fj.ijdrr.2021.102534>

Hebbale, C., & Urpelainen, J. (2023). *Debt-for-adaptation swaps: A financial tool to help climate vulnerable nations*. Brookings Institution.

Hemmati, M., & Rogers, F. (2015). Engaging stakeholders in climate change adaptation: Lessons learned from European and international experiences. *Environmental Science & Policy*, 54, 485–494. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.08.011>

Holman, I. P., Brown, C., Carter, T. R., Harrison, P. A., & Rounsevell, M. (2019). Improving the representation of adaptation in climate change impact models. *Regional Environmental Change*, 19, 711–721. <https://doi.org/10.1007/s10113-018-1328-4>

Holmberg, A., & Alvinius, A. (2020). Children's protest in relation to the climate emergency: A qualitative study on a new form of resistance promoting political and social change. *Childhood*, 27(1), 78–92. <https://doi.org/10.1177/0907568219879970>

IPCC. (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability – Summary for Policymakers*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.

https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf

IPCC. (2022). Summary for policymakers. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2212096323000931#bb0145>

IPCC. (2023). Summary for policymakers. In *Climate Change 2023: Synthesis Report*. A Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2212096323000931#bb0150>

Islam, M. M. (2022). Distributive justice in global climate finance – Recipients' climate vulnerability and the allocation of climate funds. *Global Environmental Change*, 73, 102475.

<https://doi.org/10.1016%2Fj.gloenvcha.2022.102475>

Juhola, S. K., Käyhkö, J., Heikkinen, M., Neson, T.-S., & Tuhkanen, H. (2022). Governance and everyday adaptations? Examining the disconnect between planned and autonomous adaptation through justice outcomes. *Ecology and Society*, 27(4), 41. <https://doi.org/10.5751/ES-13664-270441>

Jung, J., Petkanic, P., Nan, D., & Kim, J. (2020). When a girl awakened the world: A user and social message analysis of Greta Thunberg. *Sustainability*, 12(7), 2707. <https://doi.org/10.3390/su12072707>

Kam, P. M., Aznar-Siguan, G., Schewe, J., Milano, L., Ginnetti, J., Willner, S., McCaughey, J. W., & Bresch, D. N. (2021). Global warming and population change both heighten future risk of human displacement due to river floods. *Environmental Research Letters*, 16(4), 044026. <https://doi.org/10.1088%2F1748-9326%2Fabd26c>

Kashwan, P. (2021). Climate justice in the Global North: An introduction. *Case Studies in the Environment*, 5, 1125003.

Kates, R. W., Travis, W. R., & Wilbanks, T. J. (2012). Transformational adaptation when incremental adaptations to climate change are insufficient. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109(19), 7156–7161. <https://doi.org/10.1073/pnas.1115521109>

Khan, M., Robinson, S., Weikmans, R., Ciplet, D., & Roberts, J. T. (2020). Twenty-five years of adaptation finance through a climate justice lens. *Climatic Change*, 161, 251–269. <https://doi.org/10.1007/s10584-019-02563-x>

Khan, M. R., Noor, A., Haque, N., & others. (2025). Bridging adaptation finance gap through an international air passenger solidarity levy. *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*, 30, 29. <https://doi.org/10.1007/s11027-025-10213-0>

Kluttz, J., & Walter, P. (2018). Conceptualizing learning in the climate justice movement. *Adult Education Quarterly*, 68(2), 91–107. <https://doi.org/10.1177/0741713617751043>

Kogo, B. K., Kumar, L., & Koech, R. (2021). Climate change and variability in Kenya: A review of impacts on agriculture and food security. *Environment, Development and Sustainability*, 23(1), 23–43. <https://link.springer.com/doi/10.1007/s10668-020-00589-1>

Kolmaš, M. (2022). The failure of CBDR in global environmental politics. *Global Environmental Politics*, 23(1), 1–9. https://doi.org/10.1162/glep_a_00681

Kulanga, S. G., Masao, C. A., Kafanabo, E. J., & Skovdal, M. (2025). Young people's perceptions of climate change in Africa: A scoping review. *Global Studies of Childhood*. <https://doi.org/10.1177/20436106251349848>

Kumar, S., & Sharifi, A. (2022). SDGs in global south cities for building resilience to climate change. In *SDGs in the Asia and Pacific Region* (pp. 1–29). Springer International Publishing, Cham. http://scholar.google.com/scholar_lookup?&title=SDGs%20in%20global%20south%20cities%20for

[%20building%20resilience%20to%20climate%20change&pages=1-29&publication_year=2022&author=Kumar%2CS&author=Sharifi%2CA](#)

Lee, T., & Van de Meene, S. (2012). Who teaches and who learns? Policy learning through the C40 cities climate network. *Policy Sciences*, 45(3), 199–220. <https://doi.org/10.1007/s11077-012-9159-5>

Lim, B., Spanger-Siegfried, E., Burton, I., Malone, E., & Huq, S. (2005). *Adaptation Policy Frameworks for Climate Change: Developing Strategies, Policies and Measures*. Cambridge University Press.

https://www.preventionweb.net/files/7995_APF.pdf

Lindegaard, L. S., & Sen, L. T. H. (2022). Everyday adaptation, interrupted agency and beyond: Examining the interplay between formal and everyday climate change adaptations. *Ecology and Society*, 27(4), 42. <https://doi.org/10.5751/ES-13610-270442>

Madison, N., & Klang, M. (2020). The case for digital activism: Refuting the fallacies of slacktivism. *Journal of Digital Social Research*, 2(2), 28–47. <https://doi.org/10.33621/jdsr.v2i2.25>

Magnan, A. K., Schipper, E. L. F., & Duvat, V. K. E. (2020). Frontiers in climate change adaptation science: Advancing guidelines to design adaptation pathways. *Current Climate Change Reports*, 6(4), 166–177. <https://doi.org/10.1007/s40641-020-00166-8>

Magnan, A. K., Schipper, E. L. F., Burkett, M., Bharwani, S., Burton, I., Eriksen, S., Gemenne, F., Schaar, J., & Zervogel, G. (2016). Addressing the risk of maladaptation to climate change. *WIREs Climate Change*, 7(5), 646–665. <https://doi.org/10.1002/wcc.409>

Majedul Islam, M. M. (2022). Threats to humanity from climate change. In *Climate change: The social and scientific construct* (pp. 21–36). Springer International Publishing, Cham. https://link.springer.com/doi/10.1007/978-3-030-86290-9_2

Malafaia, C. (2022). ‘Missing school isn’t the end of the world (actually, it might prevent it)’: Climate activists resisting adult power, repurposing privileges and reframing education. *Ethnography and Education*, 17(4), 421–440. <https://doi.org/10.1080/17457823.2022.2123248>

Malafaia, C., Luhtakallio, E., Menezes, I., & others. (2018). Being civic while disavowing politics: An ethnography of a youth NGO in Portugal. *Current Sociology*, 66(5), 769–787. https://journals.sagepub.com/servlet/linkout?suffix=e_1_3_3_31_1&dbid=4&doi=10.1177%2F13607804241282942&key=10.1177%2F0011392117704243&site=sa

Malik, I. H., & Ford, J. D. (2024). Addressing the Climate Change Adaptation Gap: Key Themes and Future Directions. *Climate*, 12(2), 24. <https://doi.org/10.3390/cli12020024>

Malik, I.H. (2022). Anthropogenic causes of recent floods in Kashmir Valley: A study of 2014 flood. *SN Social Sciences*, 2, 1–18. <https://doi.org/10.1007/s43545-022-00463-z>

Malik, I.H. (2022). Flood risk assessment and analysis of Kashmir Valley Floor. In *Re-Envisioning Advances in Remote Sensing* (pp. 133–141). CRC Press: Boca Raton, FL, USA.

https://scholar.google.com/scholar_lookup?title=Flood+risk+assessment+and+analysis+of+Kashmir+Valley+Floor&author=Malik,+I.H.&publication_year=2022&pages=133%280%93141

Malowa, V., Owor, A., Merissa, E., Lado, S., & Mayelle, H. (2020). The erasure of Vanessa Nakate portrays an idealised climate activism. *Africa at LSE*, 1–8. <https://eprints.lse.ac.uk/103753/>

Marques, L. (2020). Climate emergency. In *Capitalism and Environmental Collapse*. Springer, Cham. <https://link.springer.com/doi/10.1007/978-3-030-47527-7>

Martinez-Alier, J. (2002). *The environmentalism of the poor: A study of ecological conflicts and valuation*. Edward Elgar, Cheltenham and Northampton.

<https://doi.org/10.4337%2F9781843765486>

Martiskainen, M., Axon, S., Sovacool, B. K., Sareen, S., Del Rio, D. F., & Axon, K. (2020). Contextualizing climate justice activism: Knowledge, emotions, motivations, and actions among climate strikers in six cities. *Global Environmental Change*, 65, 102180.

<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102180>

Martiskainen, M., Axon, S., Sovacool, B. K., Sareen, S., Furszyfer Del Rio, D., & Axon, K. (2020). Contextualizing climate justice activism: Knowledge, emotions, motivations, and actions among climate strikers in six cities. *Global Environmental Change*, 65, 102180.

<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102180>

McCarthy, J. J. (2001). *Climate Change 2001: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1002/joc.775>

McDonald, J., & McCormack, P. C. (2021). Rethinking the role of law in adapting to climate change. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 12, e726. <https://doi.org/10.1002/wcc.726>

McGregor, C., & Christie, B. (2021). Towards climate justice education: Views from activists and educators in Scotland. *Environmental Education Research*, 27(5), 652–668.

<https://doi.org/10.1080/13504622.2020.1865881>

McLeman, R. (2017). Migration and land degradation. *Global Land Outlook Working Paper*. UNCCD.

Méndez, M. (2020). *Climate Change from the Streets: How Conflict and Collaboration Strengthen the Environmental Justice Movement*. Yale University Press: New Haven, CT, USA.

https://scholar.google.com/scholar_lookup?title=Climate+Change+from+the+Streets:+How+Conflict+and+Collaboration+Strengthen+the+Environmental+Justice+Movement&author=M%C3%A9ndez,+M.&publication_year=2020

Menegaki, A. N., Tsounis, N., & Agiomirgianakis, G. M. (2022). The economic impact of climate change (CC) on the Greek economy. *Environment, Development and Sustainability*, 24, 8145–8161. <https://doi.org/10.1007/s10668-021-01776-4>

Meraj, G., & Hashimoto, S. (2025). Bridging the adaptation finance gap: The role of nature-based solutions for climate resilience. *Sustainability Science*, 20, 1093–1107.

<https://doi.org/10.1007/s11625-025-01655-1>

Mersha, A. A., & van Laerhoven, F. (2018). The interplay between planned and autonomous adaptation in response to climate change: Insights from rural Ethiopia. *World Development*, 107, 87–97. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.03.001>

Mitra, P., Ribeiro, M. P., Melina, G., Belianska, A., Bohme, N., Cai, K., Diallo, Y., Jain, S., & Zerbo, S. (2022). *Climate Change and Select Financial Instruments: An Overview of Opportunities and Challenges for Sub-Saharan Africa*. International Monetary Fund: Washington, DC, USA.

Mogelgaard, K., Dinshaw, A., Ginoja, N., Gutiérrez, M., Preethan, P., & Waslander, J. (2018). *From Planning to Action: Mainstreaming Climate Change Adaptation Into Development*.

<https://files.wri.org/s3fs-public/from-planning-action-mainstreaming-climate-change-addaptation-into-development.pdf>

Mohamed, T. S., Crane, T. A., Derbyshire, S., & Roba, G. (2025). A review of approaches to the integration of humanitarian and development aid: The case of drought management in the Horn of Africa. *Pastoralism: Research, Policy and Practice*, 15, 14001.

<https://doi.org/10.3389%2Fpast.2025.14001>

Mortensen, T. B., & Dadhich, T. (2025). Broadening the meanings of youth climate activism: A review of the literature from Asia. *Youth*, 5(3), 67. <https://doi.org/10.3390/youth5030067>

Munira, S., Bashar, R., Easher, T. H., & Khan, M. R. (2021). Climate finance in the UNFCCC negotiations: Bridging gaps with lessons learnt. In *Climate Change in Bangladesh: A Cross-Disciplinary Framework* (pp. 1–24). Springer: Berlin/Heidelberg, Germany.

Murtinho, F., & Hayes, T. M. (2012). Adaptation in resource-dependent communities: A call for greater methodological clarity in adaptation field research. *Society & Natural Resources*, 25(5), 513–522.

Mustak, S. (2022). Climate change and disaster-induced displacement in the global south: A review. In *Climate Change, Disaster and Adaptations: Contextualising Human Responses to Ecological Change* (pp. 107–120).

Kauffman, N., & Hill, K. (2021). Climate change, adaptation planning and institutional integration: A literature review and framework. *Sustainability*, 13(19), 10708.

<https://doi.org/10.3390/su131910708>

Neas, S., Butler, C., Gavens, L., & Parkhill, K. (2022). Young people's climate activism: A review of the literature. *Frontiers in Political Science*, 4, 940876. <https://doi.org/10.3389/fpol.2022.940876>

Neas, S. (2023). Narratives and impacts of formal climate education experienced by young climate activists. *Environmental Education Research*, 29, 1832–1848.

<https://doi.org/10.1080/13504622.2023.2193684>

- Nest, M. (2020). Corruption and climate finance. *U4 Anti-Corruption Resource Centre Brief*. <https://www.u4.no/publications/corruption-and-climate-finance.pdf>
- Newell, P. (2022). Climate justice. *Journal of Peasant Studies*, 49, 915–923. <https://doi.org/10.1080%2F03066150.2022.2080062>
- Ngcamu, B. S., & Chari, F. (2020). Drought influences on food insecurity in Africa: A systematic literature review. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(16), 5897. <https://doi.org/10.3390%2Fijerph17165897>
- Nkrumah, B. (2021). Eco-activism: Youth and climate justice in South Africa. *Environmental Claims Journal*, 33(4), 328–350. <https://doi.org/10.1080/10406026.2020.1858599>
- OECD. (2020). *Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2013–18*. OECD Publishing, pp. 1–62.
- OECD. (2024). *Climate Adaptation Investment Framework*. Green Finance and Investment. OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/8686fc27-en>
- OCDE. (2024). *Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2022: Le financement climatique et l'objectif des 100 milliards de dollars*. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/9db2b91d-fr>
- OECD. (2025). *Scaling up finance and investment for climate change adaptation*. <https://doi.org/10.1787/b8d425a2-en>
- Offei-Darko, L., & Gandonou, N. (2025). A rapid literature review of climate financing for youths in Sub-Saharan Africa. *African Journal of Climate Change and Resource Sustainability*, 4(1), 295–303. <https://doi.org/10.37284/ajccrs.4.1.3014>
- Ogunbode, C. A. (2022). Climate justice is social justice in the Global South. *Nature Human Behaviour*, 6, 1443. <https://doi.org/10.1038%2Fs41562-022-01456-x>
- Okereke, C. (2010). Climate justice and the international regime. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 1(3), 462–474. <https://doi.org/10.1002/wcc.52>
- Olajide, O., & Lawanson, T. (2014). Climate change and livelihood vulnerabilities of low-income coastal communities in Lagos, Nigeria. *International Journal of Urban Sustainable Development*, 6, 42–51. <https://doi.org/10.1080%2F19463138.2013.878348>
- Olson, M. (1965). *The logic of collective action: Public goods and the theory of groups*. Harvard University Press. <https://doi.org/10.4159/9780674041660-002>
- Orcesi, A., O'Connor, A., Bastidas-Arteaga, E., Stewart, M. G., Imam, B., Kreislova, K., Schoefs, F., Markogiannaki, O., Wu, T., Li, Y., & Salman, A. (2022). Investigating the effects of climate change on material properties and structural performance. *Structural Engineering International*, 32(4), 577–588. <https://doi.org/10.1080%2F10168664.2022.2107468>

- Orlove, B. (2022). The concept of adaptation. *Annual Review of Environment and Resources*, 47(1), 535–581. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-112320-095719>
- Orsato, R. J., Ferraz de Campos, J. G., & Barakat, S. R. (2018). Social learning for anticipatory adaptation to climate change: Evidence from a community of practice. *Organization & Environment*, 32(4), 416–440. <https://doi.org/10.1177/1086026618775325>
- Ouda, J. O. (2017). *Climate Change, Resource Scarcity and Violent Conflict in the Horn of Africa: A Case Study of Turkana County, Kenya* (Doctoral dissertation, University of Nairobi).
- Owen, G. (2020). What makes climate change adaptation effective? A systematic review of the literature. *Global Environmental Change*, 62, 102071. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102071>
- Pauw, P. W., Kempa, L., Moslener, U., Grüning, C., & Çevik, C. (2021). A focus on market imperfections can help governments to mobilize private investments in adaptation. *Climate and Development*, 1–10. <https://doi.org/10.4324/9781003162407-1>
- Parry, M. L. (2007). *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Working Group II Contribution to the Fourth Assessment Report of the IPCC*. Cambridge University Press. <https://www.cabidigitallibrary.org/doi/pdf/10.5555/20083115494>
- Pickard, S. (2019). Young environmental activists are doing it themselves. *Political Insight*, 10(4), 4–7. <https://doi.org/10.1177/2041905819891364>
- Pickard, S. (2022). Young environmental activists and Do-It-Ourselves (DIO) politics: Collective engagement, generational agency, efficacy, belonging and hope. *Journal of Youth Studies*, 25(6), 730–750. <https://doi.org/10.1080/13676261.2022.2046258>
- Pickering, J., Betzold, C., & Skovgaard, J. (2017). Managing fragmentation and complexity in the emerging system of international climate finance. *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, 17, 1–16. <https://doi.org/10.1007/s10784-016-9349-2>
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). (2024). *Adaptation Gap 2024 Report*. <https://www.unep.org/resources/adaptation-gap-report-2024>
- Punj, A. (2021). Common but Differentiated Responsibility. In *Encyclopedia of Law and Development* (pp. 36–39). <https://doi.org/10.4337/9781788117975.00015>
- Qiao-Franco, G. (2020). ASEAN's role expectations and the diffusion of common but differentiated responsibilities principle in the climate change context. *The Pacific Review*, 1–29. <https://doi.org/10.1080/09512748.2020.1797860>
- Raby, R., & Sheppard, L. C. (2021). Constructs of childhood, generation and heroism in editorials on young people's climate change activism: Their mobilisation and effects. *Children & Society*, 35, 380–394. <http://doi.org/10.1111/chso.12447>

Rafaely, D., & Barnes, B. (2020). African climate activism, media and the denial of racism: The tacit silencing of Vanessa Nakate. *Community Psychology in Global Perspective*, 19, 71–86.

https://www.researchgate.net/profile/Brendon-Barnes/publication/345163446_African_climate_activism_media_and_the_denial_of_racism_the_tacit_silencing_of_Vanessa_Nakate/links/5f9fe205458515b7cfb2db20/African-climate-activism-media-and-the-denial-of-racism-the-tacit-silencing-of-Vanessa-Nakate.pdf

Rahman, H. T., & Hickey, G. M. (2019). What does autonomous adaptation to climate change have to teach public policy and planning about avoiding the risks of maladaptation in Bangladesh? *Frontiers in Environmental Science*, 7, 2. <https://doi.org/10.3389/fenvs.2019.00002>

Rahman, T., Albizua, A., Soubry, B., & Tourangeau, W. (2021). A framework for using autonomous adaptation as a leverage point in sustainable climate adaptation. *Climate Risk Management*, 34, 100376. <https://doi.org/10.1016/j.crm.2021.100376>

Rahman, T., & Hickey, G. (2019). What does autonomous adaptation to climate change have to teach public policy and planning about avoiding the risks of maladaptation in Bangladesh? *Frontiers in Environmental Science*, 7, 2. <https://doi.org/10.3389/fenvs.2019.00002>

Rawls, J. (1999). *A theory of justice* (rev. ed.). Harvard University Press.
<https://www.hup.harvard.edu/books/9780674000780>

Rickards, L., & Howden, S. M. (2012). Transformational adaptation: Agriculture and climate change. *Crop and Pasture Science*, 63(3), 240–250. <https://doi.org/10.1071/CP11172>

Roberts, J. T., & Parks, B. (2006). *A climate of injustice: Global inequality, North-South politics, and climate policy*. MIT Press.
http://scholar.google.com/scholar_lookup?&title=A%20climate%20of%20injustice%3A%20global%20inequality%2C%20North-South%20politics%2C%20and%20climate%20policy&publication_yea=2006&author=Roberts%2CJT&author=Parks%2CB

Robinson, S., & Dornan, M. (2017). International financing for climate change adaptation in small island developing states. *Regional Environmental Change*, 17, 1103–1115.
<https://link.springer.com/doi/10.1007/s10113-016-1085-1>

Saunders, N. (2019). *Climate change adaptation finance: Are the most vulnerable nations prioritised?* Stockholm Environment Institute.
<https://www.sei.org/publications/climate-adaptation-finance-vulnerable-nations/>

Savvidou, G., Atteridge, A., Omari-Motsumi, K., & Trisos, C. H. (2021). Quantifying international public finance for climate change adaptation in Africa. *Climate Policy*, 21, 1020–1036.
<https://doi.org/10.1080/14693062.2021.1978053>

Scheyvens, R., Banks, G., & Hughes, E. (2016). The private sector and the SDGs: The need to move beyond ‘business as usual.’ *Sustainable Development*, 24(6), 371–382.
<https://doi.org/10.1002%2Fsd.1623>

Schifeling, T., & Hoffman, A. J. (2017). Bill McKibben's influence on U.S. climate change discourse: Shifting field-level debates through radical flank effects. *Organization & Environment*, 32(3), 213–233. (Original work published 2019). <https://doi.org/10.1177/1086026617744278>

Schinko, T., Mechler, R., Hochrainer-Stigler, S., Bouwer, L. M., Surminski, S., & Linnerooth-Bayer, J. (2019). The risk and policy space for loss and damage: Integrating notions of distributive and compensatory justice with comprehensive climate risk management. In R. Mechler, L. M. Bouwer, T. Schinko, S. Surminski, & J. Linnerooth-Bayer (Eds.), *Loss and damage from climate change: Concepts, methods and policy options* (pp. 83–110). Springer Nature.

<https://link.springer.com/book/10.1007978-3-319-72026-5>

Schipper, E. L. F. (2020). Maladaptation: When adaptation to climate change goes very wrong. *One Earth*, 3(4), 409–414. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2020.09.014>

Schlosberg, D., & Collins, L. B. (2014). From environmental to climate justice: Climate change and the discourse of environmental justice. *WIREs Climate Change*, 5, 359–374.

<https://doi.org/10.1002%2Fwcc.275>

Scott, D. (2021). Sustainable tourism and the grand challenge of climate change. *Sustainability*, 13(4), 1966. <https://doi.org/10.3390%2Fsu13041966>

Scoville-Simonds, M., Jamali, H., & Hufty, M. (2020). The hazards of mainstreaming: Climate change adaptation politics in three dimensions. *World Development*, 125, 104683.

<https://doi.org/10.1016%2Fj.worlddev.2019.104683>

Seneviratne, S. I., Zhang, X., Adnan, M., Badi, W., Dereczynski, C., Luca, D., Ghosh, S., Iskandar, I., Kossin, J., Lewis, S., & Otto, F. (2021). Weather and climate extreme events in a changing climate.

Shand, W., & Ndezi, T. (2025). *Community-Led Climate Adaptation in Informal Settlements*. World Bank. <https://hdl.handle.net/10986/43146>

Shapovalova, D. (2020). In defence of the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3652184>

Shue, H. (1999). Global environment and international inequality. *International Affairs*, 75(3), 531–545. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.00092>

Simms, A., Meyer, A., & Robbins, N. (1999). *Who owes who?: Climate change, debt, equity and survival*. https://www.gci.org.uk/Documents/Who_Owes_Who_a.pdf

Singh, C., Dorward, P., & Osbahr, H. (2016). Developing a holistic approach to the analysis of farmer decision-making: Implications for adaptation policy and practice in developing countries. *Land Use Policy*, 59, 329–343. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2016.06.041>

Singh, C., Iyer, S., New, M. G., Few, R., Kuchimanchi, B., Segnon, A. C., & Morchain, D. (2021). Interrogating 'effectiveness' in climate change adaptation: 11 guiding principles for adaptation research and practice. *Climate and Development*, 0(0), 1–15.

<https://doi.org/10.1080/17565529.2021.1964937>

Smit, B., Burton, I., Klein, R. J., & Wandel, J. (2000). An anatomy of adaptation to climate change and variability. In *Societal adaptation to climate variability and change* (pp. 223–251). Springer.

https://doi.org/10.1007/978-94-017-3010-5_12

Stadelmann, M., Persson, Å., Ratajczak-Juszko, I., & Michaelowa, A. (2014). Equity and cost-effectiveness of multilateral adaptation finance: Are they friends or foes? *International Environmental Agreements*, 14, 101–120.

<https://link.springer.com/doi/10.1007/s10784-013-9206-5>

Stavi, I., Paschalidou, A., Kyriazopoulos, A. P., Halbac-Cotoara-Zamfir, R., Siad, S. M., Suska-Malawska, M., Savic, D., Roque de Pinho, J., Thalheimer, L., Williams, D. S., & Hashimshony-Yaffe, N. (2021). Multidimensional food security nexus in drylands under the slow onset effects of climate change. *Land*, 10(12), 1350. <https://doi.org/10.3390%2Fland10121350>

Stephens, J. C., & Sokol, M. (2024). Financial innovation for climate justice: Central banks and transformative ‘creative disruption’. *Climate and Development*, 16(9), 762–773.

<https://doi.org/10.1080/17565529.2023.2268589>

Stephenson, W. (2015). *What We're Fighting For Now Is Each Other: Dispatches from the Front Lines of Climate Justice*. Beacon Press.

Sultana, F. (2022). Critical climate justice. *Geographical Journal*, 188, 118–124.

<https://doi.org/10.1111%2Fgeoj.12417>

Sultana, F. (2022). The unbearable heaviness of climate coloniality. *Political Geography*, 99, 102638.

<https://doi.org/10.1016%2Fj.polgeo.2022.102638>

Svartzman, R., & Althouse, J. (2022). Greening the international monetary system? Not without addressing the political ecology of global imbalances. *Review of International Political Economy*, 29(3), 844–869. <https://doi.org/10.1080/09692290.2020.1854326>

Taft, J. K., & Gordon, H. R. (2013). Youth activists, youth councils, and constrained democracy. *Education, Citizenship and Social Justice*, 8(1), 87–100. <https://doi.org/10.1177/1746197913475765>

Teske, S., Pregger, T., Simon, S., Naegler, T., Pagenkopf, J., Deniz, Ö., van den Adel, B., Dooley, K., & Meinshausen, M. (2021). It is still possible to achieve the Paris Climate Agreement: Regional, sectoral, and land-use pathways. *Energies*, 14(8), 2103. <https://doi.org/10.3390%2Fen14082103>

Thackeray, S. J., et al. (2020). Civil disobedience movements such as School Strike for the Climate are raising public awareness of the climate change emergency. *Global Change Biology*, 26, 1042–1044.

<https://doi.org/10.1111%2Fgcb.14978>

Thew, H. (2018). Youth participation and agency in the United Nations Framework Convention on Climate Change. *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, 18, 369–389. <https://doi.org/10.1007/s10784-018-9392-2>

Trott, C. D. (2021). What difference does it make? Exploring the transformative potential of everyday climate crisis activism by children and youth. *Children's Geographies*, 19, 300–308. <https://doi.org/10.1080/14733285.2020.1870663>

Tufekci, Z. (2017). *Twitter and tear gas: The power and fragility of networked protest*. Yale University Press. <https://www.twitterandteargas.org/downloads/twitter-and-tear-gas-by-zeynep-tufekci.pdf>

Tyagi, A., Babcock, D., Carley, K. M., & Sicker, D. (2020). Affective polarization in online climate change discourse on Twitter. *arXiv*. <https://arxiv.org/pdf/2008.13051>

UBS. (n.d.). *A win-win situation: Social Success Note aligning interests with impact loans*. UBS Optimus Foundation. <https://www.ubs.com/global/en/sustainability-impact/social-impact-and-philanthropy/optimus-foundation/our-focus-area.html?bulkredirectlink=/global/en/ubs-society/philanthropy/optimus-foundation/what-we-do/win-win-situation.html>

UKCIP. (2004). *Costing the Impacts of Climate Change in the UK: Overview of Guidelines*. UK Climate Impacts Programme (Technical Report). https://www.ukcip.org.uk/wp-content/PDFs/Costings_overview.pdf

UN.ESCAP. (2022). *Asia-Pacific Riskscape @1.5°C: Subregional pathways for adaptation and resilience*. <https://hdl.handle.net/20.500.12870/4448>

United Nations Environment Programme. (2022). *Adaptation Gap Report 2022: Too Little, Too Slow—Climate Adaptation Failure Puts World at Risk*. Nairobi. <https://www.unep.org/adaptation-gap-report-2022>

United Nations Environment Programme. (2023). *Adaptation Gap Report 2023: Underfinanced. Underprepared. Inadequate Investment and Planning on Climate Adaptation Leaves World Exposed*. Nairobi. <https://doi.org/10.59117/20.500.11822/43796>

United Nations Framework Convention on Climate Change. (2023). *Compilation and Synthesis of Inputs on the Sixth Technical Expert Dialogue under the Ad Hoc Work Programme on the New Collective Quantified Goal on Climate Finance (NCQG/2023/TED6/C&S/3)*. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/TED6_Compilation_Synthesis_final.pdf

Vamvalis, M. (2023). “We're fighting for our lives”: Centering effective, collective and systemic approaches to climate justice education as a youth mental health imperative. *Research in Education*, 117, 88–112. <https://doi.org/10.1177/00345237231160090>

Wallmann-Helmer, I., Meyer, L., Mintz-Woo, K., Schinko, T., Serdeczny, O., Mechler, R., Bouwer, L. M., & Surminski, S. (2019). The ethical challenges in the context of climate loss and damage. In R.

Mechler, L. M. Bouwer, T. Schinko, S. Surminski, & J. Linnerooth-Bayer (Eds.), *Loss and Damage from Climate Change: Concepts, Methods and Policy Options* (pp. 39–62). Cham, Switzerland: Springer Nature. <https://link.springer.com/book/10.1007978-3-319-72026-5>

Watkiss, P., Chapagain, D., Savvidou, G., Pauw, P., & Butera, B. (2023). Adaptation finance gap. In *Adaptation Gap Report 2023: Underfinanced. Underprepared. Inadequate investment and planning on climate adaptation leaves the world exposed* (Chap. 4). Nairobi: UNEP. <https://doi.org/10.59117/20.500.11822/43796>

Watson, C., Schalatek, L., & Evéquoz, A. (2022, February). *Climate finance thematic briefing: Adaptation finance*. Climate Finance Fundamentals. Overseas Development Institute (ODI) & Heinrich Böll Stiftung (HBS). https://climatefundsupdate.org/wp-content/uploads/2022/03/CFF3-Adaptation-Finance_ENG-2021.pdf

Weikmans, R. (2023). *The normative foundations of international climate adaptation finance*. Cambridge University Press.

Weiler, F., & Klöck, C. (2021). Donor interactions in the allocation of adaptation aid: A network analysis. *Earth System Governance*, 7, 100099. <https://doi.org/10.1016%2Fj.esg.2021.100099>

Wheeler, R., & Lobley, M. (2021). Managing extreme weather and climate change in UK agriculture: Impacts, attitudes and action among farmers and stakeholders. *Climate Risk Management*, 32, 100313. <https://doi.org/10.1016%2Fj.crm.2021.100313>

White, P. J., Ferguson, J. P., Smith, N. O. C., & Carre, H. O. S. (2022). School strikers enacting politics for climate justice: Daring to think differently about education. *Australian Journal of Environmental Education*, 38(1), 26–39. <https://doi.org/10.1017/aee.2021.24>

White, B., & Rorick, M. (2010). Cost–benefit analysis for community-based disaster risk reduction in Kailali, Nepal. *Mercy Corps Publication*, 1–27. <https://doi.org/10.1117/1.3368999>

Will, U., & Manger-Nestler, C. (2021). Fairness, equity, and justice in the Paris Agreement: Terms and operationalization of differentiation. *Leiden Journal of International Law*, 34(2), 1–24. <https://doi.org/10.1017/S0922156521000078>

Wilson, R. S., Herziger, A., Hamilton, M., & Brooks, J. S. (2020). From incremental to transformative adaptation in individual responses to climate-exacerbated hazards. *Nature Climate Change*, 10(3), 200–208. <https://doi.org/10.1038/s41558-020-0691-6>

World Bank. (2021). *Groundswell report*. Washington, DC: World Bank. https://scholar.google.com/scholar_lookup?&title=Groundswell%20report&publication_year=2021

World Bank. (2017). *Lesotho – Transport infrastructure and connectivity project*. <https://www.worldbank.org/en/news/loans-credits/2017/11/20/lesotho-transport-infrastructure-and-connectivity-project>

Yang, Z., Gao, X., Lei, J., Meng, X., & Zhou, N. (2022). Analysis of spatiotemporal changes and driving factors of desertification in the Africa Sahel. *CATENA*, 213, 106213.

<https://doi.org/10.1016%2Fj.catena.2022.106213>

Zhou, D., Tawiah, V. K., & Alessa, N. (2024). The impact of corruption on climate risk – An international evidence. *Environmental Development*, 52, 101059.

<https://doi.org/10.1016/j.envdev.2024.101059>

Zohouri, M. (2020). Slacktivism: A critical evaluation. *Journal of Cyberspace Studies*, 4(2), 173–188.

<https://doi.org/10.22059/jcss.2020.93911>

Liste des illustrations

Figure 1 : Carte montrant les pays où sont présents les 2007 membres de YAF (Source: YAF Africa, 2025)	14
Figure 2 : Stratégie de plaidoyer du mouvement YAF Africa	15
Figure 3 : Stratégie de plaidoyer avec la structure de gouvernance de YAF Africa	16
Figure 4 : Schéma d'analyse des données	22
Figure 5 : Répartition des répondants selon la tranche d'âge	24
Figure 6 : Répartition des répondants selon le genre	24
Figure 7 : Répartition des répondants selon la durée de leur engagement dans des actions climatiques et environnementales	24
Figure 8 : Répartition des répondants selon leur niveau de connaissance en adaptation climatique et environnementale	25
Figure 9 : Répartition des répondants selon leur occupation principale actuelle	
25	
Figure 10 : Besoins en financement de l'adaptation par secteur en Afrique (% et montants estimés, d'après les CDN, CPI 2022)	30
Figure 11 : Besoins en financement de l'adaptation climatique par sous-région et par secteur (en milliards USD, CPI, 2022)	31
Figure 12 : Niveaux actuels d'adaptation et déficit d'adaptation (% du PIB, pondéré, Adaptation Gap Report, PNUE, 2023)	32
Figure 13 : Perception des répondants sur la suffisance du financement de l'adaptation climatique en Afrique	32
Figure 14 : Principaux obstacles systémiques à l'accès aux financements pour l'adaptation en Afrique	33
Figure 15 : Principales difficultés personnelles rencontrées pour accéder aux financements d'adaptation en Afrique	33
Figure 16 : Formes de plaidoyer identifiées pour la mobilisation de financements en faveur de l'adaptation	34
Figure 17 : Répartition des messages clés portés dans les actions de plaidoyer	34
Figure 18 : Perception de l'impact du plaidoyer des jeunes africains sur les financements dédiés à l'adaptation climatique	35
Figure 19 : Niveaux d'impact perçus du plaidoyer des jeunes africains dans le domaine de l'adaptation climatique	35
Figure 20 : Efficacité du plaidoyer des jeunes pour l'adaptation climatique (échelle de 1 à 5)	36

Liste des tableaux

Tableau 1 : Outils de collecte de données	20
Tableau 2 : Variables et sources utilisées pour l'analyse des données liées aux deux hypothèses de recherche	22
Tableau 3 : Répartition des répondants selon la région et le pays	23
Tableau 4 : Principaux mécanismes multilatéraux et institutions internationales finançant l'adaptation climatique	26
Tableau 5 : Principales sources de financement actuelles et potentielles de l'adaptation en Afrique	27
Tableau 6 : Exemples d'instruments financiers de l'adaptation climatique	28
Tableau 7 : Principaux défis rencontrés par les jeunes dans le plaidoyer pour le financement de l'adaptation	36
Tableau 8 : Opportunités liées aux actions de plaidoyer des jeunes pour le financement de l'adaptation climatique en Afrique	37

Annexes

❖ Questionnaire sur le financement de l'adaptation climatique en Afrique et le rôle des jeunes

Texte introductif : Bonjour/Bonsoir. Je suis Salem, étudiant en Master en Gestion de l'Environnement à l'Université Senghor d'Alexandrie. Ce questionnaire s'inscrit dans le cadre de mon mémoire de recherche portant sur les dynamiques de plaidoyer des jeunes africains pour un financement plus équitable de l'adaptation climatique en Afrique. Les informations recueillies sont strictement confidentielles et anonymes. La durée estimée est de 15 à 20 minutes.

Section	Question	Type de réponse	Options / Instructions
1 – Consentement et informations générales	Acceptez-vous de participer à cette enquête ?	Choix unique	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non
	Adresse e-mail	Réponse courte	-
	Date de naissance	Date	JJ/MM/AAAA
	Genre	Choix unique	<input type="checkbox"/> Masculin / <input type="checkbox"/> Féminin / <input type="checkbox"/> Autre / <input type="checkbox"/> Préfère ne pas répondre
	Pays de résidence	Menu déroulant	Liste pays africains + "Autre"
2 – Profil et expérience climatique	Niveau de connaissance du changement climatique	Choix unique	<input type="checkbox"/> Débutant / <input type="checkbox"/> Intermédiaire / <input type="checkbox"/> Avancé
	Occupation principale actuelle	Choix unique + option autre	Étudiant·e / Salarié·e public / Salarié·e privé / Entrepreneur·e / Activiste / Indépendant·e / Sans emploi / Autre (précisez)
	Depuis combien d'années engagé·e dans des actions climatiques	Choix unique	Moins d'1 an / 1 à 3 ans / 4 à 6 ans / Plus de 6 ans
	Membre d'un collectif/mouvement/organisation climat ou adaptation	Choix unique	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non
	Si oui, nom de l'organisation	Réponse courte	-
3 – Expérience en plaidoyer pour l'adaptation	A déjà mené ou participé à des actions de plaidoyer pour le financement de l'adaptation	Choix unique	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non

	Formes de plaidoyer utilisées	Choix multiples	Mobilisations communautaires / Forums, conférences, panels / Campagnes réseaux sociaux / Actions médiatiques / Pétitions / Dialogue avec décideurs / Désobéissance civile pacifique / Autre (précisez)
	Types de messages portés (3 à 5)	Réponse longue	-
4 – Perceptions et obstacles au financement	L'Afrique reçoit-elle suffisamment de financements pour l'adaptation climatique ?	Choix unique	Oui / Non / Ne sait pas
	Obstacles systémiques à l'accès aux financements (plusieurs réponses possibles)	Choix multiples	Faiblesse capacités techniques / Complexité mécanismes / Manque ressources nationales / Influence politique bailleurs / Faible implication acteurs locaux / Insuffisance données fiables / Faible intégration dans priorités nationales / Conflits ou instabilité / Absence stratégie nationale claire / Autre (précisez)
5 – Expérience d'accès aux financements	Déjà participé à un projet financé (national ou international) pour l'adaptation	Choix unique	Oui / Non
	Déjà sollicité un financement pour un projet d'adaptation	Choix unique	Oui et obtenu / Oui mais pas obtenu / Non mais souhaite / Non et ne souhaite pas
	Difficultés rencontrées pour accéder à un financement (plusieurs réponses possibles)	Choix multiples	Manque infos / Complexité procédures / Critères inadaptés / Absence accompagnement / Garanties difficiles / Faible reconnaissance initiatives jeunes / Manque réseaux / Difficulté rédaction / Retours tardifs / Défaut crédibilité juridique / Autre (précisez)
	Soutiens nécessaires pour renforcer vos actions (plusieurs réponses possibles)	Choix multiples	Renforcement capacités / Opportunités réseautage / Outils communication / Financement long terme / Accompagnement institutionnel et juridique / Guichets de financement jeunes / Autre (précisez)
6 – Impact perçu du plaidoyer	Impact des actions de plaidoyer des jeunes	Choix unique	Impact significatif / Impact limité / Non / Ne sait pas

	africains sur les financements		
	Niveau d'impact perçu (plusieurs réponses possibles)	Choix multiples	Financement accru projets communautaires / Plateformes dialogue jeunes-décodeurs / Renforcement résilience communautés / Changement perceptions comportements / Évolution critères/pratiques bailleurs / Autre (précisez)
	Évaluation efficacité plaidoyer (échelle 1 à 5)	Échelle	1 = Pas du tout efficace / 2 = Pas très efficace / 3 = Neutre / 4 = Efficace / 5 = Très efficace
7 – Recommandations	Recommandations pour améliorer l'accès des jeunes aux financements	Réponse longue	-

❖ **Guide d'entretien – Discussion de groupe avec les 45 alumni de YOFAFA**

Sujet : Mettre en avant l'urgence et la pertinence du financement de l'adaptation en Afrique : Le cas de Youth for Adaptation Finance in Africa

Public cible : Jeunes engagés au sein de YAF Africa

Méthode : Focus group – 5 groupes de 9 participants, au total 45 participant.es

Introduction :

Bonjour à toutes et à tous, et merci d'être présents aujourd'hui. Cette discussion s'inscrit dans le cadre d'une recherche universitaire. Elle a pour objectif de mieux comprendre vos expériences, vos actions et vos points de vue en lien avec le plaidoyer mené par les jeunes pour le financement de l'adaptation en Afrique. Ce n'est pas un test – il n'y a ni bonne ni mauvaise réponse. Vous êtes libres de vous exprimer simplement et sincèrement. Toutes vos réponses resteront anonymes.

Date.../... /....

Nom de l'enquête(e) :

Âge :

Genre :

Pays de résidence :

Rôle dans l'organisation :

Expérience dans le domaine :

Nom de l'organisation :

Année de création :

Âge :

Pays de résidence :

Genre

Partie 1 – Votre engagement pour l'action climatique

1. Pouvez-vous vous présenter brièvement ? (prénom, pays, activité principale ou études)

2. Depuis combien de temps êtes-vous engagé·e dans des actions liées au climat ?
3. Qu'est-ce qui vous a motivé·e à rejoindre YAF Africa ?
4. Qu'avez-vous appris de plus sur la justice climatique grâce à votre engagement au sein de YAF Africa ?
5. Que vous a apporté personnellement votre engagement dans les actions pour le climat et l'adaptation ?

Partie 2 – Votre engagement dans le plaidoyer pour le financement de l'adaptation

6. Parlez-nous de deux ou trois actions de plaidoyer que vous avez menées en lien avec le financement de l'adaptation au cours des trois dernières années.
 - Qui cherchiez-vous à interpeller ou à influencer à travers ces actions ?
 - Quelles stratégies avez-vous utilisées pour mener ces actions ?
 - Pourquoi avoir choisi ces stratégies en particulier ?
 - Quels étaient les messages principaux que vous souhaitiez faire passer, et pourquoi ?
 - Quels impacts ou résultats avez-vous observés suite à ces actions ?
7. Selon vous, qu'est-ce qui a facilité ou au contraire freiné ces efforts de plaidoyer ?
8. D'après votre expérience, quelles sont les stratégies les plus efficaces pour mener un plaidoyer ?

Partie 3 – Compétences acquises et besoins pour renforcer l'impact du plaidoyer

9. En quoi votre engagement avec YAF a-t-il influencé les actions que vous avez menées ?
10. Quelles compétences pensez-vous avoir acquises grâce aux formations reçues pendant les forums YOFAFA ?
11. Selon vous, quelles compétences ou soutiens seraient encore nécessaires pour renforcer l'impact du plaidoyer porté par les jeunes ?

Partie 4 – Vos projets et vos expériences face au financement de l'adaptation

12. Parlez-nous d'un projet que vous avez mené en lien avec l'adaptation climatique.
13. Comment ce projet a-t-il été financé ?
14. Quels autres projets avez-vous envisagé de mettre en œuvre, sans avoir pu les réaliser ?
 - Qu'est-ce qui rend difficile la mise en œuvre de ces projets ?
 - Avez-vous déjà sollicité un appui financier pour ce projet ? Que retenez-vous de cette expérience ?
15. Dans votre communauté ou autour de vous, avez-vous déjà vu des projets d'adaptation bien soutenus ? Qu'est-ce qui, selon vous, a permis leur réussite ?
16. Est-ce que les types de financements disponibles correspondent bien aux besoins réels sur le terrain ? Qu'est-ce qui devrait changer selon vous ?

Partie 5 – Idées et recommandations

17. Que faudrait-il faire pour améliorer le plaidoyer mené par les jeunes en faveur du financement de l'adaptation ?

18. Si vous aviez un message à adresser aux bailleurs et aux gouvernements sur le financement de l'adaptation, quels seraient vos trois messages les plus importants ?
19. Y a-t-il une expérience, une idée ou une leçon que vous souhaiteriez partager avec nous ?

❖ **Interview Guide – Focus Group with 45 YOFAFA alumni**

Topic: *Highlighting the urgency and relevance of adaptation financing in Africa: The case of Youth for Adaptation Finance in Africa*

Target audience: Youth engaged in YAF Africa

Method: Focus Group – 5 groups of 9 participants

Introduction:

Hello everyone, and thank you for being here today.

This discussion is part of a university research study. It aims to better understand your experiences, your work, and your perspectives regarding youth-led advocacy for adaptation finance in Africa. This is not a test, there are no right or wrong answers. You are free to speak openly, and everything you share will remain anonymous. Please feel free to express yourselves simply and sincerely.

Date.../... /....

Name of respondent:

Age:

Gender:

Country of residence:

Role in the organization:

Experience in the field:

Name of the organization:

Year of creation:

Part 1 – Your commitment for climate justice

1. Could you briefly introduce yourself? (first name, country, main activity or studies)
2. How long have you been involved in climate-related actions?
3. What motivated you to join YAF Africa?
4. What else have you learned about climate justice through your involvement with YAF Africa?
5. What has participating in climate and adaptation work brought you personally?

Part 2 – Your commitment to advocating for adaptation financing

6. Tell us about two or three advocacy actions you've undertaken to support adaptation finance in the past 3 years.
 - Who were you trying to reach or influence through this action?
 - What were the strategies used for your action?
 - Why did you choose these strategies?
 - What were the key messages you wanted to communicate, and why?

- What impact or outcomes did you observe as a result of this action?
- 7. In your opinion, what helped or hindered this advocacy effort?
- 8. Based on what you've done, which of the stratégies you employed work best for advocacy?

Part 3 – Skills acquired and needs to strengthen the impact of advocacy

- 9. How has your engagement with YAF influenced this work that you've carried out?
- 10. What skills do you feel you have gained thanks to training sessions provided during YOFAFA?
- 11. In your opinion, what skills or support are still needed to strengthen the impact of youth advocacy?

Part 4 – Your Projects and Experiences with Adaptation Finance

- 12. Can you tell us about a project or activity you have carried out related to climate adaptation?
- 13. How was this project funded?
- 14. What other projects have you planned to carry out and are unable to implement?
 - What makes it difficult to implement such projects?
 - Have you ever applied for financial support for this project? What did you learn from that experience?
- 15. In your community or nearby, have you seen any well-supported adaptation projects? In your view, what contributed to their success?
- 16. Do the types of funding currently available match the real needs on the ground? What do you think should change?

Part 5 – Ideas and recommendations

- 17. What needs to be done to improve youth-led advocacy for adaptation finance?
- 18. If you were asked to send a message to donors and governments regarding adaptation finance, what will be your three (03) most important messages?
- 19. Is there any other experience, idea, or lesson you'd like to share with us?

❖ Guide d'entretien – Co-fondateurs de YAF Africa

Thème général : Financement de l'adaptation en Afrique et rôle de YAF Africa

Public cible : Co-fondateurs / membres stratégiques de l'équipe de coordination

Objectif : Approfondir l'analyse sur la structuration, les ambitions et les résultats du plaidoyer porté par YAF Africa

Introduction :

Merci de prendre part à cet échange. Cet entretien s'inscrit dans le cadre d'une recherche sur le financement de l'adaptation en Afrique, à partir de l'expérience portée par YAF Africa. Il vise à mieux comprendre la construction du plaidoyer, les stratégies choisies, les résultats obtenus et les

défis rencontrés. Vos réponses seront traitées de façon confidentielle et utilisées uniquement dans un cadre académique.

Date.../... /....

Nom de l'enquêté(e) :

Âge :

Genre :

Pays de résidence :

Rôle dans l'institution :

Expérience dans le domaine :

Nom de l'institution :

Année de création :

Partie 1 – Origine et vision du mouvement

1. Comment est née l'initiative YAF Africa ?
2. Quelles étaient les préoccupations prioritaires au moment de son lancement ?
3. Qu'est-ce qui distingue selon vous YAF Africa d'autres initiatives jeunesse sur le climat ?
4. Quelles valeurs ou principes guident votre action, notamment par rapport à la justice climatique ?

Partie 2 – Structuration du plaidoyer

5. Comment les priorités de plaidoyer de YAF Africa ont-elles été définies ?
6. Quelles stratégies avez-vous jugé les plus efficaces pour faire entendre vos revendications sur le financement de l'adaptation ?
7. Comment articulez-vous les actions locales, nationales, régionales ou internationales ?
8. Quelles alliances ou soutiens institutionnels ont été les plus importants pour faire avancer votre cause ?
9. Comment mesurez-vous l'impact du plaidoyer de YAF Africa ?

Partie 3 – Obstacles et rapports de pouvoir

10. Quels obstacles structurels avez-vous rencontrés dans vos interactions avec les institutions ou les bailleurs ?
11. Comment décririez-vous les rapports de force autour du financement de l'adaptation ?
12. Selon vous, qu'est-ce qui rend parfois difficile l'accès aux financements pour les projets d'adaptation ? Est-ce lié aux démarches à suivre, aux conditions à remplir, ou à d'autres facteurs ?

Partie 4 – Équité, justice et transformation

13. Comment le concept de justice climatique s'intègre-t-il dans votre démarche ?
14. Quelles sont vos réflexions sur les mécanismes actuels de financement ? Correspondent-ils aux besoins des plus vulnérables ?

15. Avez-vous des exemples concrets où vos propositions ont influencé une décision, une politique ou un programme ?

Partie 5 – Recommandations et perspectives

16. Quelles améliorations devraient être apportées pour rendre les financements d'adaptation plus accessibles et justes ?
17. Quels conseils adresseriez-vous à d'autres jeunes souhaitant initier des plaidoyers similaires ?
18. Quels sont, selon vous, les prochains défis pour YAF Africa dans les années à venir ?

❖ Interview guide – Co-founders of YAF Africa

Main Topic: Adaptation finance in Africa and the role of YAF Africa

Target audience: Co-founders and strategic members of the coordination team

Objective: Deepen understanding of how YAF Africa structures its advocacy, builds influence, and responds to the adaptation finance gap

Introduction:

Thank you for agreeing to this conversation. This interview is part of a research project on adaptation finance in Africa, using the experience of YAF Africa as a case study. We would like to better understand how the network builds its advocacy work, the strategies it uses, the results achieved, and the challenges faced. Your answers will remain confidential and used only for academic purposes.

Date.../... /....

Name of respondent:

Age:

Gender:

Country of residence:

Role in the institution:

Experience in the field:

Name of institution:

Year of establishment:

Part 1 – Origin and vision of the movement

1. How did the YAF Africa initiative start?
2. What were the main concerns that motivated its creation?
3. In your view, what makes YAF Africa different from other youth climate initiatives?
4. What values or principles guide your work, especially in relation to climate justice?

Part 2 – Structuring the advocacy

5. How were YAF Africa's advocacy priorities defined?
6. What strategies have you found most effective in pushing for more adaptation finance?
7. How do you connect local, national, regional and international levels of action?
8. What alliances or institutional support have been most important in advancing your cause?
9. How do you assess the impact of your advocacy efforts?

Part 3 – Challenges and power dynamics

10. What major obstacles have you encountered in your interactions with institutions or donors?
11. How would you describe the current power dynamics around adaptation finance?
12. In your opinion, what sometimes makes access to funding for adaptation projects difficult? Is it related to the procedures to follow, the conditions to meet, or other factors?

Part 4 – Equity, justice and transformation

13. How does the concept of climate justice shape your approach?
14. What are your views on the current adaptation finance mechanisms? Do they really meet the needs of vulnerable communities?
15. Can you share examples where your proposals influenced a policy, program or decision?

Part 5 – Recommendations and perspectives

16. What changes would you recommend to make adaptation finance more accessible and fair?
17. What advice would you give to other young people looking to start similar advocacy work?
18. From your perspective, what are the main challenges YAF Africa will face in the coming years?

❖ Guide d'entretien – Partenaires de YAF Africa

Objet de l'entretien : Comprendre le rôle des partenaires dans le renforcement des capacités des jeunes de YAF Africa, les dynamiques d'organisation du forum YOFAFA, et leur perception des enjeux liés au financement de l'adaptation.

Public cible : Représentants d'organisations partenaires (ONG, réseaux techniques, institutions, bailleurs, plateformes régionales) ayant contribué à la formation des jeunes ou au soutien du forum YOFAFA.

Objectif : Compléter les informations recueillies auprès des jeunes membres et de l'équipe de coordination, en apportant un regard externe sur la qualité du plaidoyer, les dynamiques de partenariat, et les perspectives d'amélioration.

Introduction :

Bonjour et merci de prendre part à cet échange. Cet entretien s'inscrit dans le cadre d'un mémoire universitaire qui porte sur le financement de l'adaptation en Afrique, à travers le cas de l'initiative Youth for Adaptation Finance in Africa (YAF Africa). Nous cherchons à mieux comprendre comment les jeunes sont accompagnés, formés et outillés pour structurer un plaidoyer efficace, et quel rôle les partenaires jouent dans ce processus.

Date.../... /....

Nom de l'enquêté(e) :

Âge :

Genre :

Pays de résidence :

Rôle dans l'institution :

Expérience dans le domaine :

Nom de l'institution :

Année de création :

Partie 1 – Rôle du partenaire et nature de la collaboration

1. Pouvez-vous nous présenter brièvement votre organisation et son mandat en lien avec le climat ou la jeunesse ?
2. Depuis quand êtes-vous en lien avec YAF Africa ?
3. Quelle a été la nature de votre appui (technique, logistique, financier, méthodologique...) ?
4. Comment s'est organisée la collaboration autour des forums YOFAFA ou des activités de formation ?

Partie 2 – Renforcement de capacités et impacts

5. Selon vous, quels sont les principaux acquis pour les jeunes formés à travers ces programmes ?
6. Quelles compétences ou aptitudes vous semblent particulièrement importantes dans le plaidoyer pour l'adaptation ?
7. Avez-vous observé des évolutions concrètes dans la manière dont ces jeunes mènent leurs actions ou participent aux espaces de décision ?
8. En quoi ces jeunes contribuent-ils à faire avancer la question du financement de l'adaptation, selon votre expérience ?

Partie 3 – Apports, limites et perspectives

9. Quels sont les éléments qui, selon vous, ont facilité la mise en œuvre de cette collaboration ?
10. D'après votre expérience, les procédures actuelles pour accéder aux financements d'adaptation sont-elles adaptées aux réalités sur le terrain ? Quelles sont, selon vous, les principales étapes ou obstacles qui compliquent les démarches ?
11. Quels axes d'amélioration recommanderiez-vous pour renforcer le plaidoyer porté par YAF Africa ?

Partie 4 – Recommandations et visions d’avenir

12. Quels conseils donneriez-vous à d’autres partenaires souhaitant soutenir des initiatives jeunesse similaires ?
13. Quelles perspectives voyez-vous pour pérenniser ce type d’initiative et en accroître l’impact ?
14. Si vous aviez un message à adresser aux bailleurs ou aux décideurs, que leur diriez-vous concernant le rôle des jeunes dans l’adaptation climatique ?

❖ Interview Guide – YAF Africa Partners

Purpose of the Interview: To better understand the role of YAF Africa’s partners in youth capacity-building, their involvement in organizing the YOFAFA forums, and their perspectives on climate adaptation finance.

Target Audience: Representatives of partner organizations (NGOs, technical platforms, institutions, donors, regional networks) that have supported youth training or the YOFAFA forums.

Objective: To complement the data collected from young participants and YAF Africa’s coordination team, by gathering an external perspective on the effectiveness of advocacy, the partnership dynamics, and areas for improvement.

Date.../... /....

Name of respondent:

Age:

Gender:

Country of residence:

Role in the institution:

Experience in the field:

Name of institution:

Year of establishment:

Introduction:

Hello, and thank you for joining this interview. This conversation is part of a Master’s research focused on adaptation finance in Africa, using the Youth for Adaptation Finance in Africa (YAF Africa) initiative as a case study. The goal is to better understand how young people are trained, supported, and equipped to carry out effective advocacy, and what role partners like you play in this process.

Part 1 – Your Role and Collaboration with YAF

1. Could you briefly introduce your organization and its mandate related to climate or youth engagement?
2. When and how did your collaboration with YAF Africa begin?

3. What type of support have you provided (technical, logistical, financial, methodological, etc.)?
4. How was the collaboration organized around the YOFAFA forums or youth training sessions?

Part 2 – Capacity Building and Observed Impacts

5. From your perspective, what are the main takeaways for the young people who received support or training?
6. What skills or competencies do you consider essential for youth-led advocacy on adaptation?
7. Have you observed any concrete changes in how these young people engage or influence decision-making spaces?
8. In your opinion, how are these youth contributing to moving the adaptation finance agenda forward?

Part 3 – Strengths, Gaps, and Opportunities

9. What factors do you think have facilitated the success of your collaboration with YAF Africa?
10. In your experience, are current procedures for accessing adaptation finance adapted to the realities on the ground? What do you see as the main steps or obstacles that complicate the process?
11. What improvements would you suggest to further strengthen YAF Africa's advocacy efforts?

Part 4 – Recommendations and Vision for the Future

12. What advice would you give to other partners who are interested in supporting similar youth-led initiatives?
13. What do you see as the key priorities for sustaining and scaling the impact of YAF Africa?
14. If you could deliver a message to donors or policymakers, what would you say about the role of youth in climate adaptation?